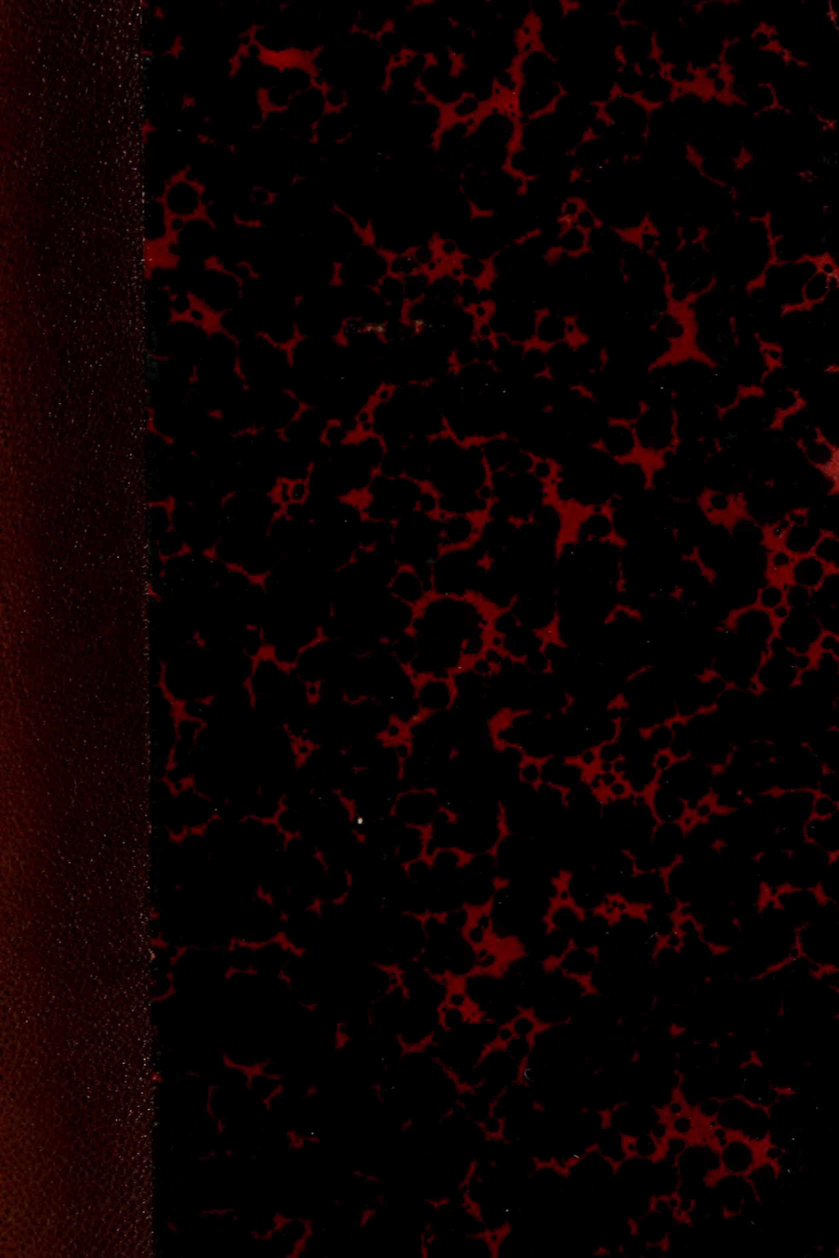
















L'évolution actuelle du bolchevisme russe

Imp. « Union », 46, Boulevard St-Jacques, Paris

SIMON ZAGORSKY
Professeur d'Économie Politique à l'Université de Pétrograd.

L'évolution actuelle du bolchevisme russe

Préface de Émile Vandervelde

J. POVOLOZKY & Cie, ÉDITEURS
13, Rue Bonaparte, Paris (6e)

DU MÊME AUTEUR

La République des Soviets. (Bilan économique.) Payot. Paris, 1921.

La República Soviétista. Su organizacion, su obra. Biblioteca Nueva. Madrid, 1920.

Il Fallimento Fraudolento. (Bilancio économico de Potere Soviettista.) Roma, 1921.

,, La Guerre après la Paix ''. (Les problèmes de la politique du commerce international après la guerre.) Petrograd, 1917.

Le Contrat de travail des employés. Petrograd, 1917.

Les Cartels et les Trusts. (Théorie des monopoles capitalistes privés.) Petrograd, 1914.

Carl Marx, les classiques et la crise de l'école historique en Allemagne. Moscou, 1909.

La question ouvrière dans l'agriculture de la Russie méridionale. Munich, 1907.

PRÉFACE

Ce nouveau livre de Simon Zagorsky, faisant suite à son remarquable ouvrage sur la République des Soviets, pourrait prendre comme sous-titre l'Histoire d'une faillite, ou l'Histoire d'une réaction.

C'est en effet l'exposé rigoureusement objectif, des efforts que fait en ce moment la République des Soviets, pour conserver le pouvoir politique, mais par le sacrifice en matière économique et sociale, de tous les principes qui on été sa raison d'être.

Pendant que Zagorsky réunissait les éléments de cette démonstration, je faisais à l'Université d'Oxford, une conférence sur le même sujet.

En la relisant il m'a paru que l'on ne devait y changer ou y ajouter que très peu des choses pour en faire la préface du savant ouvrage que j'ai l'honneur de présenter.

Si quelqu'un avait prédit, en juillet 1914, que, quatre ans après, les principaux chefs d'Etat de l'Europe continentale seraient des socialistes, les socialistes eussent été les premiers à n'en rien croire.

L'invraisemblable, cependant, s'est réalisé. Nous ne parlons naturellement pas de M. Alexandre Millerand, qui formula jadis le programme électoral du socialisme français ; mais c'est un ouvrier sellier, Ebert, qui a succédé à Guillaume II, un journaliste viennois Renner, qui remplaça les Habsbourg, et mon ancien collègue au Bureau socialiste international, Lénine, qui occupe, à Moscou, le Kremlin où vécut Ivan le Terrible.

D'une manière générale, d'ailleurs, au lendemain de la guerre, les socialistes étaient au pouvoir dans la moitié de

l'Europe; il y avait des socialistes au pouvoir dans l'autre moitié.

Mais depuis deux ans, les symptômes de réaction se multiplient. Un à un, les gouvernements d' « union sacrée » se désagrègent. Des blocs nationalistes se constituent. La République allemande fait songer à la République française, au temps de l' « ordre moral », et, dans les pays alliés, depuis mon compatriote M. Paul Hymans, jusqu'à Lloyd George, les leaders, ou les anciens leaders du libéralisme font appel aux conservateurs pour barrer la route aux partis du Travail.

Qu'on relise par exemple ce que le premier Ministre d'Angleterre disait, à ses collègues, les députés de la coalition, au lendemain même du jour (24 mars 1921) où il justifiait, à la Chambre des Communes, l'accord anglo-bolchevik :

« Le danger militaire est aujourd'hui disparu, mais un
« autre danger nous menace... Ce danger c'est le progrès
« constant vers le pouvoir d'un nouveau parti animé de vues
« du caractère le plus subversif. Il s'appelle aujourd'hui
« travailliste ; au fond il est socialiste... Le socialisme com-
« bat aujourd'hui pour détruire tout ce que les leaders des
« deux partis ont ouvré pendant des générations pour cons-
« truire l'édifice social. Nos institutions, dont ils veulent
« se servir comme d'un pont pour atteindre leur but, sont
« menacées. Nos institutions parlementaires courent autant
« de risques que nos libertés économiques. »

Je ne me propose pas de rechercher si M. Lloyd George ne s'exagère pas, ou n'exagère pas la puissance de l'adversaire qu'il dénonce et si la crainte de voir M. Henderson, ou M. Clynes, prendre le pouvoir n'est pas plus grande chez lui, que la crainte de les voir agir comme une force de destruction.

Il nous plaît, au contraire, de reconnaître, que la démocratie socialiste est une force de destruction. Elle est une force de destruction parce que toute force qui s'organise tend à détruire, et ne peut s'organiser sans détruire les structures anciennes qui font obstacle à son développement.

« Die störende Lust ist eine schaffende Lust ».

Le poussin brise sa coquille. La plante qui pousse dans les ruines fait sauter la pierre vermoulue du vieux mur où elle a germé. Le socialisme par cela même qu'il grandit,

abaisse, élimine, détruit les institutions traditionnelles du monde bourgeois et ces destructions sont fécondes : elles rendent possible la réalisation de progrès nouveaux, le dégagement des forces politiques et sociales nouvelles.

Que l'on songe, par exemple, à ce que les socialistes ont fait pendant la guerre, en qui beaucoup avaient vu un dérivatif, et qui fut, au contraire, le plus formidable réactif pour la Révolution.

Certes, l'Internationale ne résista pas au premier choc, et ce n'est pas nous qui essayerons de dissimuler certaines défaillances, trop semblables à des complicités. Néanmoins, l'histoire impartiale dira que ce sont les socialistes anglais ou français, combattant les Puissances centrales, les socialistes russes, en renversant les Romanoff, les socialistes allemands ou autrichiens, en achevant les Hohenzollern et les Habsbourg, qui ont le plus puissamment contribué à la destruction des pouvoirs d'ancien régime ; et c'est la destruction de ces pouvoirs, en même temps que le détraquement du système capitaliste tout entier, qui a déterminé, au lendemain de la guerre, l'essor prodigieux de ces deux forces libératrices : l'*organisation ouvrière* et la *démocratie politique*.

Avant la guerre, on s'en souvient, l'Internationale syndicale comptait cinq millions d'affiliés au plus ; aujourd'hui elle forme un bloc compact de plus de 30 millions d'hommes.

Avant la guerre, l'Europe vivait dans l'ombre menaçante des trois grandes monarchies militaires ; aujourd'hui, vingt trônes se sont écroulés ; il n'y a plus dans le monde civilisé que des républiques ou des monarchies parlementaires — je dirais volontiers des monarchies républicaines — et, de Londres à Vienne, de Paris à Berlin, il ne reste qu'un seul système de gouvernement, le gouvernement par le suffrage universel.

Les travailleurs ont donc obtenu, — au prix de sacrifices terribles, — ce « fragment de constitution » que Lassalle, il y a un demi-siècle, assignait comme but prochain à leurs efforts.

Mais ce résultat, que vaut-il au point de vue socialiste ?

Maintenant qu'il est acquis, on tend à le déprécier. Il arrive ce que constatait déjà Rabaut Saint Etienne, aux premiers jours de la Convention : « L'égalité politique

établie, les pauvres sentent bientôt qu'elle est affaiblie par l'inégalité des fortunes... »

Parmi les socialistes, les uns se bornent à dénoncer les influences ploutocratiques qui, dans les pays de faible organisation ouvrière, font de la démocratie une pure apparence. Ils proclament l'insuffisance, d'ailleurs flagrante, du système parlementaire. Ils mettent les travailleurs en garde contre cette illusion qu'un Parlement peut tout faire, sauf muer un homme en femme. Ils font une large place à l'action directe des masses contre l'inertie ou le mauvais vouloir des assemblées législatives.

Mais d'autres vont plus loin. Ils s'en prennent au principe même de la démocratie. Ils refusent les droits de citoyen à ceux qui ne sont pas des prolétaires. Après avoir supprimé le vote privilégié des bourgeois, ils prétendent établir le vote privilégié des travailleurs, élisants des Soviets, des Conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans pauvres. Et, à ces organisations de classe, où la minorité des citoyens possède la majorité des suffrages, ils entendent confier la dictature, avec son corollaire indispensable : la terreur et la violence contre les ennemis mortels du prolétariat.

Qu'après la guerre surtout, pareil état d'esprit ait une puissante tendance à se répandre, il n'y a rien qui doive étonner.

Dans un pays comme l'Angleterre, où siège la « mère des Parlements », où le régime représentatif compte des siècles d'existence, où le sentiment démocratique est devenu pour l'immense majorité des citoyens, une seconde nature, on ne réalise peut-être pas assez ce qu'il y a d'étonnant, et aussi, de fragile, dans l'acceptation commune d'un régime fondé sur ces deux principes : *le gouvernement à la majorité, la représentation à la minorité.*

Un professeur de mes amis, voyageant en Insulinde, s'efforçait un jour de faire comprendre à un rajah, son hôte, le mécanisme du système représentatif : les journées électorales ; le vote émis par les millions d'électeurs ; la transmission des pouvoirs — qu'il s'agisse d'un Conseil municipal ou du président des Etats-Unis — à quiconque obtient la majorité, ne fût-ce que d'une voix ; et, d'autre part, le droit des minorités ; la liberté de la presse, d'association ou de réunion ; l'action, enfin, des oppositions parlementaires,

qui discutent, critiquent, attaquent, et parfois avec violence, la politique gouvernementale.

A ce moment le rajah, que cet exposé plongeait dans un état de stupéfaction intense, interrompit pour dire : « Alors ces opposants, on leur coupe la tête ? »

— Point du tout. On recueille soigneusement leurs discours ; on les publie aux frais de l'Etat ; on assure même à ceux qui les prononcent, une indemnité annuelle à charge de la nation.

En temps normal, assurément, pareil régime peut fonctionner sans trop d'à-coups, bien que, de plus en plus, l'action directe tend à prendre le pas sur l'action parlementaire.

Mais, dans les pays où le régime représentatif n'a pas poussé de racines profondes, et dans les moments où l'exagération des antagonismes de classes engendrent un esprit de guerre civile, il ne faut point s'étonner que beaucoup de gens ne pensent à peu près au sujet du régime parlementaire, ou de la liberté de la presse, comme le rajah du professeur Lapicque.

Tel, par exemple, Boukharine, ce communiste de gauche avec lequel l'opportunisme de Lénine s'est maintes fois trouvé aux prises dans ces derniers temps.

« La condition, écrit-il, que Kautsky et Cie mettent à « une révolution, consiste en ce que celle-ci a bien le droit « de dicter sa volonté à la bourgeoisie, mais doit en même « temps donner à la bourgeoisie la possibilité d'émettre ses « doléances au moyen de la liberté de la presse et d'une « assemblée constituante. Mais l'essence d'une révolution « c'est justement d'être une guerre civile et les classes qui « luttent à coups de canon et de mitrailleuses n'ont que faire « d'un duel d'éloquence à la Homère. La révolution ne dis- « cute pas avec ses ennemis, elle les broie ; la contre-révo- « lution agit de même... (1) ».

Cette observation finale, en somme, est un truisme. Toutes les guerres, civiles ou autres, ont le même effet : suspendre les institutions et les libertés du temps normal.

Aussi la véritable caractéristique de l'état d'esprit bolcheviste est ailleurs.

---

(1) Cit. par Kautsky, « Terrorisme et Communisme », p. 220.

Il ne consiste pas seulement à admettre qu'en temps de révolution, la dictature de la classe révolutionnaire s'impose — Engels et Marx l'ont toujours dit — mais que, si les circonstances s'y prêtent, cette classe peut faire une révolution, imposer sa dictature, réaliser, par le fer et par le feu, la transformation sociale qui doit l'affranchir, alors même qu'elle n'est pas unanime, et qu'en tous cas, elle ne représente qu'une minorité d'avant-garde.

Cet état d'esprit n'est pas nouveau.

On le trouve déjà chez Bakounine. Il a inspiré les « Réflexions sur la violences » de Sorel — ce catéchisme des syndicatistes révolutionnaires français. Il apparaît, dès 1905, chez Lenine, faisant l'apologie de la guerre civile, tout en déclarant qu'elle était impossible sans les plus affreuses destructions, sans la terreur la plus sanglante.

Mais le fait nouveau, c'est que, dans un pays de 120 millions d'âmes, se poursuit, depuis bientôt quatre ans, la plus formidable expérience de dictature minoritaire et terroriste.

Pour la première fois dans l'histoire, le suffrage universel avait élu un Parlement dont l'immense majorité des membres se réclamaient du socialisme : Trente-six millions d'électeurs, hommes et femmes, avaient voté. Les suffrages, suivant les chiffres cités par Lénine lui-même (1), s'étaient répartis de la manière suivante :

Parti bolcheviste.	9.02	millions	25 %
Mencheviks ; Socialistes révolutionnaires.	22.62	—	62 %
Partis des prolétaires et de la bourgeoisie . . . . ,	4.62	—	13 %
	36.26	millions	100 %

Cette assemblée avait été convoquée par les bolcheviks au lendemain de leur coup d'Etat du 25 octobre. La « Pravda » leur organe central, l'avait annoncé en ces termes : « Camarades, en versant votre sang, vous avez assuré la convocation, dans le délai fixé, de l'*Assemblée Panrusse, qui peut seule disposer du sort du pays.* » On n'abandonna ce langage

(1) « L'internationale communiste », n° 7 et 8, nov. déc. 1919, p. 982.

que le jour où il fut certain que les députés bolcheviks seraient en minorité, malgré l'expulsion des cadets, malgré l'arrestation de plusieurs leaders socialistes révolutionnaires. La Constituante fut dispersée. Le lendemain, elle était déclarée dissoute « au nom des travailleurs », et le texte du décret motivait la dissolution en ces termes :

« Les classes travailleuses ont pu faire l'expérience que le « vieux parlementarisme bourgeois s'est survécu à lui-même, « qu'il est complètement incompatible avec le problème de « la réalisation du socialisme, que ce ne sont pas des ins- « titutions nationales, mais seulement des institutions de « classe (comme le sont les Soviets) qui peuvent briser la « résistance des classes possédantes et jeter les bases de la « société socialiste. »

Donc dans un pays où le prolétariat ne représente qu'une infime minorité de la population, on substituait à la volonté générale, la volonté affirmée ou présumée de ce prolétariat, que dis-je, d'une fraction de ce prolétariat, car les bolcheviks n'avaient avec eux la majorité des ouvriers que dans quelques grandes villes.

Ce premier acte consommé, tout le reste devait s'ensuivre.

Il fallait, d'une part, ou tenter de neutraliser la masse énorme des paysans, en adoptant le programme des socialistes révolutionnaires, pour qui ils avaient voté, ou il fallait, d'autre part — nous reprenons les expressions mêmes de Lénine et de Trotsky — écraser la résistance de la bourgeoisie, pousser à fond la guerre civile, briser la classe de l'ennemi, par la force et par la terreur.

On sait avec quelle énergie fanatique les hommes de la République des Soviets se sont engagés dans cette voie.

On sait aussi quels précédents ils invoquent pour la justification de leurs méthodes. Je ne sache pas qu'ils se réclament de Cromwell. Mais ce n'est certes pas sans raison, que dans la ville de Moscou, où, par une étrange contradiction, on a élevé un monument à l'humanitaire Jaurès — ce social-patriote — se dresse la statue de Marat, le maniaque obstiné qui, pour assurer la victoire de la Révolution, réclamait exactement 260.000 têtes.

Je ne suis pas de ceux, en effet, qui contestent l'analogie des méthodes jacobines et des méthodes bolchevistes — toutes les dictatures de minorité se ressemblent — et ceux-là

auraient tort de condamner le bloc de la Révolution russe, qui acceptent et glorifient le bloc de la Révolution française.

L'une et l'autre ont aboli la monarchie, achevé de détruire le régime féodal et réalisé ce résultat essentiel de faire passer les terres de la Couronne, du clergé et de la noblesse, aux mains d'une paysannerie définitivement affranchie de servage.

L'une et l'autre, aussi, ont connu des épisodes monstrueux, des accès de folie sanguinaire ; les découpures de journaux avec lesquels Taine a écrit son histoire de la Révolution ressemblent à s'y méprendre aux faits divers bolchevistes du « Temps » ou du « Daily Mail », et, certes, les noyades de Nantes, les massacres de Lyon, les pratiques terroristes du Tribunal révolutionnaire ne le cèdent en rien aux pires violences des gardes rouges ou de la Commission extraordinaire.

Si les bourgeois qui glorifient Robespierre n'avaient pas d'autres arguments contre Lénine, leur position serait singulièrement faible. Les bolcheviks auraient beau jeu à leur répondre, s'ils étaient en mesure de prouver qu'ils ont réussi ; s'ils pouvaient établir que leurs méthodes de coercition et de terrorisation ont eu pour résultat, de fonder, dans le pays le plus économiquement arriéré de l'Europe, le premier Etat socialiste.

Mais c'est ici, précisément, que s'opposent, d'une manière absolue, les thèses fondamentales de la démocratie socialiste et du parti communiste.

Pour nous, comme pour Marx et Engels, il n'y a de Révolution *socialiste* possible que dans des pays arrivés à un haut degré de concentration capitaliste et industrielle, où le prolétariat forme la grande majorité de la population et où cette majorité prolétarienne, élevée à la pleine conscience de ses intérêts de classe par un long et opiniâtre effort d'éducation et d'organisation, conquiert, de gré ou de force, le pouvoir politique.

Pour les bolcheviks, par contre, ces conditions préalables ne sont pas nécessaires.

Même dans les pays où des paysans illettrés forment les neuf dixièmes de la population, où le procès de prolétarisation en est à ses débuts, où quelques grandes usines à l'américaine s'élèvent comme des arbres isolés, dans la jungle

immense des entreprises industrielles, une minorité prolétarienne audacieuse peut, après s'être emparée du pouvoir par un coup de main, renverser et anéantir la classe capitaliste ; cela fait, elle doit « s'attacher les masses en satisfai-
« sant révolutionnairement leurs besoins économiques essen-
« tiels, au prix de l'expropriation des propriétaires fonciers
« ou des bourgeois » se faire des alliés parmi les demi-prolétaires, ou les demi-petits bourgeois, et, avec leur concours, réaliser le communisme.

Il n'y a rien de tel, d'ailleurs, que l'expérience pour établir la valeur d'une thèse. Or, cette expérience, on prétend qu'elle est faite. Elle se poursuit, depuis 1917, malgré les difficultés et les obstacles sans nombre. Elle a, dit-on, victorieusement démontré au monde que *la Révolution russe* — le plus grand fait des temps modernes — *n'est pas la dernière des révolutions bourgeoises, mais la première des révolutions socialistes.*

Nous arrivons au cœur même du débat qui se poursuit, d'un bout de l'Europe à l'autre, entre les démocrates socialistes et les communistes.

Il faut bien le reconnaître, du reste, la poursuite de ce débat est rien moins que facile, faute d'une documentation satisfaisante, et, à ce point de vue le nouveau livre de Zagorsky est d'une première importance.

Si l'on veut, en effet, honnêtement chercher à se faire une opinion sur la République des Soviets, la première chose à faire c'est éliminer les neuf dixièmes des prétendus renseignements que nous apportent les tracts de propagande bolcheviste ou les informations de la presse et des agences bourgeoises.

Néanmoins, à ne prendre que les faits essentiels, les bolchevistes eux-mêmes ne semblent pas se dissimuler que s'ils ont pu tenir, depuis quatre ans, écraser toutes tentatives de réaction monarchique, et, peut-être, creuser plus profondément le sillon de la révolution paysanne, ils ont, dès à présent, échoué, dans leur effort, pour réaliser par le fer et par le feu, des buts spécifiquement communistes.

Ce qui a fait leur succès, c'est d'avoir fait naître chez les pauvres une grande espérance.

Aux soldats, ils promettaient la *paix*, aux paysans, *la socialisation des terres*, aux ouvriers industriels, le *communisme*.

Or, qu'est-il advenu de cette triple promesse ?

Nous ne parlerons pas de la paix.

Il faudrait être un grand pharisien pour rendre les seuls bolchevistes responsables de ce que la guerre persiste partout à l'état endémique.

Mais, d'autre part, doivent-ils s'étonner que leur violence ait appelé la violence, et peuvent-ils méconnaître qu'aujourd'hui dans toute l'Europe, il ne reste plus que deux pays avec des armées nombreuses : la France et la Russie ?

En septembre 1919, me trouvant en Géorgie, je poussais, du côté de Vladicaucase, jusqu'aux avant-postes bolcheviks. Quelques soldats en khaki, avec, sur leur casque de cuir, l'insigne des Soviets, montaient la garde. A nos questions sur ce qui se passait en Russie, ils répondaient :

— Nous ne sommes pas des communistes. Nous sommes des mobilisés.

Amère ironie des évènements ; ceux mêmes à qui l'on avait promis d'être démobilisés les premiers, sont les derniers à ne pas l'être !

Qui donc, plus nettement que Trotsky, d'ailleurs a reconnu la faillite de cette première promesse :

« Nous avons essayé — disait-il le 28 février 1919 —
« de réaliser notre programme, en recrutant une armée de
« volontaires, en faisant de la propagande et de l'agitation.
« Mais il s'est trouvé, que c'était une bêtise... et nous nous
« sommes vus dans la nécessité de créer une armée régulière.
« *Oui, nous reconnaissons que notre armée ne correspond pas*
« *à nos principes, mais il n'y avait devant nous, aucune autre*
« *voie pour conserver le pouvoir.* (Les « Izvestia » du Comité
« Exécutif Central. Février 1919). »

Voilà pour la première promesse.

Passons à la seconde.

Après leur coup d'Etat du 25 octobre 1917 (7 novembre), le premier acte des bolcheviks fut leur « décret sur la terre » expropriant totalement et sans indemnité les propriétaires fonciers.

C'est de cette façon, dit Lénine (1), que le prolétariat russe a *conquis* la classe paysanne, et l'a conquise, littéralement

(1) « L'Internationale communiste », nov.-déc. 1919, p. 922.

en quelques heures — c'est lui qui souligne — après s'être emparé du pouvoir politique.

Et, dans une de ces brochures que la Troisième Internationale répand à foison dans les milieux socialistes de l'Europe occidentale, on ajoute ce qui suit :

« Le Congrès des Soviets des ouvriers et des paysans du « 25 octobre 1917, dans une réunion solennelle, a voté à la « presqu'unanimité le fameux décret du Conseil des Commis- « saires du peuple qui a établi *la socialisation de la terre.* « C'est une de nos œuvres les plus grandioses de la révolution « bolcheviste. »

Œuvre grandiose, assurément, car c'est le fait essentiel de la Révolution russe, comme la conquête du sol par les paysans, fut le fait essentiel de la Révolution française.

Si les bolchevistes ont pu durer, ils le doivent sans doute au décret du 25 octobre, qui leur valut — par crainte d'un retour offensif des anciens propriétaires — la neutralité plus ou moins bienveillante des masses paysannes.

Mais, si les grands propriétaires ont été expropriés, si la terre est passée aux mains des paysans, que reste-t-il à l'heure actuelle du décret relatif à la socialisation de la terre ?

Pour ainsi dire rien qu'un chiffon de papier !

Qu'on veuille bien lire à cet égard le premier chapitre du présent livre.

Le passage des terres aux paysans s'est fait d'une manière chaotique, au hasard des jacqueries et des main-mises locales. Le morcellement des grands domaines a déterminé une régression de la technique agricole. L'expérience des « exploitations soviétistes » a été désastreuse. On a renoncé aux « Comités de la pauvreté paysanne » ; on s'efforce de limiter les réquisitions, de leur substituer l'impôt du ravitaillement et de revenir à la liberté des échanges ; bref, on ne songe même plus à contester que, dans le domaine agricole, la Révolution ne s'oriente pas vers le communisme, mais vers l'appropriation privée.

C'est dans un journal communiste, dans l' « Humanité », de Paris, que Lebas le constate en ces termes :

« Les derniers restes du communisme primitif disparaî- « tront bientôt dans les villages russes et l'immense popu- « lation campagnarde sera composée de petits et de moyens « paysans pour qui la Révolution sera la grande bienfaitrice,

« parce quelle leur aura apporté la libération, *avec la propriété* « *individuelle de la terre* ».

Les soldats n'ont pas eu la paix. Les paysans ne veulent pas de la socialisation. Les prolétaires, du moins, ont-ils vu, ou voient-ils se réaliser le communisme ?

Ceci, naturellement, est la question essentielle.

Si les bolchevistes étaient parvenus à se concilier les populations rurales, en leur livrant la terre et si, l'expropriation des capitalistes étant consommée, l'évolution vers le communisme était en bonne marche, ils auraient incontestablement le droit de dire : Partie gagnée. L'avenir est à nous.

Mais ici encore quelle différence, ou plus exactement qu'elle contradiction entre les promesses et les résultats !

Ce que l'on avait promis : *le contrôle ouvrier* ; non pas, bien entendu, le simple droit de regard, à la manière des mencheviks, mais le contrôle ouvrier, ainsi que l'entendait Lenine, c'est-à-dire la soviétisation des entreprises, l'appel des masses ouvrières à un travail de création collective et autonome, la remise aux travailleurs de la direction de toute la vie économique.

Et, de fait, pendant les quelques mois qui suivirent la prise du pouvoir, on nationalisa, on soviétisa, on mit aux mains des groupements ouvriers, les grandes entreprises, les principales industries.

Mais le résultat fut « catastrophique ».

Dans l'administration des chemins de fer, par exemple, qui était le nœud vital de l'organisation économique, qui comptait dans son personnel l'élite du prolétariat russe, Krassine, alors Commissaire au Ravitaillement, donna, dans le journal même du parti communiste, « Pravda », le signal d'alarme :

« 1. L'administration actuelle des chemins de fer, ainsi que « les difficultés objectives crées par cinq années de guerre, « ont amené les transports à un *état de ruine totale* qui s'ap- « proche de l'arrêt définitif de toutes les voies de communi- « cation. »

« 2. Cette débâcle doit être attribuée non seulement aux « formes d'organisation et de méthodes d'administration « erronées, non seulement à la productivité amoindrie du « personnel, mais encore aux modifications fréquentes des « formes et des organes d'administration. »

« 3. La tâche qui nous incombe — le rétablissement des « transports dans une mesure qui suffise au moins à assurer « des rations de famine, et à l'industrie le combustible « et les matières premières — cette tâche ne peut être « résolue qu'à la condition d'un effort héroïque de toutes « les forces des transports. »

« 4. Ce travail doit être accompli immédiatement, il n'y « a pas une heure à perdre, car il y va de la ruine de toutes les « conquêtes de la révolution. »

« 5. L'administration collective, en réalité irresponsable, « doit faire place au principe d'administration individuelle, « entraînant une responsabilité plus grande : tous, de l'ai- « guilleur aux membres de l'organe collectif, doivent fidè- « lement et expressément suivre toutes les instructions. « *Il faut abroger les réformes et rétablir partout où c'est pos- « sible l'état de choses antérieur, rétablir et appuyer l'ancien « appareil technique aussi bien dans les centres que sur les « voies.* »

Dans la plupart des autres industries, même celles qui étaient indépendantes du blocus, la situation était pour le moins aussi désastreuse.

Le premier livre de Zagorsky (1) — documenté en grande partie par des statistiques et des rapports officiels — apporte sur ce point des précisions irrécusables.

Aussi, pour échapper à l'anarchie, les dirigeants du parti communiste passèrent, sans hésitation, à l'extrême opposé : le travail obligatoire et la militarisation des ouvriers.

Il faut lire dans le célèbre rapport de Trotsky sur l'organisation du travail, l'extraordinaire tentative de justification théorique d'un ensemble de mesures qui ne fut pas autre chose en somme, qu'un effort désespéré pour échapper à la banqueroute économique (2) :

« *Sans les formes de coercition gouvernementale qui cons- « tituent le fondement de la militarisation du travail* — dit-il « notamment — *le remplacement de l'économie capitaliste « par l'économie socialiste ne serait qu'un mot creux.* Pourquoi

(1) Zagorsky. « La République des Soviets. »

(2) L. Trotsky. « Terrorisme et Communisme » ('Anti Kautsky), p. 175 et s. Paris — Bibliothèque communiste 1920.

« parlons-nous de militarisation ? Il va de soi que c'est
« uniquement par analogie, mais une analogie très signifi-
« cative. Aucune autre organisation sociale, excepté l'armée
« ne s'est vu le droit de se subordonner aussi complètement
« les citoyens, de les dominer aussi totalement par sa vo-
« lonté que ne le fait le gouvernement de la dictature prolé-
« tarienne. L'armée seule (précisément parce qu'elle a tranché
« à sa manière les questions de vie et de mort des nations,
« des Etats, des classes dirigeantes) a acquis le droit d'exiger
« de chacun une complète soumission aux tâches, aux buts,
« aux règlements et aux ordres. Et elle y est arrivée, surtout
« parce que les tâches d'organisation militaire coïncidaient
« le plus avec les nécessités de développement social. »

Grâce à ces mesures, au surplus, on est arrivé à organiser, dans quelques centres, surtout pour les besoins de la guerre, un régime de travail — fortement centralisé et «taylorisé» — qui ne semble pas différer beaucoup de celui qui existait dans les usines de guerre, en France ou en Angleterre, en 1917 ou 1918.

Et, dans ce cas comme dans l'autre, la militarisation et l'obligation du travail paraît avoir les mêmes conséquences au point de vue de la production.

En visitant, un jour, les ateliers militaires belges, au Havre, j'ai recueilli un mot typique, qui en dit plus long que vingt volumes sur ce que l'ont peut attendre du travail forcé. Comme je demandais à un contremaître des forges, s'il était satisfait de ses hommes, il me répondit : « Oh ! oui ! *Ils travaillent comme s'ils n'étaient pas des soldats* ! »

Mais combien, à côté de ceux-là, travaillent « comme des soldats », c'est-à-dire le moins possible, et peut-on croire qu'il en soit autrement dans un pays comme la Russie, où la productivité ouvrière a toujours été faible, où l'anémie causée par une sous-alimentation chronique vient aggraver encore l'influence déprimante de l'obligation de travail ?

Aussi, ne faut-il point s'étonner que les délégués socialistes italiens, à leur retour de Russie, soient arrivés, malgré leurs sympathies bolchevistes, à cette conclusion désolante : « La seule égalité qui ait été conquise, c'est l'égalité dans l'universelle misère ».

Les dirigeants bolchevistes, eux-mêmes, en arrivent à

reconnaître que le recours à d'autres méthodes s'impose, pour sauver ce qui peut être sauvé de la Révolution russe (1),

Et rien n'égale le puissant intérêt de l'analyse faite par Zagorsky de leurs efforts dans ce sens.

Ils rétablissent, peu à peu, la liberté des échanges, et, comme de simples mencheviks géorgiens, ils se résignent à faire appel aux capitaux étrangers.

Le correspondant de guerre français, Ludovic Naudeau, a relaté dans le *Temps* son interview avec Lénine, où celui-ci expose entre autres ses intentions à l'égard des capitalistes du dehors :

« Nous proposons très sincèrement de reconnaître que nous « devons payer les intérêts des emprunts extérieurs et, « faute de numéraire, nous les payerons avec du blé, du pétrole « et toutes sortes de matières premières, qui, certes, ne nous « feront pas défaut, dès que nous pourrons travailler à peu « près normalement...

« Nous sommes décidés, aussi, moyennant des arrangements « qu'il faudrait préalablement discuter, à accorder des con- « cessions forestières et minières à des citoyens des puissances « de l'Entente, à la condition que les principes essentiels « de la Russie soviétiste soient respectés. *Bien plus, nous* « *irons jusqu'à consentir, sans plaisir il est vrai, mais avec* « *résignation, à des cessions de territoire de l'ancien empire* « *de Russie à certaines puissances de l'Entente. Nous savons*

---

(1) A ce point de vue, le livre de Lénine : « La maladie infantile du Communisme », est à lire tout entier. Lénine y apparaît comme le prince de l'opportunisme. Il morigène les communistes de gauche. Il ridiculise leur doctrinarisme. Il leur reproche de ne pas vouloir militer dans les syndicats ; de repousser toute action parlementaire. Rien de plus amusant, par exemple, que les leçons de tactique qu'il donne à la petite phalange des communistes anglais. Avec une astuce naïve, qui fit penser à la scène des « Neibelungen », où Mime, en termes très doux, annonce à Siegfried qu'il va l'empoisonner, il propose à ses amis britanniques de faire un cartel électoral avec Henderson, de lui prêter un certain appui parlementaire, de l'aider à prendre le pouvoir, afin de pouvoir mieux l'étrangler ensuite.

« *que des capitalistes anglais, japonais et américains désirent*
« *vivement de telles cessions.* »

Après le bolchevisme anarchisant et le bolchevisme militarisant, nous en arrivons donc à la phase du « bolchevisme libéral ».

Mais, qui ne voit que ce bolchevisme libéral — contredisant un à un tous ses principes — n'a pas plus de chances de durée que l'Empire libéral des derniers jours de Napoléon III ?

Dès à présent, en effet, la Russie des Soviets se trouve morcelée en des millions de propriétés paysannes ; elle va être colonisée par des capitalistes anglais ou américains, qui paieront de meilleurs salaires que la bureaucratie des Soviets; elle commence, d'ailleurs, à subir nettement l'influence de cette nouvelle bourgeoisie de spéculateurs et de concessionnaires, plus ou moins camouflés en communistes, qui ont été les vrais profiteurs de la guerre civile ; et, dans pareil milieu, lorsque les dictateurs de Moscou auront achevé de rétablir cette liberté commerciale qui est la négation même de leur système, ils pourront, peut-être, se maintenir au pouvoir avec ou sans Lénine, comme les Thermidoriens se sont maintenus après Robespierre ; mais la faillite de leur tentative de Révolution communiste sera complète, éclatante, irrécusable (1).

Au reste, la conscience de cette faillite pénètre, de plus en plus, la conscience des travailleurs.

---

(1) Le « Peuple », de Bruxelles, 8 mai 1921 :

« Comme c'était à prévoir, les nouvelles concessions des
« communistes aux paysans et aux ouvriers entraînent
« des conséquences sur lesquelles les bolchevistes n'avaient
« pas compté.

« Le rétablissement du commerce privé dans des régions
« limitées, autorisé dernièrement par les Soviets, a provoqué
« une augmentation considérable des relations d'échange
« entre les habitants des villes et les paysans, les premiers
« offrant tout ce qui peut être échangé contre des vivres.

« Seulement, les limites des régions n'étant pas et ne pou-
« vant pas être fixées, le commerce local devient général ;
« cela permet aux spéculateurs qui, eux, ont de l'argent et

Les armées rouges peuvent écraser des révoltes ouvrières ou paysannes, refouler ou disperser les bandes armées qui cherchent, avant tout, comme à la fin de la guerre de Trente-Ans, à se procurer de la nourriture ; ils peuvent s'entendre avec les Turcs, envahir et dévaster la Géorgie, imposer le régime des soviets aux malheureux Arméniens : la dictature communiste ne s'en porte pas mieux ; la Troisième Internationale décline ; elle apparaît, surtout, comme un facteur de division et d'affaiblissement des forces prolétariennes.

Il y a, certes une âme de bonté dans les choses mauvaises.

Les leaders du bolchevisme peuvent égréner, contre nous, le chapelet monotone de leurs injures ; nous appeler des social-traîtres, déclarer, avec Radek, que, le jour de leur victoire, les Renaudel et les Jouhaux, les Henderson et les Adler, les Branting et les Vandervelde, seront les premiers pendus.

Je ne crois pas que cela diminue en rien l'objectivité de notre jugement et la loyauté de notre effort pour faire au bolchevisme sa part dans l'œuvre, malgré tout grandiose et féconde, de la Révolution russe.

On dit qu'ils ont fait de la Russie un chaos; mais ce chaos existait avant eux — causé par la guerre — et, d'ailleurs, ainsi que le dit Nietzche, il faut du chaos pour faire naître une étoile nouvelle.

Malgré ses erreurs, ses crimes et ses fautes, le bolchevisme a eu ceci de bon, qu'il a détruit, ou achevé, jusque dans ses racines les plus profondes, l'ancien régime autocratique.

« des marchandises d'offrir aux paysans, d'acheter à ces der-
« niers en gros pour revendre en détail aux consommateurs
« des villes.

« Cela n'a pas tardé, après un court moment de baisse, à faire hausser les prix plus encore.

« L'appareil gouvernemental, qui n'a rien à offir aux pay-
« sans, est incapable de se substituer aux spéculateurs.
« Quant à la coopération, elle aura besoin de beaucoup de
« temps pour se remettre sur pied.

« Ainsi, ayant voulu améliorer un peu la situation des habi-
« tants des villes, les bolchevistes ont restauré la liberté
« inorganisée du commerce, ce qui, dans un pays presque
« privé de produits, ne peut mener à rien de bon. »

Ce que ses prédécesseurs eussent fait, sans doute, mais n'avaient pas encore fait — donner la terre aux paysans — il l'a fait. Et, si l'on se place à un point de vue plus général, il a enlevé aux bourgeoisies d'Europe cette sécurité qui était un des éléments de leur force ; il a, par son action et sa critique, exalté les espoirs du prolétariat ; il a mis en pleine lumière le mensonge de la démocratie bourgeoise, dominée par la finance et par la presse capitaliste ; il a achevé — après Hindenburg et Ludendorff — de mettre fin à cet optimisme béat qui comptait uniquement, pour transformer le monde, sur le réformisme et sur la paix.

Mais, d'autre part, et sur un point essentiel, l'expérience bolcheviste a été décisive dans un sens négatif.

Elle a montré, par ces échecs même, que l'on peut tout faire avec des baïonnettes, sauf créer une société socialiste ou communiste dans un pays où tous les éléments de socialisation normale font encore défaut. (1)

Herzen le prédisait déjà dans sa dernière lettre à Bakounine, le Précurseur :

« Nous nous élançons en avant, à la suite du dieu inconnu « de la destruction, et nous trébuchons sur des trésors brisés, « roulant confusément avec la poussière et les ruines de toutes « sortes. Mais quand même la poudre ferait sauter le monde « « bourgeois », après que la fumée se serait dissipée et qu'on « aurait balayé les cendres, il reparaîtrait de nouveau, « modifié peut-être, mais toujours « bourgeois ». Pourquoi ? « Parce qu'il n'est pas fini, parce que, ni le personnel construc- « teur, ni la nouvelle organisation en sont suffisamment préparés ».

C'est à la formation de ce personnel constructeur, au développement de la nouvelle organisation, que le socialisme doit consacrer toute sa force.

A qui réclame, suivant le mot de Postgate, ancien scholar d'Oxford — « The Socialisme now » (Le Socialiste maintenant, le Socialisme tout de suite), (2) — il doit avoir le cou-

(1) « The Bolchevik Theory ». London 1920.

(2) Appel de Marie Spiridonowa : « Aux Ouvriers de l'Occident » (publié dans les « Temps nouveaux ») :

« Comme conséquence des guerres impérialistes et civiles, « et de la politique doctrinaire, absurde et criminelle du gou-

rage de répondre : Non pas maintenant, pas tout de suite, mais après la préparation nécessaire pour qu'il y ait accouchement de la société nouvelle, et non pas avortement.

Ceux qui, par des coups de force veulent que le socialisme ou le communisme naissent avant terme, ne peuvent être que des avorteurs.

Ceux-là seuls — dussent-ils quelque jour être contraints à recourir à la force — seront les accoucheurs du monde nouveau, qui auront eu la patience d'attendre que la Révolution soit mûre, que, par le fait même de l'évolution, le prolétariat ne soit plus la minorité, mais la majorité des populations laborieuses.

Cette patience, naturellement, n'est pas faite de passivité et d'inaction. Elle réclame un effort immense d'organisation

---

« vernement communiste, on voit le pays réduit à une situa-
« tion désespérée :

« 1. Une désagrégation et une dispersion territoriales
« complètes ;

« 2. Une désorganisation complète de l'industrie, le manque
« de machines et de combustible, la diminution de la produc-
« tivité du travail remplacée par la militarisation, une bureau-
« cratie mortelle de toute la vie économique, et un déclasse-
« ment du prolétariat amenant sa disparition presque com-
« plète de l'arène historique ;

« 3. Dans l'économie rurale une distribution inégale
« des terres, suite du renoncement, à réaliser la socialisation
« du sol, réforme agraire fondamentale ; décadence des exploi-
« tations agricoles ; suppression artificielle de cette base
« même de la vie économique paysanne qu'est la commune
« rurale, suppression qui compromet son relèvement futur ;
« les améliorations empêchées par la disparition du bétail
« et des instruments, d'une part, et par celle de la minorité
« consciente et active de la population agricole de l'autre;

« 4. En ce qui concerne le ravitaillement, les transports
« et l'échange, le procédé qui consiste à obtenir des paysans,
« à l'aide des baïonnettes, les denrées nécessaires, crée
« entre la campagne et la ville des rapports radicalement
« hostiles ; il fait de la seconde un parasite, un exploiteur
« de la première. En même temps, c'est la désorganisation
« des chemins de fer, le manque de relations entre les diverses

et d'éducation, en vue de préparer, par l'alliance des techniciens et des ouvriers, la main-mise du travail sur les principaux moyens de production et d'échange.

D'autres peuvent se figurer que de telles conditions préalables sont superflues ; que la violence systématique suffit ; que le consentement réel des masses n'est pas indispensable pour les arracher à la servitude.

Plus que jamais, après l'expérience de la Révolution russe, j'ai la conviction qu'ils se trompent, et je répète, avec Jaurès :

« Celui qui compterait sur la faveur des événements ou les « hasards de la force et renoncerait à amener à nos idées « l'immense majorité des citoyens, renoncerait par cela « même à transformer l'ordre social. »

EMILE VANDERVELDE.

« régions économiques, la disparition des échanges, des mar- « chandises et des produits, le règne de la spéculation clan- « destine aux prix démesurément enflés sur tous les objets de « consommation.

« 5. Au point de vue militaire, c'est une tension extrême « de toutes les forces du pays au service du militarisme ; « c'est le parti dirigeant revêtant un caractère patriotique « au milieu de l'indifférence totale des travailleurs, qui sont « poussés au front par la force des balles, des baïonnettes « et d' « expéditions de châtiment » rasant des villages entiers. »

AVANT-PROPOS

Le pouvoir soviétique marche à pas accélérés vers la liquidation.

Le désastre épouvantable qui a frappé la Russie cet été a porté le dernier coup à la politique soviétiste.

La mauvaise récolte a amené la famine qui atteint des dizaines de millions de personnes et un territoire immense, presque le tiers de la Russie Européenne.

Si, avant, la famine ne sévissait que dans les villes, à présent le spectre de la mort par la faim se dresse également dans la campagne.

La mauvaise récolte a porté un coup de grâce à l'économie nationale épuisée de la Russie. Cette calamité est l'expression la plus éclatante et la plus épouvantable, le point culminant et définitif de la politique criminelle du pouvoir soviétique. «L'expérience socialiste» de Lenine s'achève de la manière que l'on avait prévue dès le commencement.

Le pouvoir soviétique est en train de renoncer non seulement en principe mais aussi en pratique à la politique communiste.

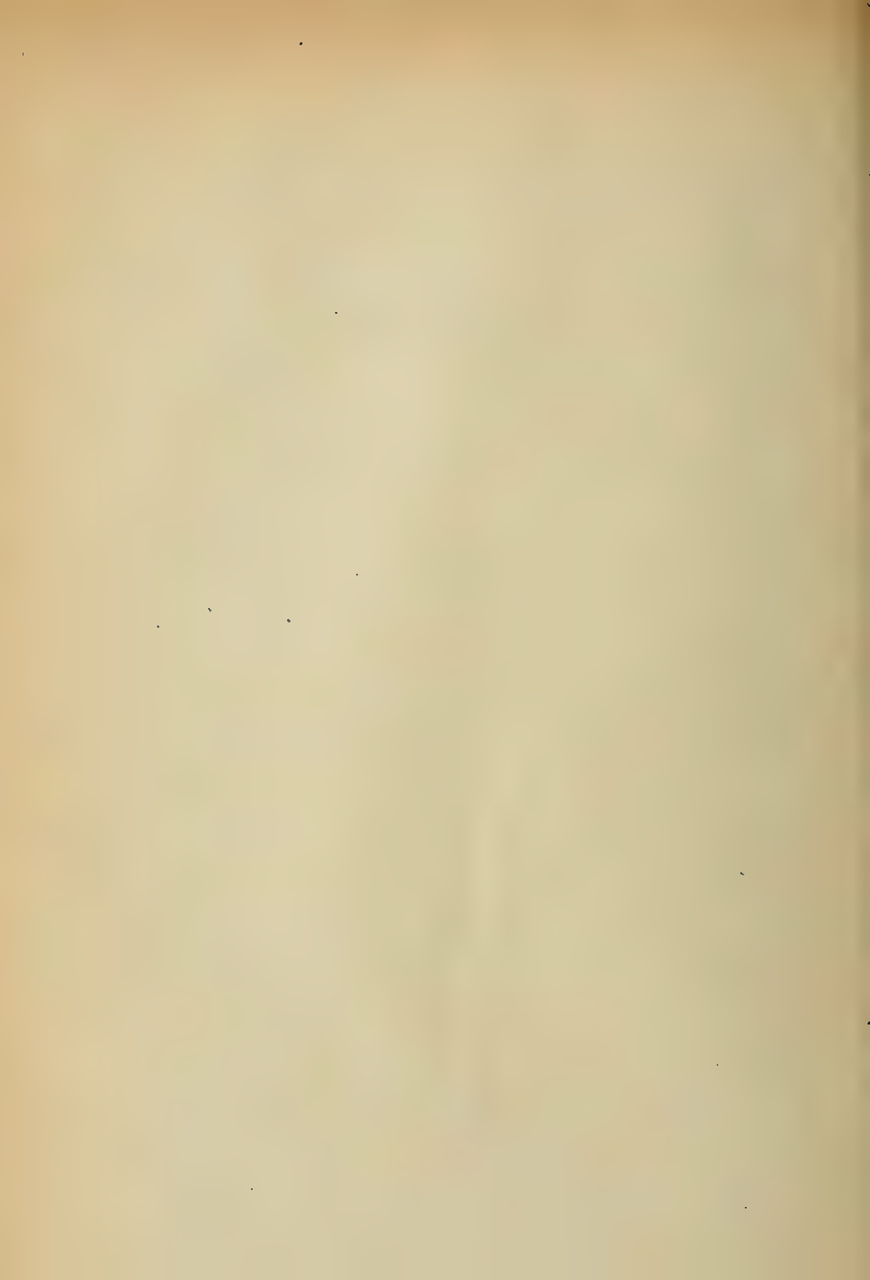
Tout en évoluant dans le domaine de sa politique économique le pouvoir soviétiste alimente la révolution potique inéluctable... De même qu'à la veille de la révolution de mars 1917 ; de même qu'à la veille du 9 thermidor, le pouvoir soviétique cesse d'être une chose réelle. Ce n'est plus un pouvoir mais un symbole du pouvoir. L'échec de la politique économique des bolcheviks entraîne inéluctablement leur disparition politique. Cette fin du bolchevisme

russe a commencé définitivement du moment où la politique économique de la République des Soviets était entrée dans la nouvelle voie.

Cette fin du bolchevisme dans le domaine économique, nous l'avons maintes fois exposée au cours de la dernière année, entre autres dans l'article : « L'évolution actuelle du bolchevisme » (*Revue d'Économie Politique*, mai-juin 1921) où nous avons énoncé les considérations essentielles développées dans le présent ouvrage.

Paris, le 1er août 1921.

L'évolution actuelle du bolchevisme russe



CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE AGRAIRE.

§ 1. Les deux tendances.

Comme on le sait, le pouvoir soviétique avait lancé, au début, le mot d'ordre : « toute la terre au peuple » et publié un décret sur la socialisation de la terre. Celle-ci fut déclarée propriété de l'Etat. Mais en fait, les paysans comprirent ce décret comme venant légitimer les actes par lesquels dès l'époque du Gouvernement Provisoire, ils s'étaient emparés des terres ayant appartenu aux gros propriétaires et à l'Etat.

Durant des dizaines d'années, depuis l'abolition du servage, les paysans russes avaient rêvé d'obtenir de nouvelles terres et souffert des entraves à la libre disposition de leurs lopins — entraves que leur imposaient la commune rurale et la responsabilité solidaire. Aussi commencèrent-ils par accueillir avec enthousiasme la politique agraire du pouvoir soviétiste qui, d'ailleurs, se présentait à eux sous un tout autre aspect que celui qu'avait en vue le parti communiste détenant le pouvoir.

Il faut dire que dans la politique bolcheviste vis-à-vis des paysans deux tendances nettement distinctes se sont toujours fait jour : l'une communiste, l'autre bourgeoise et capitaliste. La première fut appliquée, au début, non

par les social-démocrates, mais par les socialistes révolutionnaires de gauche (1).

En exposant les thèses du premier décret agraire (du 26 octobre 1917) au Comité Exécutif Central, Lenine avait déclaré : « D'aucuns disent que décret et instructions appartiennent aux socialistes-révolutionnaires. Soit ! Qu'importe l'origine du décret ? En tant que Gouvernement démocratique, nous ne pouvons ne pas tenir compte des revendications des couches inférieures de la population quand même nous ne serions pas d'accord avec elles... Que ce décret soit conçu dans notre esprit à nous ou dans celui des socialistes-révolutionnaires, l'essentiel n'est pas là. Il importe que les paysans aient la certitude de ce que les propriétaires fonciers n'existent plus, qu'ils peuvent résoudre eux-mêmes toutes les questions et disposer de la terre. »

Les instructions relatives au décret du 26 octobre 1917 énoncent ce qui suit : « Le droit de propriété privée sur la terre est annulé pour toujours. La terre ne peut être ni achetée, ni vendue, ni donnée en location ou engagée, ni expropriée par quelque moyen que ce soit. Toutes les terres seigneuriales, d'apanages, du cabinet de l'empereur, des monastères, des églises, des majorats, communales, paysannes et autres, sont confisquées sans rachat, deviennent propriété nationale et passent à la disposition des travailleurs qui les cultivent. »

Les socialistes-révolutionnaires de gauche estimaient comme indispensable la socialisation immédiate de la terre qui, à leurs yeux, impliquait non seulement l'abolition de la

---

(1) Les « socialistes-révolutionnaires de gauche » sont sortis du parti socialiste-révolutionnaire russe. Immédiatement après la révolution du 25 octobre-7 novembre 1917, ils adhérèrent aux bolcheviks. Afin de conserver leurs sympathies, Lénine les fit participer au pouvoir, mettant à leur disposition un certain nombre de portefeuilles, y compris et avant tout, celui de l'Agriculture.

propriété privée sur la terre, mais aussi la jouissance égale de la terre d'après le principe de ce qu'on appelle le régime de travail.

C'est de cette idée que s'inspirent les premières mesures agraires du pouvoir soviétique.

Les instructions relatives au décret du 26 octobre 1917, établissent les thèses suivantes :

« Art. 6. — Le droit de jouissance de la terre est accordé à tous les citoyens sans distinction de sexe, qui désirent travailler la terre eux-mêmes avec leur famille ou en association, et seulement dans la mesure où ils ont la force de la travailler.

Le travail salarié est interdit.

Art. 7. — La jouissance de la terre doit être égale, c'est-à-dire que la terre est répartie entre les travailleurs, suivant les conditions locales et les formes de travail ou les besoins ; les formes de jouissance de la terre doivent être absolument libres : par maison, par métairie, par commune, par artels, comme le décideront les villages et les agglomérations rurales.

Art. 8. — Toute la terre, après sa confiscation, est transmise à un fonds agraire populaire...

Le fonds agraire est soumis périodiquement à de nouvelles répartitions suivant les augmentations de population, l'élévation de la productivité et le perfectionnement de l'agriculture. En cas de modification des limites des lots, le centre du lot reste inviolable. »

La politique des socialistes-révolutionnaires de gauche revenait ainsi, en ce qui concernait la terre, au même état de choses qui avait existé avant la révolution. La terre cessait d'être seigneuriale. Elle passait aux paysans. Telle était la conquête de la révolution d'octobre. Cependant, la terre passait aux paysans en jouissance et non en propriété. Comme avant 1917, la terre demeurait propriété de la communauté rurale, du « mir ». Elle était soumise à des répartitions périodiques. Personne ne pouvait jamais

être certain de la durée de sa jouissance de la terre ni de la façon dont il pourrait en jouir. Si avant 1917, la communauté et le « mir » suscitaient une violente hostilité parmi les paysans ; si, auparavant, ces institutions entravaient l'activité du paysan sur la terre, étouffaient son initiative personnelle et empêchaient le développement de ses instincts et de ses velléités de propriétaire, — on comprend qu'à présent aussi, les paysans russes ne pouvaient se sentir satisfaits puisque la terre était déclarée ne pas leur appartenir en propriété privée, mais appartenir à l'Etat qui pouvait à tout moment en disposer par l'intermédiaire de ses comités de département, de district ou de canton ainsi que par des sections agraires des soviets villageois.

Après avoir longuement rêvé de posséder la terre, les paysans ne pouvaient admettre l'idée de la socialisation qui avait trop de points de ressemblance avec l'ancien pouvoir du « mir » et de la « communauté. »

La jouissance égale, basée uniquement sur le travail du cultivateur, impliquait, d'autre part, un obstacle au développement de l'industrie agricole et à l'intensification de l'agriculture. Avant la révolution, la différenciation au sein de la classe paysanne avait atteint des proportions considérables. Sur 4.954.144 exploitations paysannes des 19 départements de la Russie Européenne, 103.003 exploitations soit 2 % du nombre total, avaient recours au travail salarié et avaient un caractère déterminé d'exploitations capitalistes. Elles occupaient 127.000 ouvriers salariés, une moitié du nombre total disposant, en moyenne, d'un ouvrier par exploitation, et l'autre moitié d'au moins deux ouvriers par exploitation.

Le nombre d'exploitations aisées constituait, en somme, 10 % au moins du chiffre général ; environ 40 % étaient de petites exploitations agricoles, tandis que la moitié de tous les ménages paysans manquaient de terre, de semences et de chevaux.

La répartition des terres se trouvant en la possession

privée des paysans, présentait vers 1914, le tableau suivant (1) :

Total des propriétés paysannes privées	489.748
Pourcentage relativement au nombre général des propriétés privées.	74,6 %
Quantité de terre appartenant aux paysans	13.223.539 dessiatines
Pourcentage relativement à l'ensemble des propriétés foncières.	13%

Étendue des propriétés	Quantité de propriétés		Quantité de terre en dessiatines	
	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%
Propriétés au-dessous de 10 dessiatines. . . .	313.307	64,0	1.254.882	9,5
Propriétés de 11 à 100 dessiatines. . .	155.065	31,7	4.624.740	3,50
De 101 à 1.000 dessiatines .	20.300	4,1	5.023.317	3,85
Au-dessus de 1.000 dessiatines. . .	1.076	0,2	2.320.600	17,0

Ainsi, avant la révolution, sur un demi-million de paysans propriétaires, un tiers environ possédait des exploitations de plus de 10 dessiatines chacunes, et presque deux tiers avaient des propriétés foncières au-dessous de 10 dessiatines.

(1) *Skvortzov.* Les régions économiques de la Russie. St-Pétersbourg, 1914.

Une différenciation sensible s'était également produite parmi les paysans qui vivaient sous le régime de communauté disposant de lots qui leur étaient répartis.

Etendue du lot par famille	Quantité de familles		Quantité de terre en dessiatines	
	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%
Au-dessous d'une dessiatine . .	231.275	2,0	111.296	0,1
1 à 5 dessiatines. . . .	2.623.315	22,3	8.922.208	7,8
5 à 10 dessiatines. . . .	5.033.348	42,7	37.068.290	32,2
Au-dessus de 10 dessiatines. . . .	3.891.103	33,0	68.977.000	59,9

Un tiers du nombre total des paysans vivant sous le régime de communauté possédait, en moyenne, des lots de plus de 17 dessiatines par famille ; environ quatre cinquièmes disposaient d'une moyenne de 7 dessiatines par famille.

Ainsi, au moment de la révolution, les paysans — ceux qui cultivaient les terres communales et ceux qui étaient indépendants de la communauté — n'apparaissaient plus comme une masse homogène. Il y avait parmi eux des exploitions aisées et, comme par le passé, une quantité considérable de prolétaires ruraux, qui, le capitalisme industriel n'étant en Russie que faiblement développé, soit demeurait encore à la campagne soit tendait à y revenir rêvant sans cesse à la terre.

Ainsi donc, deux tendances apparaissaient parmi les paysans relativement à la question de la terre.

L'une était celle de paysans ayant peu de terre où n'en ayant pas du tout. Ils cherchaient à s'emparer non seulement des terres seigneuriales et appartenant à l'Etat,

mais encore de celles des paysans plus aisés. C'est pourquoi les paysans qui n'avaient pas de terre ou qui en possédaient très peu, se prononçaient pour une nouvelle répartition générale des terres parmi les paysans eux-mêmes et pour la jouissance égale.

La deuxième tendance était représentée par les paysans plus aisés soit qu'ils possédassent déjà de terre en propriété privée, soit qu'ils disposassent de lots importants de terre communale. Les paysans tendaient à augmenter leur propriété privée, aussi avaient-ils en vue surtout les terres seigneuriales et celles de l'Etat, mais non les terres paysannes.

La première tendance impliquait le retour à la communauté et au système des répartitions ; la deuxième, — l'instauration de la propriété foncière individuelle du paysan. Toutes les deux convergaient sur un point : la mainmise sur les terres seigneuriales et sur celles de l'Etat. Là-dessus tous les paysans étaient d'accord ; tous, dans leur ensemble, ils étaient prêts à une révolution agraire.

En appuyant la première des deux tendances indiquées, les socialistes-révolutionnaires de gauche y voyaient la réalisation de leur idéal : la socialisation de la terre et sa jouissance égalitaire sur la base du principe de travail. Pour arriver à ces fins, il fallait s'appuyer sur le prolétariat sans terre et sur les paysans n'ayant que peu de terre ; il fallait introduire la lutte de classe dans la campagne, organiser le prolétariat agricole contre les « koulaks » (exploiteurs campagnards) en constituant des « combieds », c'est-à-dire des « comités des miséreux » appelés à remplir à la campagne les mêmes fonctions qu'assumait le contrôle ouvrier dans l'industrie des villes.

Mais voici que la révolution agraire est accomplie. Les paysans sont entrés en possession de presque toute la terre. Les changements survenus dans la répartition de la propriété foncière se présentent comme suit : (1)

---

(1) *Russische Korrespondenz.*, nos 17-18. Berlin, 1920, p. 1060. Revue mensuelle bolcheviste.

Dans 32 départements de la Russie Européenne :

Avant la Révolution :

Les propriétaires fonciers et l'Etat détenaient : 23,7 % de toute la terre; les paysans détenaient 76,3 % de toute la terre.

Après la Révolution :

Les exploitations soviétiques et les entreprises industrielles détiennent : 2,7 % de toute la terre ;

Les exploitations collectives détiennent : 0,5 % de toute la terre ;

Les paysans détiennent : 96,8 % de toute la terre.

Dans l'Ukraine :

Avant la Révolution :

Les propriétaires fonciers et l'Etat détenaient : 44,6 % de toute la terre ;

Les paysans détenaient : 55,4 % de toute la terre.

Après la Révolution :

Les exploitations soviétiques et les entreprises industrielles détiennent : 3,2 % de toute la terre ;

Les exploitations collectives détiennent : 0,8 % de toute la terre ;

Les paysans détiennent : 96,0 % de toute la terre.

Sur l'ensemble des terre seigneuriales 11 % ont passé à l'Etat, 2,2 % aux associations agricoles, 85, 9 % aux paysans.

Après avoir reçu en leur possession presque toute la terre, les paysans renoncèrent définitivement à leur penchant pour la communauté et les répartitions continuelles. La lutte entre les deux tendances existant dans leur sein, devint plus âpre, l'unanimité disparut de leur milieu. Les propriétaires individuels fortunés commencent surtout à être incommodés par la demande de nouvelles répartitions. Ils abandonnent définitivement le mouvement révolu-

tionnaire paysan. Et le pouvoir soviétique se convainc de plus en plus de la nécessité de modifier sa politique agraire.

Les idées des socialistes-révolutionnaires de gauche perdent du terrain et, sous l'influence de Lenine, le parti communiste commence à tenir compte des nouvelles conditions créées à la campagne et des nouveaux rapports agraires.

Cette modification successive de la politique agraire du pouvoir soviétique a été favorisée par les circonstances suivantes : l'échec des essais d'exploitation agricole collective ; le retour de l'économie paysanne aux formes primitives de la production pour les besoins domestiques et de l'échange naturel ; la ville bloquée par la campagne à la suite de la désorganisation économique générale ; le nivellement survenu à la campagne.

§ 2. *La faillite de l'exploitation collective à la campagne.*

Tout en faisant aux socialistes-révolutionnaires de gauche des concessions en ce qui concerne la socialisation de la terre et sa jouissance égalitaire, le parti communiste cherchait, en même temps, à réaliser sa politique à lui. S'en tenant au point de vue marxiste, il estimait que la jouissance égalitaire de la terre et le « régime de travail » ne peuvent ni relever la production agricole — ce relèvement n'étant possible que dans les grandes exploitations — ni transformer sur des bases nouvelles le régime social et économique de la Russie. C'est pourquoi tout en proclamant le principe du « régime de travail » le pouvoir soviétique cherchait, d'une part, à implanter à la campagne des exploitations soviétiques et des communes villageoises, et d'autre part, fortifiait de plus en plus la propriété individuelle du paysan.

Avant la révolution de 1917, Lenine, dans un ouvrage spécial consacré à la question agraire, avait démontré que la révolution agraire en Russie devrait dans les cam-

pagnes conduire au développement de rapports bourgeois et capitalistes. (1)

« La nationalisation de la terre — écrivait Lenine — est précisément une condition de progrès capitaliste le plus rapide dans notre agriculture. » « La portée réelle de la transformation qui apparaît au « narodnik » (populiste) comme une socialisation, sera de déblayer systématiquement la route au capitalisme et d'anéantir le servage féodal de la manière la plus décisive possible. Le « narodnik » s'imagine que la jouissance égalitaire élimine le caractère bourgeois, tandis qu'en réalité, elle est l'expression des tendances de la bourgeoisie la plus radicale. Et tout ce que la jouissance égalitaire implique en plus de cela, n'est que fumée idéologique, illusion petite bourgeoise. » « Une issue favorable de la révolution agraire, issue qui, pour les « narodniks » signifierait le triomphe du socialisme populiste, ne serait en réalité que sa faillite foudroyante et décisive. Plus la victoire de la révolution paysanne serait complète et décisive, et plus vite le paysan se transformerait en fermier bourgeois libre ,qui dirait adieu au socialisme des « narodniks. » (2)

Ces sages réflexions exposées dix ans avant la révolution d'octobre par le chef du bolchevisme commencèrent chez Lénine, à reprendre le dessus six mois après la publication du décret sur la terre. Déjà le décret sur la socialisation de la terre, le 19 février 1918, faisait entendre un son nouveau.

L'article 3 du décret disait notamment : « Le droit de jouissance sur la terre n'appartient qu'à ceux qui la travaillent eux-mêmes, sauf les cas spécialement prévus par la présente loi. »

---

(1) *N. Lénine.* Le programme agraire de la social-démocratie à l'époque de la première révolution russe. Pétrograd, 1917. Ce livre fut écrit en 1907 ; la deuxième édition ne comportant aucun changement parut après le coup d'Etat d'octobre 1917.

(2) *Op. cit.*, pp. 24, 26, 27, 135, 167, 168.

Et parmi les devoirs attribués aux sections agraires des soviets provinciaux et centraux on spécifie celui-ci : « le développement des exploitations collectives, parce que plus avantageuses, sous le rapport de l'économie du travail et des matières, aux dépens des exploitations isolées, et dans le but de passer à l'économie rurale socialiste » (art. 2).

Il est vrai que tout de suite après, l'article 12 parle de conserver la jouissance égalitaire à base de régime de travail, mais, comme dit M. Milioutine, « toutes ces dispositions ne devaient avoir qu'un temps. Et quelques mois après, la vie passa outre ces articles qui reflétaient la conception bornée du petit producteur » (1).

« C'est dans la question de la jouissance de la terre et de de la répartition de la propriété foncière, — écrit plus loin ce même M. Milioutune, — que se fit surtout sentir l'influence des « narodniks » et des socialistes-révolutionnaires. L'expérience ultérieure atténua peu à peu cette influence, et le développement d'une nouvelle production socialiste l'anéantit encore plus définitivement. » (2)

Pour combattre la conception bornée du petit producteur, le pouvoir bolcheviste entreprit la création d'exploitations soviétiques. Le décret du 14 février 1919 sur « la culture socialiste de la terre et les mesures transitoires pour y parvenir », proclamait :

« Jusqu'à l'abolition totale de toute exploitation de l'homme, pour organiser l'agriculture sur la base du socialisme et avec application de toutes les conquêtes de la science et de la technique ; pour éduquer les masses travailleuses dans l'esprit du socialisme et pour unir le prolétariat et les éléments pauvres de la campagne dans leur lutte contre le capital — il faut une transition entre les formes individuelles de l'agriculture et les formes sociales... Le meilleur moyen d'atteindre ces fins est fourni par les grandes

---

(1) *Milioutine.* Sozialismus und Landwirtschaft. (*Russische Korrespondenz*, n°s 17-18, 1920, p. 1008).

(2) *Ibid.*, p. 1007.

exploitations soviétiques, les communes, la culture collective et les autres formes de jouissance coopérative de la terre. C'est pourquoi il faut considérer tous les aspects d'exploitation individuelle comme des formes transitoires dégénérescentes. » (Art. 3).

L'article 29 de ce même décret indique que les exploitions soviétiques sont créées dans le but : *a*) d'augmenter autant que possible la quantité de produits, en relevant la production de l'agriculture et en étendant la superficie de terre arable ; *b*) de créer les conditions indispensables pour la transition définitive à la culture communiste de la terre ; *c*) de créer et de développer les centres de culture à la campagne. »

Cette nouvelle orientation de la politique agraire des Soviets n'a donné aucun résultat. Elle n'a pas contribué à relever la production de l'agriculture ni à développer l'esprit du socialisme parmi les paysans. Le paysan russe n'a pas accepté l'idée du collectivisme à la campagne. Tout d'abord, les communes rurales et les exploitations soviétiques n'ont eu qu'une très faible expansion. Le bilan des exploitations collectives, au 1er février 1921, se présente comme suit : (1)

Nombre de communes	2.153
Nombre d'associations (artels)	10.925
Nombre d'exploitations collectives	1.473
Total	14.551

La composition personnelle de ces exploitations :

Travailleurs	466.491
Bouches à nourrir	935.292
La superficie totale des exploitations (En dessiatines)	1.463.189

Si l'on considère que la superficie de la seule Russie d'Europe égale 410.407.889 dessiatines ; que la population

(1) *Izvestia*, n° 40, 1921.

rurale compte 80 millions d'âmes et que les propriétés foncières étaient, en 1913, au nombre de 827.211, — il est facile de se rendre compte des proportions insignifiantes qu'ont atteintes les exploitations collectives dans la République des Soviets.

Les paysans se sont montrés à l'égard des communes non seulement indifférents, mais franchement hostiles.

D'après le témoignage de l'*Ekonomitcheskaïa Jisn* («La vie économique»), les communes furent créées sous la pression des autorités. Il en résulta un mécontentement croissant, manifeste ou latent, parmi la population, et les associations artificiellement constituées se désagrégèrent rapidement. Le rapport sur le Congrès pan-russe des collectivités agricoles reconnait que «la plupart des collectivités laissent encore transparaître un puissant instinct de propriété, instinct que les partisans de l'exploitation individuelle ont introduit dans la commune»; que, «dans l'Ukraine l'œuvre de la collectivisation ne progresse que faiblement»; que, «les organes locaux traitent les collectivités à l'égal des exploiteurs individuels»; qu'«en Sibérie tous les Cosaques et une partie de la population indigène sont en dehors du mouvement collectiviste», etc. (1).

Dans certains endroits, le pouvoir soviétiste dut recourir à la force armée pour reprimer la population qui manifestait trop ouvertement son hostilité pour les communes. Ailleurs, il fallut se décider à liquider les exploitations collectives.

Ainsi, le Comité Exécutif du Soviet local de Minsk en vint aux conclusions suivantes : (2)

«Le Comité Central Exécutif de la Russie Blanche s'impose la tâche urgente d'améliorer la production paysanne. Il faut *abandonner les rêves d'une culture collective* et passer à l'étatisation des exploitations paysannes. Nous connaissons les aspirations des paysans dans la

(1) *Ibid.*

(2) *Minskaia Zviezda.* (*L'étoile de Minsk*), nº 28, 1921.

question agraire. La politique qui consistait à transformer les anciennes propriétés seigneuriales en « fabriques de blé », se heurte à la résistance des paysans. La popularité du Gouvernement Soviétiste dépend de la politique que nous adopterons dans la question agraire. Le paysan estime que la terre ne lui apartient pas tant qu'il ne l'a pas reçue à la suite d'une répartition par lots. Il est prêt à considérer les exploitations soviétiques comme une tentative de conserver la propriété seigneuriale ou le seigneur. Nous réalisons les vœux les plus chers du paysan en entreprenant la répartition de la terre. Seuls 25 % de la terre seront maintenus pour les besoins de l'Etat. Les autres 75 % seront partagés parmi les paysans. Notre décision a trouvé l'entière approbation des paysans. Ce rapport a été accepté et confirmé par le Comité Exécutif de la Russie Blanche ».

L'exploitation même, dans les collectivités agricoles, va mal et aboutit à la ruine de l'agriculture.

Le tableau ci-contre, se rapportant au 1er février 1921, fait apparaître l'insuffisance de l'aménagement technique (bétail, instruments de travail, etc.) des domaines agricoles soviétistes.

Le pourcentage *du déficit* :

Barattes	40%	Hache-paille	84%
Séparateurs	100%	Batteuses	26%
Charrues	33%	Chevaux de trait	43%
Semoirs	69%	Vaches	89%
Moissonneuses	59%	Bœufs	100%
Râteaux mécan.	58%	Moutons et chèvres	89%
Tarares	67%	Porcs	90%

Nous voyons que les exploitations collectives manquent quelquefois des trois quarts du bétail et des instruments de production indispensables à la culture. (1)

Vers le milieu de 1920, dans 40 départements de la République des Soviets, 30% seulement des exploitations

(1) *Izvestia*, nº 40, 1921.

soviétiques demeuraient aménagées tant bien que mal. En 1919, la culture des céréales dans les domaines soviétiques donna un déficit et l'Etat dut leur fournir un supplément de 63.000 pouds de grains. (1) Une commission, chargée d'étudier les exploitations communistes, a constaté que, faute de centralisation et de direction générale normale, les communes sont devenues l'arène des discordes et des désordres ; le matériel agricole est abandonné et on ne le répare jamais; les étables ne sont pas nettoyées et tombent en ruines, « les relations entre les membres de la commune sont mauvaises, » « la composition personnelle est fortuite ; souvent ce sont des gens qui se sont tout simplement casés », etc.

« Nous rencontrons souvent — écrivait récemment l'*Economïtcheskaïa Jisn* — nombre d'absurdités économiques, lorsque tel domaine soviétique possède des chevaux mais manque absolument de tout autre élément de production, de matériel, de main-d'œuvre, etc. ; tandis que, tel autre domaine a des charrues, des herses, des batteuses, mais manque de chevaux, de colliers, de l'attelage, etc. La plupart des exploitations n'ont pas de contingent permanent d'ouvriers, tout le travail est fait par des journaliers que l'état des domaines soviétiques laisse indifférents. Le travail est fait avec la plus grande négligence, et, ce qui est pis, on vole tout ce qui peut être volé : rênes, colliers, tiges de charrues, sinon la charrue entière, quelquefois le cheval avec. On rencontre aussi des faits dans le genre du suivant : tel « soviet » possède un jardin, des champs, un verger, une ou deux vaches et un cheval de course. Le régisseur se promène sur le coursier et la terre est labourée individuellement par les paysans des villages avoisinants. Bref, la situation des domaines soviétiques de la République est telle, que durant toute la période de leur existence, ils ont été loin d'être à la hauteur de leur tâche et, *dans la*

(1) *Narodnoïe Khoziaïstvo* (« L'économie Nationale ») nos 15-16, 1920.

plupart des cas ils sont même inférieurs aux exploitations paysannes. On comprend que dans ces conditions la production des domaines soviétiques est très insignifiante, et le manque de fourrage fait encore mieux ressortir l'improductivité de ces exploitations. Il faut y ajouter l'attitude bureaucratique imprévoyante à l'égard de l'œuvre économique, lorsque tout en manquant totalement de fourrages, on achète, dès l'automne, des chevaux condamnant ainsi à mourir de faim aussi bien les chevaux que l'on vient d'acheter que ceux qu'on possédait aupravant. On ne trouve chez le personnel de l'administration ni dévouement, ni même attitude simplement consciencieuse à l'égard du travail. Les ouvriers valent l'administration. » (1)

Ainsi, les exploitations collectives n'ont point répondu à leur destination et n'ont joué aucun rôle ni dans le relèvement de l'agriculture, ni même dans le ravitaillement de la population.

Les militants soviétiques ont dû reconnaître, dans la plupart des cas, l'échec de leurs essais d'exploitation soviétique collective.

« Vouloir tranformer l'agriculture en fortifiant successivement les exploitations soviétiques et les associations volontaires adhérentes, c'est s'engager dans une voie utopique », écrivait tout récemment le commissaire pour l'Agriculture, M. Ossinsky. « Le socialisme sera réalisé non pas en propageant des « fabriques coopératives, » oasis dans le désert bourgeois, mais en transformant simultanément toute l'Économie Nationale et toute l'économie individuelle. »

« Les exploitations soviétiques (étant donné le nombre insignifiant du prolétariat agricole et la majorité écrasante de la masse paysanne) ne peuvent servir que d'exploitations modèles au point de vue surtout technique et non social. » (2)

---

(1) *Economitcheskaïa Jisn*, n° 132, 1921.

(2) *N. Ossinsky.* Die Landwirtschaftliche Krise und der

§ 3. Le processus de nivellement parmi les paysans.

La politique agraire du parti communiste avait tendu, au commencement, à introduire et à rendre plus âpre la lutte de classes dans les campagnes. La population agricole était divisée en « koulaks », paysans aisés, et en « biednota », paysans pauvres, constituant le prolétariat rural. Le parti communiste se proposait d'organiser les paysans pauvres. De l'avis de M. Boukharine, un des représentants les plus en vue de l'aile gauche du parti, cette organisation « doit poursuivre deux buts principaux : 1° la lutte contre les *koulaks*, les usuriers, les anciens cabaretiers, bref, contre la bourgeoisie des campagnes; 2° rétablissement de l'industrie agricole, le contrôle de la répartition des terres, l'organisation des communes de travail, les mesures tendant à ce que les terres ci-devant seigneuriales soient utilisées rationnellement », etc. (1)

C'était en quelque sorte une politique de contrôle ouvrier dans l'industrie agricole, contrôle représenté par les « pauvres » de la campagne.

« Seule l'organisation des masses prolétariennes et mi-prolétariennes — écrivait M. Milioutine — permettra de créer un appareil pour l'administration économique et la gestion de l'industrie agricole. En même temps, seule une organisation de ce genre, puissante et fortement ramifiée, pourrait servir d'arme puissante pour lutter contre les tendances bourgeoises et petit-bourgeoises si difficiles à détruire à la campagne. » (2)

Cependant, l'organisation des pauvres, au village, apparut bientôt comme une idée absolument utopique.

---

sozialistische Aufbau auf dem Lande. (*Russische Korrespondenz*, 1920, n°s 1-2, p. 104).

(1) *Boukharine*. Le programme des communistes. (*Bakou*, 1920). Nouvelle édition du Comité Central du Parti communiste de l'Azerbeidjan.

(2) *Op. cit.* p. 1002.

Le transfert entre leurs mains de toutes les terres des seigneurs et de l'Etat, n'a que très peu augmenté les lots individuels des paysans.

D'après les données de la presse soviétique, la propriété foncière des paysans, dans 32 départements de la République des Soviets, ne s'est accrue, dans son ensemble, que de 19,5 % en comparaison avec l'état d'avant la Révolution.

Les 20 millions de dessiatines environ, transmises aux paysans, ont fait subir à leurs lots individuels une augmentation moyenne variant entre une dixième et une centième de dessiatine. Dans son immense partie, la propriété foncière des paysans est demeurée petite ou moyenne. Certes, il existe, aujourd'hui encore, des paysans sans terre, mais l'ensemble de la masse paysanne a subi un certain nivellement en ce qui concerne leur propriété foncière (1). D'après les données de M. Rykov, alors président du Conseil Supérieur d'Economie Nationale, sur le nombre global de paysans, en 1919, 93,5 % possédaient des terres destinées à l'ensemencement, contre 87,6 % en 1917. Cependant, d'après l'importance de leur propriété, les cultivateurs ensemençant leur terre étaient répartis de la manière suivante :

Pour cent exploitations il y avait :

I	1917	1919	Augmentation (+) ou diminution (—)
1. Petites propriétés . . .	51,1	45,9	— 5,2%
2. Moyennes	29,6	44,5	+ 14,9%
3. Au-dessus des moyennes	7,0	3,0	— 4,0%
4. Grandes »	0,9	0,1	— 0,8%

(1) Ce processus eut lieu jusqu'à la fin de l'année 1920. La famine de 1921 a influencé une différenciation parmi les paysans avec une rapidité incroyable, dont nous parlons dans le chapitre VII.

II	1917	1919	Augmentation (+) ou diminution (—)
1. Exploitation avec 1 cheval	48,5	60,8	+ 12,3%
2. Exploitation avec 2-3 chevaux	20,8	13,4	— 7,4%
3. Exploitation avec 4 chevaux et plus. . . .	1,9	0,7	— 1,2%
III			
1. Exploitation avec une vache.	56,4	60,4	+ 4%
2. Exploitation avec 2-3 vaches.	27,6	23,7	— 3,9%
3. Exploitation avec 4 vaches et plus. . . .	2,0	1,0	— 1%

En 1917, la proportion des cultivateurs paysans possédant des chevaux était de 71,2% et en 1919, de 74,9% ; mais, en 1917, 22,7% des exploitations paysannes avaient plus d'un cheval, tandis qu'en 1919 le chiffre respectif est de 14,1%. En 1917, sur 100 familles paysannes, 86,1 avaient des vaches ; en 1919 leur nombre atteint 89,3% ; cependant, en 1917, 26,6% des familles avaient plus d'une vache, en 1919, ce chiffre n'est que de 24,7%.

Enfin, dans les quatre départements industriels de la Russie européenne, les changements survenus dans la propriété paysanne se chiffrent de la manière suivante : (1)

Par 100 ménages paysans il y avait :

	Dép. de Moscou		Dép. de Vladimir		Dép. de Petrograd		Dép. de Novgorod	
	1917	1919	1917	1919	1917	1919	1917	1919
Ménages sans terre	23,4	12,7	12,9	6,6	13,7	11,9	20,6	18,0
» possédant au plus 2 dessiatines. . .	55,2	78,8	36,9	56,3	50,8	71,0	28,2	63.1
» de 2 à 6 dess. .	19,7	8,2	42,8	34,8	30,7	14,9	46,3	18.5
» de 6 à 10 » .	1,4	0,3	6,4	2,2	2,6	0,2	4,3	0,4
» de 10 à 16 » .	0,3	0,0	0,9	0,1	0,2	0,0	0,5	0,0

(1) *Economitcheskaïa Jisn*, le 7 novembre 1920.

Les deux tableaux témoignent avec une évidence incontestable de la diminution du nombre de paysans sans terre ainsi que de celui des grandes exploitations paysannes. Le groupe des petites et des moyennes exploitations s'est considérablement accru. Un nivellement de la propriété paysanne a eu lieu. Il surgit à la campagne une classe de paysans moyens dont les intérêts et les aspirations devaient fatalement entrer en collision avec la politique communiste du Gouvernement des Soviets. Ceci est confirmé par les hommes politiques les plus responsables de l'Etat soviétiste.

Sous l'influence de la transformation survenue dans la campagne russe le pouvoir des Soviets entre de plus en plus résolûment dans la voie de renoncement à son ancienne politique agraire.

La fameuse circulaire de Lenine, du 11 août 1918, renonce pour la première fois à introduire la lutte de classes à la campagne et insiste sur la nécessité de s'occuper du paysan moyen.

« Des renseignements qui nous viennent de la province, dit cette circulaire, il apparaît que l'organisation des paysans pauvres lèse très souvent les intérêts des paysans d'une aisance moyenne. Le mot d'ordre de l'organisation des paysans pauvres est souvent mal interprété dans ce sens qu'on oppose les pauvres à tout le reste de la population paysanne, — tant aux « koulaks » avérés, aux richards, qu'aux nombreux éléments moyens qui, hier encore, souffraient de la faim et qui n'ont respiré librement que sous le pouvoir soviétique. Le pouvoir des Soviets n'a jamais fait la guerre aux paysans moyens. »

Au printemps 1919, lorsque la crise du ravitaillement se fut aggravée une fois de plus, Lenine dut reconnaître que la politique agraire du parti communiste avait comporté de grosses erreurs. De l'avis de Lenine, le parti doit tenir davantage compte de l'état d'esprit et des exigences des paysans et songer à ce que sa politique n'excite pas les paysans contre le pouvoir des Soviets.

C'est à cette époque que Lenine proclama sa fameuse « mise sur le paysan moyen ». « A l'égard des gros propriétaires (pomiéstchiks) et des capitalistes, disait-il dans son rapport au 8e Congrès du parti communiste, nous devons poursuivre l'expropriation totale. Mais nous n'admettons aucune violence à l'égard du paysan moyen. Même lorsqu'il s'agit du paysan fortuné nous ne disons pas aussi résolûment qu'à l'égard de la bourgeoisie : expropriation absolue des paysans riches et des koulaks. »

La politique soviétiste se préoccupa de créer et de soutenir les exploitations paysannes moyennes. Elle dut le faire pour des considérations tant politiques qu'économiques.

Autrefois, avant la Révolution, la partie la plus importante de blé amené aux marchés était produite dans les grands domaines seigneuriaux ; ces domaines, devenus soviétiques, ne tinrent, comme nous l'avons vu, qu'une place insignifiante dans l'industrie agricole. D'autre part, « les paysans pauvres », c'est-à-dire le prolétariat rural, n'a pu prendre dans l'industrie agricole le rôle qu'assumait, dans les villes, la classe ouvrière. Pour obtenir les vivres de la campagne et ravitailler les villes, il fallait s'adresser exclusivement aux exploitations paysannes. Lorsque, après la nationalisation du commerce, le Gouvernement soviétique eut pris entre ses mains le soin de fournir, à la campagne comme aux villes, les objets de consommation courante, il apparut bientôt que, pour obtenir de la campagne des produits, il fallait donner les objets de consommation non aux paysans pauvres, mais aux cultivateurs pouvant fournir à l'Etat le blé indispensable.

La plupart du blé pouvait être obtenue des paysans moyens. En 1920 chaque exploitation paysanne fournit la moyenne suivante : (1)

1. Exploitation individuelle avec une superficie d'ensemencement d'une dessiatine. 22 pouds

(1) *Economitcheskaia Jisn*, n° 123, le 20 juin, 1920.

2. Exploitation individuelle avec une superficie d'ensemencement d'une à 2 dessiatines	57,6 —
3. Exploitation individuelle avec une superficie d'ensemencement de 2 à 4 dessiatines	107,3 —

Quant à la répartition de certains objets de consommation courante (par exemple, les tissus et le sel) elle se faisait aussi principalement en faveur des exploitations relativement importantes. (1) Ainsi chaque exploitation reçut, en moyenne, en 1920, les quantités suivantes :

	Tissus (en archines)	Sel (en livres)
1. Ménages moyens n'ensemençant rien.	2,5	1,8
2. Ménages moyens ayant fournis au moins 50 pouds de blé.	5,9	4,1
3. Ménages moyens ayant fournis de 50 à 100 pouds.	7,2	5,3
4. Ménages moyens ayant fourni au moins 100 pouds.	9,2	6,8

C'est ainsi qu'apparut, d'une façon frappante, le rôle insignifiant du prolétariat agricole. La politique de ravitaillement du pouvoir soviétiste ne pouvait être réalisée qu'à condition de ne pas se heurter à l'attitude hostile des

(1) Le même phénomène eut lieu dans la République soviétique de Hongrie, comme le témoigne le professeur E. Varga, ancien Commissaire du Peuple et président du Conseil Économique Supérieur de la République soviétique de Hongrie, qui travaille actuellement en Russie soviétique.

« Afin d'éliminer la puissance d'achat accumulée par les paysans sous sa forme monétaire, autrement dit afin d'obtenir contre les objets manufacturés une valeur égale ou supérieure en denrées alimentaires, on essaya d'appliquer en Hongrie un échange primitif en nature. Dès les premières tentatives dans ce sens, on aboutit à deux résultats. No-

paysans moyens, relativement aisés. Du moment qu'on dépendait de ces paysans « moyens » on ne pouvait, bien entendu, pratiquer à la campagne la lutte de classes à outrance, ainsi que le pouvoir soviétique l'avait fait auparavant. Lénine s'en rendit compte, et ce furent ces considération qui le firent proclamer « la mise sur le paysan moyen. »

La politique agraire du Gouvernement soviétique fut modifiée du tout au tout : à la politique communiste préconisée auparavant par les « socialistes-révolutionnaires de gauche » et les « communistes de gauche », vint se substituer une politique tendant à consolider et à développer la propriété foncière paysanne. Lénine pouvait le faire d'autant plus facilement que cette nouvelle politique répondait, comme nous l'avons vu plus haut, à son ancienne conception du rôle et des résultats de la révolution paysanne.

Conformément à son nouveau mot d'ordre, le pouvoir soviétique a commencé par définir les normes de la propriété foncière individuelle. A la base de ces normes — qui varient selon la région — fut posé ce qu'on appelle « le principe du travail », c'est-à-dire la petite propriété terrienne. Cependant, il apparut bientôt que les petites exploitations ne réalisent que difficilement les formes perfectionnées de l'agriculture. Le pouvoir soviétique dut promulguer un décret en vertu duquel les cultivateurs

---

tamment, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres sur lesquels devait s'appuyer le régime soviétique à la campagne se révélèrent hostiles à son égard à la suite de cet échange. Peut-être, auraient-ils pu disposer de quelque argent liquide pour acheter des marchandises bon marché, mais ils ne possédaient pas du tout d'excédent de produits pour l'échange. Seuls, les paysans fortunés ont pu, par conséquent, obtenir des marchandises destinées à cet échange ».

« *Die Wirtschaftpolitischen Probleme der proletarischen Diktatur* », von Dr. E. Varga, Univ. Prof. gewesenem Volkskomissär und Präsidenten des Obersten Wirtschaftsrates der Ungarischen Räterepublik, IIe Auflage. Wien, 1921, p. 97.

pratiquant une culture intensive obtiendraient le droit de propriété sur toute la terre dont ils disposaient en fait, même dans le cas où l'étendue de cette propriété passerait les normes fixées pour la localité en question. Le même décret admettait la possiblité d'un nouvel aggrandissement de la propriété foncière pour les cultivateurs qui *pourraient* à l'avenir, améliorer leur production. Un décret spécial interdisait ensuite les répartitions arbitraires de la terre.

Ceci avait été fait, expliquait la « *Derevenskaïa Kommouna* » pour atteindre une plus grande stabilité de la culture paysanne. « Il faut, écrivait ce journal, que le laboureur ait la certitude de garder pour lui son lopin de terre, qui ne peut lui être enlevé pour la seule raison que la majorité déciderait de répartir à nouveau les lots au lieu d'appliquer les meilleures méthodes de l'agriculture. » (1)

Au printemps 1920, fut promulgué un décret interdisant la répartition de la terre durant une période de douze ans. Ce décret motivé par des considérations très justes de l'intensification de la culture paysanne, était un grand pas en avant vers la consécration, en faveur du paysan, du droit de propriété sur la terre qui lui était échue. Une année plus tard, le pouvoir soviétique fut amené non seulement à confirmer son décret du 30 avril 1920, mais à aller encore plus loin au devant du développement de l'exploitation individuelle du paysan. Le nouveau décret publié au mois de mars 1921, déclare :

« Certains organes agraires, désireux d'utiliser la terre pour l'organisation d'exploitations soviétiques, tendent à publier des ordonnances régularisant, en attendant la constitution agraire définitive, la jouissance des terres échues à la population paysanne lors du partage des propriétés seigneuriales. Vu l'impossibilité d'admettre un tel état de chose tant que les cultivateurs n'ont pas de lots déterminés à cultiver ; vu qu'il en résulte que la terre est

(1) *Derevenskaïa Kommouna.* (La commune villageoise), n° 98, 1920.

mal cultivée et mal fumée et que les propriétaires ne sont pas sûrs de rentrer dans leurs frais d'exploitation, le Comité Central Exécutif décide :... De confirmer aux organes agraires locaux l'interdiction d'aliéner par la force, pour en former des domaines soviétiques ou collectifs, des terres se trouvant légalement en possession de la population paysanne. » (1)

Ainsi, entre les exploitations soviétiques et collectives d'une part et les exploitations individuelles et privées de l'autre, le choix est fait èn faveur de ces dernières. Et lorsque, au printemps de l'année courante, la crise du ravitaillement se fut de nouveau aggravée, la politique du Gouvernement des Soviets a dû faire de nouvelles concessions aux paysans. La nécessité de ces concessions a été très franchement et très clairement exposée par Lenine dans son discours à la conférence des ouvriers des transports ferroviaires et fluviaux, au mois de mars dernier.

De l'avis de Lenine, les paysans constituent l'une des forces allant contre le prolétariat dans la République des Soviets. Grâce à la victoire du pouvoir soviétique qui a aboli, d'une part les grands propriétaires fonciers et, d'autre part, le prolétariat agricole, la masse paysanne est devenue plus petite bourgeoise qu'elle ne l'était. Au fur et à mesure que les paysans éliminaient la domination de la classe des propriétaires, qu'ils passaient à leur culture individuelle sur la terre « socialisée », et qu'ils venaient résolûment à bout de la minorité des koulaks, ils se transformaient en petits cultivateurs isolés. Pendant ce temps la campagne russe se nivelait, le nombre de cultivateurs ayant des lots très importants ou n'en ayant pas du tout diminuait, tandis que les exploitations moyennes devenaient plus nombreuses. « Notre campagne est devenue plus petite bourgeoise. » « Ces petits cultivateurs ne prennent pas part à la guerre à outrance entre le capital et le travail ;

(I) *Prodovolstvenaia Gazetta* (Journal du Ravitaillement) n° 56, 1921.

ils n'ont pas passé par l'école de la lutte ; ni les conditions politiques ni les conditions économiques de l'existence ne les rapprochent, au contraire ; elles les désunissent, les éloignent les uns des autres, ou les transforment en des millions de petits cultivateurs isolés. Il n'y a pas de collectivités, d'exploitations communistes, de communes, qui puissent y changer quelque chose avant un grand, très grand nombre d'années. Nous devons construire notre économie nationale en l'adaptant au caractère économique du paysan moyen que nous n'avons pu modifier en ces trois années » (1).

§ 4. La ville bloquée par la campagne.

L'insuccès des tentatives d'exploitation collective et l'extension de l'économie paysanne moyenne n'eussent peut-être pas exercé une influence aussi décisive sur la politique du pouvoir des Soviets si deux autres facteurs n'étaient pas venus s'y adjoindre : d'une part, l'attitude obstinément hostile de la campagne à l'égard du pouvoir soviétique comme tel et, en particulier, à l'égard des villes, en tant que personnification de ce pouvoir ; et d'autre part, la ruine catastrophique de l'industrie agricole, dans tous ses domaines.

Il convient de noter que le monopole du blé déclarant ce dernier propriété de l'Etat, avait été introduit par le Gouvernement Provisoire. A cette époque déjà les paysans le virent d'un œil défavorable. L'introduction du monopole diminua la quantité de blé que l'on réussissait à obtenir de la campagne. Après la Révolution bolcheviste la situation empira encore. L'industrie urbaine complètement ruinée, ses entreprises s'arrêtant l'une après l'autre, la ville cessa de fournir ses produits à la campagne. Les pay-

---

(1) *Novy Mir* (Le Monde Nouveau), du 13 avril 1921. Journal quotidien bolcheviste en langue russe, paraissant à Berlin.

sans se trouvèrent dans l'impossibilité d'acquérir dans la ville les objets d'usage courant et les instruments de travail indispensables, — vêtements, chaussures, clous, cordes, machines et outils agricoles, etc.

En 1914, on avait manufacturé en Russie 19.589.229 pouds de cotonnades ; en 1920 : 730.250 pouds.

La fabrication des tissus de lin était, en 1914, de 145.400.000 archines carrés, et en 1920, de 25.948.880 archines.

Les réserves de lin, chiffrées par habitant, tombèrent de 6,2 livres, en 1913, à 0,5 livres en 1920 ; les réserves de coton — de 3,1 livres à 0,2 livres ; les réserves de métaux — de 9,9 livres à 2,8 livres ; les réserves de tissus de 4,3 à 0,2, etc.

La fabrication de la fonte qui se chiffrait, en 1913, par 256.837 mille pouds et en 1916 par 231.866 mille pouds, est tombé, en 1920, à 3.354 mille pouds ; la fabrication des objets en fer et en acier a baissé de 218.463 mille pouds en 1913, à 4.500 mille pouds, en 1920. La production du sucre est tombée de 105.421.000 pouds en 1913, à 5.592.000, en 1920 ; la fabrication des tabacs est tombée de 21.932 mille unités, en 1914, à 5.512 mille unités dans les neuf mois de 1920. Enfin, la fabrication des instruments et des machines agricoles a, elle aussi, fortement baissé comme il apparaît dans le tableau suivant :

Instruments et machines	1913 (En pièces)	1920	Proportion de 1920 par rapport à 1913 en %
Charrues	667.000	91.922	13,07
Herses	127.000	6.800	5,35
Faneuses	111.000	5.472	4,90
Batteuses.	110.000	1.668	1,50
Semoirs	68.435	1.068	1,50
Tarares	49.000	3.930	8,00

En même temps, l'émission de billets de banque se trouvant en circulation a augmenté en moyenne, de 9,8 roubles à 10.141 roubles par habitant.

Les paysans ont dû se convaincre, pour en avoir fait l'expérience, que l'Etat, après avoir concentré entre ses mains toute l'industrie et tout le commerce, est impuissant à pourvoir la campagne de tout ce qui lui est indispensable. Tout au plus peut-il la payer en papier-monnaie, émis en quantités illimitées et dont la puissance d'achat diminue en proportion inverse de l'émission. (1)

La plus grande partie du papier-monnaie émis devait, fatalement, s'en aller à la campagne et s'accumuler entre les mains des paysans. Une des raisons de ce phénomène est que les prix des produits alimentaires étaient de beaucoup supérieurs aux prix des matières premières, produites à la campagne, et aux prix des objets fabriqués. Une autre raison, c'est que la population agricole comprend au moins 80 % de toute la population de la Russie Européenne. Enfin, il faut tenir compte de ce que la demande des produits alimentaires est devenue particulièrement importante, et les efforts que la population urbaine fait pour les acquérir ont pris des proportions exceptionnelles. Les paysans, qui comptent leur argent non par roubles, mais au poids, éprouvent bien entendu de moins en moins le besoin de l'unique marchandise que peut leur offrir le pouvoir de l'Etat en échange de leur blé. La forme élémentaire de la division du travail qui, pour parler comme Adam Smith, est la base même de l'ordre économique fondé sur l'échange, — la division du travail entre la ville et la campagne s'est trouvée détruite dans la République des Soviets. Les paysans se mirent à réduire l'aire de l'ensemencement, bornant leur culture aux besoins de leur propre consommation domestique ; ils se mirent, faute de graisse et de combustible, à employer certaines matières premières telles que lin, graines de lin en guise d'aliments, de combustible, de toitures, etc. Les paysans n'avaient désormais aucune raison de produire pour le marché, pour l'échange ; ils s'enfermèrent dans leur économie naturelle, domestique,

(1) *V. infra* le chapitre sur le « Problème monétaire ».

revenant ainsi aux formes et à la mentalité économiques qui avaient dominé la campagne russe de la moitié du siècle dernier.

Il va sans dire que la réduction de l'industrie agricole tenait également à la ruine générale de l'Économie Nationale. Le manque d'engrais et d'instruments agricoles dont la plupart étaient ordinairement importés de l'étranger, empêchait le relèvement de l'industrie agricole. Mais quelle que fût dans ce cas, l'importance de la ruine économique générale, la politique communiste, jointe à la révolution agraire effectuée par les paysans, a été la cause principale de cette rupture des liens entre la ville et la campagne.

Que ces phénomènes soient la conséquence inéluctable de la politique communiste, l'expérience de la République hongroise le confirme également :

« Le niveau de l'existence paysanne s'est élevé, » dit le professeur Varga. « Une des principales conséquences des changements survenus dans la répartition du revenu national, a été une meilleure alimentation de la population agricole. Un paysan hongrois l'a exprimé comme suit : « auparavant j'apportais au marché des canards et je mangeais moi-même des pommes de terre; à présent, je vends les pommes de terre et je mange du canard. »

« La ville obtenait de la campagne de moins en moins de produits et encore étaient-ils de qualité inférieure. Mais la ville, de son côté, ne pouvait donner à la campagne aucun bien réel. La fonction de l'argent, qui, avant la guerre n'était qu'un instrument intermédiaire d'échange entre la ville et la campagne, s'est modifiée. La ville s'en servit exclusivement comme d'un moyen définitif de payer la campagne. Elle achetait pour de l'argent, mais ne pouvait rien offrir à la campagne en échange.

Jusqu'à un certain moment, les paysans se laissèrent faire. Ils accumulaient l'argent dans leurs coffres, comme un trésor. Finalement, ils en eurent assez de thésauriser des pièces d'or et d'argent et des billets bleus. Le relèvement du niveau de l'existence prit la forme la plus dangereuse

au point de vue économique : le cultivateur travailla peu, produisit peu et ne donna l'excédent de ses produits alimentaires que contre des valeurs économiques réelles. L'argent, en Hongrie, de même qu'en Allemagne, en Autriche et en Russie, cessa d'être un instrument commun de l'échange, une incarnation tant convoitée de la richesse publique. » (1)

L'Etat, qui avait tout nationalisé, étant incapable de donner au paysan russe des valeurs économiques réelles, et l'argent ayant perdu, à ses yeux, toute espèce d'importance, le paysan n'avait aucune raison de maintenir sa production à son ancien niveau. Il en résulte que l'industrie agricole de la Russie soviétique tombe complètement en ruine.

C'est en parlant tout particulièrement de la Russie que ce même professeur Varga écrivait réçemment : « Les trois années de la révolution ont fait apparaître avec une évidence frappante la tendance au retour à l'économie domestique fermée. L'aire de l'ensemencement diminue, la moyenne de la récolte baisse, la différenciation des cultures permet au paysan d'appliquer les procédés de culture qui conviennent le mieux aux besoins de sa propre famille. En même temps, les paysans cherchent à satisfaire par leurs propres moyens leurs besoins de produits fabriqués ou à les acquérir au moyen d'un échange avec les artisans des campagnes » (2).

L'aire de l'ensemencement a subi une réduction moyenne de 27 % ; la récolte nette des céréales et des pommes de terre est tombée de 3.000 millions de pouds, en 1913, à 1.750 millions en 1920.

En 1919, l'aire de l'ensemencement du blé a diminué de 6,7 % ; celle du froment, de 19,6 % ; celle de l'avoine de 23,8 % ; celle des pommes de terre, de 13 %, celle des plantes

(1) *Prof. Varga, op. cit.*, p. 36.

(2) *Prof. Varga.* Die Agrarfrage im revolutionären Russland. (*Russ. Korr.*, 1921, nos 1-2, p. 100).

fourragères, de 40 %. Les cultivateurs paysans semaient principalement du seigle, objet de leur propre consommation, et réduisaient la culture du froment qui a toujours été un produit de commerce. Dans les départements consommateurs l'ensemencement a augmenté, tandis qu'il a, au contraire, diminué dans les départements producteurs.

En 1921, les cultures des céréales devaient occuper 47,9 millions de dessiatines contre 85,3 millions en 1916 ; la récolte nette devait être de 1.420 millions de pouds au lieu de 3.000 ; les cultures de pommes de terre ont diminué de 2.782 mille dessiatines à 1.980 mille et la récolte de ce tubercule ne pouvait donner que 933 mille pouds au lieu de 1.311 mille ; l'aire de la betterave à sucre a diminué de 700 mille dessiatines à 167 mille, la récolte tombant de 70 millions de berkovietz à 8,3 millions, l'aire du chanvre a diminué de 563 mille dessiatines à 238 mille. (1)

La production de certaines plantes industrielles a diminué dans les proportions suivantes :

Produits	1910-1914 Millions de pouds	1919 Millions de pouds	1919 Proportion en % par rapport à l'avant-guerre	1920 Millions de pouds	1920 Proportion en % par rapport à l'avant-guerre
Lin (fibres). . .	28	5,5	19	2,2	7,3
Chanvre	25	5,0	20	2,0	8
Graine de lin . .	32	6,0	20	2,5	8,3
Graine de chanvre.	—	5,0	—	2,0	8
Laine	12	4,5	32	1,0	7
Sucre	120	20,0	71	12,0	10

La quantité de bétail a fortement diminué. Le nombre de vaches a diminué de 49,7 à 39,4 millions; le nombre de brebis, de 79,2 à 53,8 millions; le nombre de porcs, de 19,4 à 11,7 millions.

La ruine de l'industrie agricole devait fatalement avoir un contre-coup sur la quantité de produits alimentaires, dont le pouvoir des Soviets disposait pour le rationnement de l'armée, de la population urbaine et de l'énorme quantité

(1) *Pravda*, n° 43, 1921.

d'employés et d'ouvriers soviétiques. En plus de la désorganisation générale de tout le mécanisme de l'Économie Nationale, ce rationnement insignifiant, souvent minime, se ressentait de la réduction considérable du rendement de l'industrie agricole, qui avait passé entièrement entre les mains des paysans.

La révolution agraire, favorisée par la démagogie des bolcheviks, aboutit au partage des terres parmi les paysans, et ce partage détruisit les grandes cultures perfectionnées les plus productives, et amena la baisse des forces productives dans l'industrie agricole. Ici encore, les bolcheviks se laissèrent entraîner par le courant aveugle des masses populaires sans tenir compte de la tâche essentielle qui se posait devant le gouvernement prolétarien et dont dépendait le sort de la Révolution prolétarienne: la tâche d'assurer la continuité ininterrompue de la production, surtout de celle, particulièrement importante, des produits alimentaires.

Le professeur Varga, dont l'avis, dans cette question, est surtout intéressant, le constate de son côté :

« La nécessité d'assurer une production ininterrompue exerce la plus grande influence sur les différents procédés d'expropriation coërcitive de la terre. En principe, toute la terre, de même que tous les moyens de production, devait être expropriés. Mais on est obligé, dans une certaine mesure d'enfreindre ce principe. Pour des considérations politiques : on ne doit pas transformer des millions de petits paysans, adeptes fanatiques de la propriété, en autant d'ennemis politiques actifs, les poussant ainsi dans le camp de la contre-révolution. Pour des considérations économiques : le prolétariat ne dispose pas d'un nombre suffisant de partisans convaincus pour pouvoir du jour au lendemain, d'un seul coup, se passer des millions de cultivateurs. D'autant plus que chaque erreur est une menace pour le ravitaillement de la ville » (1).

---

(1) *Op. cit.*, p. 85.

Le pouvoir soviétique n'a pas tenu compte de ces considérations. Il en a résulté la ruine à laquelle ce pouvoir a contribué. Varga indique que l'expropriation coërcitive de la terre a été réalisée en Hongrie dans des conditions beaucoup plus favorables qu'en Russie.

« En Russie, dit-il, la terre, en somme, n'a pas été expropriée : elle a été spontanément partagée par les paysans, tandis que le matériel était pillé et détruit. Ce ne fut pas une expropriation, mais un partage révolutionnaire. En Hongrie, l'expropriation de la grande propriété foncière a été effectuée sans partage, sans que l'avoir des propriétaires ait été endommagé, sans que la production ait subi un arrêt. En Russie, les paysans, dirigés par les plus aisés d'entre eux, ont pris une part active à la Révolution. Aussi, est-ce conformément à ce fait que la Révolution a résolu une question capitale. Les paysans ont partagé la terre, détruit les moyens de production et la part la plus considérable a échu non aux plus pauvres, mais aux plus fortunés des paysans » (1).

Toutes les tentatives ultérieures du pouvoir soviétique de parer à cette situation, n'aboutirent à rien. La culture collective dans les domaines soviétiques n'a pas réussi. Pour réaliser ce plan il aurait fallu s'adresser non aux paysans propriétaires de terre, mais au prolétariat. Or, celui-ci, en Russie, comme en Hongrie, a fait preuve d'un tel manque de bon sens et d'éducation élémentaire, que le contrôle ouvrier à la campagne n'a pu donner rien qui vaille. Quant aux petits et aux moyens cultivateurs, ils ont donné libre cours à leurs instincts égoïstes de propriétaires et se sont opposés à toutes les expériences socialistes que le pouvoir soviétique a tentées à la campagne (2).

---

(1) *Op. cit.*, p. 86 et 87.

(2) Les observations de Varga à ce sujet sont très instructives. Encore que se rapportant à la Hongrie, elles peuvent, dans une grande mesure, être appliquées à la Russie.

« Si, lors de la proclamation de sa dictature, la classe

§ 5. La nécessité d'une nouvelle politique.

La culture collective, à la campagne, a été également rendue impossible par des conditions d'organisation économique, car, observe avec justesse Varga, « des millions de cultures paysannes, en tant qu'unités économiques indépendantes, ne peuvent être assurées sur des bases collectives. Quant à les unir en grandes cultures, ceci est impossible, vu que les instruments de travail que possède le paysan sont peu applicables à une grande exploitation et que la fabrication des instruments indispensables pour la grande culture ne peut être rapidement réalisée. » (1)

Pour toutes ces raisons, le pouvoir soviétique n'obtenait qu'une quantité insignifiante de produits alimentaires et le ravitaillement des villes devenait de plus en plus difficile.

Avant la guerre et la Révolution, l'agriculture russe donnait en moyenne 750 millions de pouds de blé destiné au commerce. Dans la saison de 1916-1917 on avait compté sur des stocks de 732 millions de pouds dont on réalisa 540 millions, soit 73,5 %. Dans la saison de 1917-1918 on ne récolta pour le commerce que 73 millions de pouds ; en 1918-1919 les réquisitions devaient donner 260 millions

---

des ouvriers industriels de Hongrie n'était pas encore assez mûre pour faire marcher l'industrie, c'était encore plus le cas du prolétariat agricole. Sans aucune préparation économique ni sociale, à moitié illettré, dominé exclusivement par le désir d'obtenir la terre en propriété privée, nullement communiste ni même social-démocrate, c'était un matériel humain, repu et inexpert, qu'il fallait aborder avec une prudence extrême au risque de compromettre pour toute l'année la production agricole... » « L'obstacle le plus sérieux à la réalisation de ce plan (le maintien et le relèvement de la production dans les grands domaines), étaient les chefs des ouvriers agricoles, gens à courte vue, hostiles à la dictature, stagnant dans leur mentalité héréditaire ». (*Op. cit.* pp. 85 et 90.)

(1) E. Varga, *op. cit.*, p. 99.

de pouds et elle ne donnèrent que 107 millions, soit 41,5 % ; en 1919-1920, on obtint 180 millions de pouds sur 319 millions prévus dans le plan du Gouvernement.

En 1920-1921 le Commissariat du Ravitaillement avait élaboré un programme de réquisition coercitive devant donner 437.500.000 pouds de blé. Plus de la moitié de cette quantité, c'est-à-dire près de 230 millions de pouds, tombait sur les régions récement conquises par le pouvoir soviétique, — le Kouban et la Sibérie. Depuis le 1er août au 21 novembre 1920, l'emmagasinage de blé en grains a atteint 118 millions de pouds. Le même laps de temps n'ayant donné, en 1918, que 47 millions de pouds et, en 1919, que 57 millions, la presse soviétique se montra très optimiste. Cependant, la raison de ce succès était que les bolchevistes après avoir, en automne, occupé le Kouban et la Sibérie, y avaient trouvé intactes de grandes réserves de blé. Toujours est-il qu'à partir de décembre, la constitution des stocks alla en décroissant rapidement tandis que la dépense de blé augmentait. Au 1er février 1921, il ne restait à la disposition du Commissariat du Ravitaillement que 80 millions de pouds de céréales et de fourrages. Au mois de février, les rations de pain furent diminuées et toutes les rations extraordinaires supprimées.

L'aggravation de la crise du ravitaillement suscita, dans tout le pays, des troubles sérieux, qui, à Cronstadt, prirent une tournure menaçante pour le pouvoir soviétique. Les organes soviétistes durent reconnaître qu'il n'y avait aucun espoir de préparer la quantité de blé indispensable dans les sept mois qui restaient jusqu'à la nouvelle récolte.

On fut contraint de reconnaître l'échec de la politique des réquisitions. Mais en même temps, il devint évident que la politique de ravitaillement pratiquée par le pouvoir soviétique était le plus intimement liée à toute sa politique. (1) C'est pourquoi, pour essayer d'améliorer la situa-

(1) «Le ravitaillement du prolétariat urbain en produits alimentaires indispensables dépend de la juste solution de

tion alimentaire, le Gouvernement des Soviets dut entrer dans une nouvelle voie en ce qui concerne son attitude vis-à-vis des paysans et de la propriété privée sur la terre, en général.

Jusqu'à cette année le pouvoir soviétique avait appliqué un système de réquisitions qui consistait en ceci :

Le Commissariat du Ravitaillement fixait la quantité de blé devant être prélevée chez les paysans. Les redevances étaient réparties entre les différentes régions ainsi qu'entre les exploitations paysannes isolées. Comme tout impôt qui est un impôt de répartition et non de quotité, ce prélèvement du blé comportait tous les inconvénients et ne donnait aucun avantage.

Le prélèvement organisé d'en haut, par le pouvoir central, ne tenait compte ni des ressources des différentes régions, ni de la quantité d'excédents des cultivateurs isolés. Ensuite il impliquait la nécessité de percevoir telle quantité de blé indépendamment de la disposition des paysans à rendre leurs excédents. C'est pourquoi le prélèvement ainsi conçu aboutissait fatalement à des réquisitions. Il se présentait non seulement comme un impôt en nature, mais comme une extorsion, par des moyens violents, de tous les excédents que l'on trouvait chez les paysans.

Cette mesure aboutissait à des résultats négatifs non seulement au point de vue politique, mais encore, et en premier lieu, au point de vue économique. *Varga* observe avec justesse, que bien que la méthode de la réquisition soit pour le prolétariat le moyen le moins cher d'obtenir du blé et bien que beaucoup de communistes l'estiment comme la meilleure, il faut autant que possible éviter de s'en servir.

---

la question agraire... C'est pourquoi, il est nécessaire d'appliquer une politique qui non seulement n'entrave pas la production, mais favorise, autant que possible, son développement, qui assure le ravitaillement des villes et crée au prolétatiat un appui à la campagne » (*E. Varga*, p. 84).

Comme règle générale, on ne peut réquisitionner que la récolte d'une seule année.

Si l'on persiste l'année suivante, le paysan commencera par réduire sa production et sèmera, au lieu de blé, d'autres plantes moins passibles de réquisition ; ensuite il se mettra à cacher, à enfouir son blé, à en nourrir ses bêtes et à en consommer lui-même le plus grande quantité possible. Le procédé qui consiste à envoyer à la campagne des détachements ouvriers armés, chargés de prendre le blé par des moyens violents, ne doit être appliqué que dans des cas extrêmes, *ad hoc*. Ravitailler les villes d'une façon continue à l'aide de pareils procédés, est choses impossible. (1)

Varga démontre, par conséquent, que le système d'imposition ordinaire est bien plus avantageux et donne de meilleurs résultats que le prélèvement coercitif. Ce dernier a amené en Russie soviétiste tous les phénomènes que *Varga* avait théoriquement prévus pour la Hongrie. Le système de prélèvement coercitif a subi un fiasco complet.

L'Etat soviétique s'est montré incapable de satisfaire les besoins des paysans. Les cultivateurs paysans se mirent à diminuer les surfaces ensemencées, les récoltes baissèrent fortement, les petits excédents qui leur restaient furent employés par les paysans pour leurs propres besoins domestiques : on se mit à tisser soi-même le lin et à fabriquer la toile, ou travailler le cuir par ses propres moyens, etc. Une tendance déterminée à revenir à l'économie domestique fermée se fit jour à la campagne,

D'après le témoignage de la *Pravda* de Pétrograd, «le système de prélèvement a anéanti chez le petit producteur tout stimulant pour ensemencer son champ ; il a également abouti à susciter le mécontentement du cultivateur laborieux, d'une aisance moyenne, celui-ci s'étant trouvé dans l'impossibilité d'améliorer son existence en augmentant son bien-être, » ou, comme disent les *Izvestia*, ce système

(1) *Varga, op. cit.*, p. 100.

« n'a pas justifié sa raison d'être puisqu'il a contribué indirectement à la ruine de l'industrie agricole et qu'il a anéanti l'intérêt personnel du paysan ». (1)

Le pouvoir soviétique s'est convaincu, l'expérience faite, que si l'on ne laisse pas au cultivateur paysan le stimulant individuel non seulement pour exploiter sa terre, mais aussi pour améliorer et développer son exploitation, l'économie paysanne devra fatalement revenir en arrière, à ses formes domestiques et fermées. Or, on ne peut stimuler le paysan à produire non seulement pour lui, mais aussi pour le marché, sans lui rendre le droit de disposer librement des produits de son travail, c'est-à-dire des excédents qui lui restent après qu'il ait satisfait les besoins de sa propre famille.

Il fallait pour cela renoncer au système de prélèvement et lui substituer un simple impôt.

« Afin d'assurer une exploitation agricole régulière et calme à base d'une plus grande liberté du cultivateur à disposer de ses ressources économiques ; afin de fortifier l'industrie agricole des paysans et en relever le rendement ainsi que dans le but de déterminer exactement les obligations que l'Etat impose aux cultivateurs. »... tels sont les motifs qui accompagnent le décret du Comité Central Exécutif substituant l'impôt aux prélèvements. (2)

« Le principe du prélèvement — écrivait récemment la *Pravda* — qui, en temps et lieu, a joué un rôle immense dans l'introduction de la jouissance égalitaire de la terre, lèse actuellement les intérêts de l'économie moyenne, en entravant le développement du rendement agricole. Le principe de l'imposition, mettant plus de clarté dans l'œuvre de l'expropriation d'une certaine partie du produit du cultivateur, en assurant à l'industrie agricole toute la quantité de semences dont elle a besoin et qui n'est pas passible d'imposition, permet d'augmenter jusqu'à une certaine

(1) *Izvestia*, nº 57, 1921.
(2) *Ibid.*, nº 58, 1921.

limite la production agricole, et accorde certains droits à tels cultivateurs zélés en leur permettant d'agrandir leur exploitation en proposition directe de l'énergie qu'ils déploient pour relever cette exploitation à la hauteur voulue. » (1)

Pour donner suite à la décision du Comité Central Exécutif du 25 mars, le décret du 2 avril établit les bases suivantes pour la perception de l'impôt en nature :

A la place de prélèvement de 423 millions de pouds, de céréales, plané en 1920, l'impôt est fixé à 240 millions de pouds ; l'impôt en pommes de terre est de 60 millions de pouds, au lieu de 112 millions de l'année dernière; l'impôt en graines oléagineuses, de 12 millions de pouds, au lieu de 24 millions.

Le montant de l'impôt est fixé pour chaque exploitation individuellement, au prorata de la quantité de terre arable, du nombre de bouches à nourrir et de l'importance de la récolte dans telle localité imposée.

Cependant, la portée essentielle de la nouvelle politique de ravitaillement n'est pas dans la substitution de l'impôt en nature au prélèvement coercitif. L'un et l'autre système ont un caractère coercitif. En introduisant l'impôt, le pouvoir soviétique détermine d'avance la quantité générale de produits alimentaires qu'il se propose d'obtenir.

La nouvelle mesure vise en réalité d'autres buts, beaucoup plus profonds. Le prélèvement prenait au paysan tous les excédents disponibles de son blé. L'impôt doit laisser ces excédents au paysan pour qu'il en dispose à son gré. Dans quel but ? Pour que le paysan puisse librement échanger ses excédents contre les objets de consommation dont il a besoin ; pour qu'il sache qu'il faut labourer sa terre non seulement pour rendre à l'Etat tous les fruits de son travail, non seulement pour manger le superflu dans sa famille, mais aussi pour obtenir contre ses produits ce dont il a,

(1) *Pravda*, n° 43, 1921.

lui-même, besoin pour son industrie. La portée du décret sur l'impôt est donc dans le droit, qu'il accorde au paysan, de disposer librement du produit de son travail.

Mais pour que ce droit ne demeure pas *nudum jus*, il fallait faire le pas suivant. Il fallait rétablir le libre échange, c'est-à-dire la liberté du commerce. Le pouvoir soviétique fut obligé d'y souscrire également.

CHAPITRE II

LE RÉTABLISSEMENT DE LA LIBERTÉ DES ÉCHANGES

§ 1. Le droit de disposer librement des produits du travail.

Le « décret sur les échanges » du 25 mars 1921 a été motivé en détail par Lénine dans son discours au X[e] Congrès du parti communiste, tenu à Moscou au moment de la révolte de Cronstadt.

Dans un pays où les paysans, les petits producteurs, constituent la majorité écrasante de la population, dit Lénine, le socialisme ne peut être réalisé que graduellement et cette réalisation nécessite l'application préalable de mesures tout à fait particulières et adaptées au caractère transitoire de l'époque. C'est une utopie d'espérer relever l'agriculture à l'heure présente à l'aide de l'électrification. (Au Congrès précédent, Lénine avait encore lancé son fameux aphorisme: « Le socialisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification »). Dans un pays aussi vaste que la Russie, il est impossible d'appliquer un plan unique et centralisé de réglementation de l'Économie Nationale toute entière. Voilà pourquoi il faut rétablir dans l'agriculture et dans l'industrie, une certaine liberté des échanges. Il faut restituer au petit propriétaire ses droits. La liberté des

échanges doit être permise dans les limites des échanges locaux. « Le paysan doit veiller à son propre intérêt, qui servira de stimulant, pour le relèvement de l'économie paysanne. »

« Dans les limites de la circulation locale des biens », le nouveau décret « permet la liberté des échanges pour les produits provenant de l'industrie et du travail des artisans, produits qui restent à la population après le paiement de l'impôt en nature » (art. 1er).

« L'échange peut s'effectuer tant entre les citoyens isolés que par l'intermédiaire des coopératives de consommation, coopératives agricoles ou coopératives des artisans (industrie rurale à domicile) ; les échanges peuvent avoir lieu aussi sur les marchés » (art. 2).

Il est vrai que le décret interdit tant aux citoyens pris isolément qu'au groupe des citoyens « d'acquérir des produits dans le but de les revendre » (art. 3). Mais ce n'est là qu'un coup de chapeau hypocrite tiré aux anciens rêves dont il est difficile de se séparer complètement tout d'un coup. En effet qu'est-ce que l'échange, sinon une vente ? Si l'on entend par ce terme échange uniquement « l'échange en nature », le troc, et si le mot vente doit signifier l'échange d'un objet contre de la monnaie, cette distinction perd tout sens réel dans la République des Soviets où les signes monétaires ont, dans la majorité des cas, perdu toute valeur. Quant à la restriction de la liberté des échanges (« l'échange, dans les limites de circulation locale »), cette restriction est très élastique. En effet, que veut dire l'expression « les limites de circulation locale » ? S'agit-il d'un village, d'une commune, d'un district ou d'un gouvernement ? D'ailleurs, à l'heure actuelle, une restriction semblable ne peut pas avoir dans la République des Soviets une grande importance, car à cause de la désorganisation des transports, les échanges ne peuvent s'effectuer le plus souvent que « localement », dans les limites les plus étroites. Tout ceci ne prouve nullement que la restriction indiquée signifie la fidélité aux principes communistes ; il n'y a là qu'une

triste nécessité provenant du retour de l'Économie Nationale russe aux conditions économiques du moyen âge.

Le nouveau décret institue un échange entre l'Etat et les citoyens isolés ou les groupes de citoyens. Mais le rôle de l'Etat en matière d'échange est par rapport au passé récent, des plus limités. L'Etat, désormais, n'a point pour but de concentrer entre ses mains le commerce tout entier ou la totalité des réserves appartenant aux particuliers ou aux entreprises particulières.

L'Etat ne cherche plus qu'à constituer un fonds spécial de marchandises : les matières premières pour l'industrie, les objets fabriqués par l'industrie et les marchandises achetées à l'étranger. Ce fonds est constitué afin de « donner à la population la possibilité de se procurer des objets nécessaires... qui manquent sur ce marché local. »

Il est clair que le rétablissement de la liberté des échanges locaux, tant pour l'industrie que pour l'agriculture, empêche tout système de réglementation par l'Etat sur l'échelle nationale.

Les prix fermes établis par l'Etat perdent toute importance. Et si l'Etat ne fixe plus les prix, le monopole de l'Etat n'est plus possible. Si les marchés locaux deviennent le champ d'échanges libres appliqués non seulement aux objets alimentaires, mais aussi aux produits manufacturés, alors tous les monopoles et toutes les nationalisations proclamées par le Gouvernement soviétique se réduisent dans l'hypothèse la plus favorable, à de simples achats pour les armées, comme cela a eu lieu d'ailleurs pendant la guerre sous le gouvernement tsariste.

§ 2. La liberté des coopératives.

D'après les dispositions du décret en question, le Gouvernement des Soviets abandonne complètement son ancienne politique d'étatisation des coopératives, qui s'est heurtée à une opposition opiniâtre de la part de tous les dirigeants du mouvement coopératif russe, et pour la réalisation de

laquelle le pouvoir des Soviets a détruit tout l'appareil de la coopération russe. L'idée d'après laquelle tout citoyen de la République soviétiste devait obligatoirement faire partie d'une « commune de consommateurs », ainsi que l'idée de la transformation des coopératives en de simples organes de l'appareil gouvernemental, ces idées sont donc reléguées aux vieilles lunes.

« La coopération, dit le nouveau décret, c'est une association libre des citoyens, en vue d'atteindre des buts ayant trait à la consommation, à la production, cherchant à réaliser des buts économiques » (art. 1er). « En accomplissant ces opérations, qui ont pour but la réalisation des tâches économiques que la coopération s'est assignés librement, les unions coopératives agissent en toute liberté et sans dépendance vis-à-vis des organes économiques de l'Etat. » (art. 2).

Les coopératives de consommation en particulier, sont des « unions libres des citoyens ayant pour but :

a) La distribution des produits de l'économie rurale. et des produits fournis par l'industrie des usines et des fabriques et par l'industrie rurale à domicile, produits que l'Etat transmet à la population par l'intermédiaire de ses organes du ravitaillement ;

b) L'acquisition (et la distribution) des produits manufacturés de l'industrie urbaine et rurale, l'acquisition par la voie d'échange en dehors de toute participation des organes de l'Etat. »

On rend à la coopération la liberté des échanges et le droit de posséder à titre de propriété privée non seulement les biens meubles, mais aussi les immeubles.

Voulant, conformément au décret acquérir les produits manufacturés sans l'intermédiaire des organes de l'Etat, à qui devrait s'adresser la coopération ? Sans doute elle doit s'adresser directement aux entreprises industrielles. Mais pour le moment ces entreprises continuent de rester sous le régime de nationalisation.

Si l'article du décret, que nous venons de citer, doit effec-

tivement signifier ce qui en est dit, les entreprises industrielles, tout en étant nationalisées, pourraient fournir leurs produits directement aux coopératives sans l'intermédiaire des nombreuses « directions centrales » soviétistes se trouvant à la tête des différentes branches de l'industrie. Et comme le texte emploie l'expression « par la voie de l'échange », cela voudrait dire qu'après avoir reçu de la population les produits, la coopération non seulement rend à celle-ci, en échange, les produits acquis directement dans les entreprises industrielles, mais, en échange des produits manufacturés, la coopération donne aux entreprises industrielles les objets reçus de la population.

On comprend que dans ces conditions les organes de l'Etat ayant pour tâche l'acquisition et la distribution des marchandises soient relégués au second plan. Le décret sur les échanges et le décret sur la coopération bouleversent, sans doute possible, tout le système économique des Soviets. La presse soviétiste l'affirme elle-même ; elle nous fournit en même temps des commentaires sur les conséquences inévitables des nouveaux décrets.

« L'établissement de l'impôt en nature, dit la *Pravda*, introduit des changements radicaux dans notre système de répartition des biens, modifie profondément le rôle et l'importance de la coopération, met à l'ordre du jour de nouveaux problèmes monétaires, etc., etc. »

Le journal reconnaît ensuite que dans les conditions de vie de la République des Soviets, le rétablissement de la liberté du commerce, aura inévitablement pour conséquence l'épanouissement de la spéculation. Afin de combattre celle-ci, il faut que la coopération tout entière soit appelée à s'occuper de l'échange des marchandises. « La coopération doit devenir, dit la *Pravda*, l'organe de transmission des excédents des produits agricoles et de l'industrie rurale à domicile des mains des paysans producteurs aux mains du gouvernement et des consommateurs. » (1)

(1) *Pravda*, n° 69, 1921.

Dans ces citations la *Pravda* expose des choses tout à fait élémentaires, ayant lieu dans toute société bourgeoise et capitaliste normale. Tout échange se produit par le transfert des surplus, des excédents des produits. Dans ces surplus, dont le producteur dispose après avoir prélevé la part représentant l'impôt dû à l'Etat, aucun échange n'est possible ; d'autre part, comme cela a été prouvé par la science économique et confirmé par les faits dans la République des Soviets, s'il n'y a pas d'échange, il n'y a pas non plus d'excédents. L'essence des choses ne change nullement du fait que, dans la République des Soviets, l'impôt est perçu en nature, tandis que dans le régime capitaliste il est perçu en argent. Sous ce régime capitaliste, les particuliers donnent à l'Etat leurs excédents sous forme d'argent ; grâce à cet argent, l'Etat se procure des objets dont il a besoin ou paie ses employés ou ses créanciers, qui, à leur tour, emploient l'argent reçu en achetant les objets nécessaires ou directement chez les producteurs ou par l'intermédiaire des commerçants. Dans la République des Soviets, l'Etat préfère recevoir les excédents en nature directement, afin de les transmettre à l'énorme personnel entretenu par lui. Mais ceci provient non pas du degré perfectionné de l'économie soviétiste, mais, au contraire, de la décadence et de l'appauvrissement de l'Économie Nationale.

Selon la *Pravda*, « la coopération doit être l'organe de répartition des produits à la population toute entière et, à l'exception des produits destinés à l'exportation, toutes les marchandises doivent demeurer entre les mains de la coopération en vue des échanges locaux. »

« La coopération doit revenir à son ancien principe de vente au prix du marché. » La possibilité de vendre les marchandises au prix du marché signifie la suppression des prix taxés.

En rendant possible la répartition des produits à *l'ensemble* de la population, on supprime la disposition qui limite la liberté des échanges aux opérations locales. Le

journal *La Vie Economique* (*Economitcheskaia Jisn*) est donc tout à fait logique lorsqu'il développe en détail un plan de rétablissement et de développement de la coopération agricole en lui donnant des bases absolument incompatibles avec l'ancienne tendance de la politique du Gouvernement des Soviets.

Le journal démontre qu'il est nécessaire de développer les coopératives de vente, d'achat et de production ; le même journal soutient qu'il est nécessaire de donner à la coopération la possibilité d'organiser les échanges à l'aide des organismes coopératifs centraux ayant pour champ d'action le pays tout entier ; en même temps le journal émet l'avis qu'il faut mettre à la disposition de la coopération tous les moyens de transport et lui permettre la vente non seulement aux sociétés, mais aussi directement aux consommateurs pris isolément ; enfin, il faut permettre à la coopération l'organisation du commerce ultérieur. (1)

Il est donc visible qu'en proclamant que la coopération est « une association libre de citoyens », ayant en vue, la réalisation « des tâches économiques qu'elle se donne elle-même », on est amené à rétablir largement la liberté de la coopération ; cette liberté transforme toute l'ancienne politique des nationalisations et des socialisations en un simple contrôle d'Etat.

Conformément à sa nouvelle politique qui, dans une certaine mesure, table sur la coopération, le gouvernement soviétique s'est déclaré favorable au rétablissement et au développement aussi prompt que possible de toutes les formes de la coopération, y compris les entreprises industrielles coopératives. Après de longues discussions dans presse soviétique, il fut décidé de confier la constitution des stocks alimentaires à la coopération, au lieu du Commissariat du Ravitaillement à la disposition duquel on ne laisse que l'impôt en nature.

(1) *Economitcheskaia Jisn*, n° 73, 1921.

Le Commissariat du Ravitaillement a conclu un contrat spécial avec l'Union Centrale des Sociétés de consommation (*Centrosoïouz*). Dans une grande mesure, ce contrat réduit à néant l'ancien rôle des organes officiels de ravitaillement. Le Commissariat du Ravitaillement remet au Centrosoïouz toutes les marchandises destinées à l'échange et tous les fonds de marchandises déjà constitués et libres, tant dans la métropole qu'en province. Ces marchandises sont réparties par le Centrosoïouz. Les stocks des produits agricoles sont également préparés par cette organisation seule, par l'intermédiaire des coopératives locales de consommation et autres, ainsi qu'avec le concours d'intermédiaires particuliers.

Il est vrai que les opération du Centrosoïouz continuent à être commanditées par le Commissariat du Ravitaillement, mais ceci se passe comme sous l'ancien régime capitaliste. Pour les opérations effectuées, le Centrsoïouz touche une commission et des primes en nature et en espèces.

En vertu du contrat, la coopération doit constituer des stocks de 150 millions de pouds de blé, c'est-à-dire presque les deux tiers de la quantité que l'on se propose de réunir au moyen de l'impôt ; 37 millions de pouds de pommes de terre (plus de la moitié du chiffre de l'impôt), 12 millions de pouds de graines oléagineuses, etc.

Ainsi la coopération est invitée par le pouvoir soviétique à travailler dans les mêmes conditions et en vue des mêmes opérations que celles que l'on avait prévues sous le Gouvernement Provisoire, lorsque le pouvoir était entre les mains d'un ministère bourgeois.

§ 3. La liberté du commerce et la propriété privée.

En se basant sur le décret qui institue la liberté des échanges, le Soviet de Moscou a autorisé la vente libre des produits agricoles non seulement sur les marchés et foires, mais même dans les locaux fermés, autrement dit, dans les magasins et dans les boutiques. La vente libre a été avant

tout autorisée pour les buffets des théâtres, les cafés, les restaurants, les laiteries, les boucheries, les fruiteries ; on a autorisé la vente dans les kiosques, la vente sur de petites voitures, etc.

Les conséquences de la nouvelle réforme sont encore plus profondes.

En limitant les obligations du paysan à l'égard de l'Etat à un simple impôt, on a voulu donner au paysan la possibilité de disposer librement des surplus de son exploitation, « car, écrit la «Vie Economique», la subordination complète du travail des exploitations particulières à la volonté de la communauté rurale ou à la volonté de n'importe quel autre propriétaire collectif diminue l'influence favorable qu'a l'impôt en nature sur les éléments les plus actifs de la campagne, c'est-à-dire sur les propriétaires diligents, sur les propriétaires d'avant-garde » (1)

Donner la possibilité de disposer librement des surplus de travail signifie qu'on cherche à stimuler l'initiative personnel et l'intérêt personnel, qu'on est favorable au principe de l'exploitation individuelle. Au fond, cela signifie le rétablissement des éléments essentiels du droit de la propriété foncière privée. Si le paysan peut vendre ses produits librement et directement à la population, la socialisation et la nationalisation du sol perdent beaucoup de leur signification réelle. Car la socialisation du sol ne consiste pas seulement dans la déclaration de la terre propriété de toute la collection sociale, ni dans la défense de faire de la terre un objet de transaction entre des particuliers ; elle consiste, d'abord, dans l'abolition de l'appropriation privée et individuelle de la rente foncière et ensuite dans la culture sociale de la terre, dans la gestion collective de l'exploitation agricole.

Que font dans ce cas les nouveaux décrets du pouvoir soviétique ?

Et tout d'abord, ils ignorent complètement la culture

(1) *Economitcheskaia Jisn*, nº 61, 1921.

collective de la terre ; ils partent du principe d'exploitation privée individuelle, de ses procédés, de ses besoins et intérêts, de sa valeur individualiste. Ensuite, en offrant aux paysans la possibilité de vendre leurs produits sur le marché, aux prix de marché, les nouveaux décrets laissent intacte l'appropriation privée et individuelle de la rente terrienne, qui va ainsi, non pas à la collectivité entière, mais à une seule classe de cette dernière, à la classe possédant des terres. De cette manière, le principe fondamental du droit de propriété sur la terre se trouve entièrement maintenu par les décrets en question.

Si le paysan peut vendre ses produits librement et directement à la population, il est clair qu'il doit aussi avoir la possibilité d'acquérir les articles de consommation pour son propre usage, car qui dit vendre dit acheter. Le « fonds d'Etat » (« les stocks d'Etat ») ne peut, dans ce cas, jouer, comme le démontrent les piteux résultats de la politique d'approvisionnement et de répartition du Gouvernement soviétique, qu'un rôle tout à fait insignifiant. Il faut, dès lors, que le reste de la population, c'est-à-dire les villes, ait de quoi vendre aux paysans. Et ceci n'est possible actuellement dans la Russie des Soviets qu'à condition d'avoir recours à l'un des deux moyens suivants : ou rétablir l'industrie dans les villes, ou faire appel au concours de l'étranger.

Dans le premier cas, les paysans, ayant obtenu la possibilité réelle de vendre librement leurs produits, devront exercer une pression sur le Gouvernement soviétique dans le sens du rétablissement de la grosse industrie. Mais comme les grandes entreprises nationalisées ne produisent plus rien ou presque rien, le Gouvernement soviétique est placé devant le dilemne : ou dénationaliser la grande industrie, ou accorder à la petite industrie la liberté de l'échange.

§ 4. Encouragement aux « éléments petits-bourgeois »

Au début, dans ses premiers décrets du 25 mars, le pouvoir soviétique avait choisi la deuxième voie et reconnu la nécessité d'encourager le développement de la petite industrie et de l'industrie à domicile.

« A l'heure actuelle, déclare la résolution du Congrès des Conseils d'Économie Nationale, la petite industrie et l'industrie à domicile acquièrent une importance énorme, surtout en ce qui concerne le secours qu'elles peuvent prêter à l'industrie agricole en fabriquant et en réparant le matériel et les instruments agricoles les plus simples. Elles acquièrent la même importance pour ce qui est de la fabrication de toutes sortes d'objets d'usage personnel, fabrication dont la grande industrie ne peut se charger dans les circonstances présentes. C'est pourquoi il faut accorder les plus grandes chances au développement de la petite industrie et de l'industrie à domicile en leur prêtant toute espèce de concours. Il faut accorder à la petite industrie et à l'industrie à domicile le droit de constituer des réserves de matières premières pour les besoins de leur production. La petite industrie et l'industrie à domicile sont libres de prendre des commandes et de vendre des objets de leur production. Les commandes de l'Etat ne sont passées à la petite industrie et à l'industrie à domicile que par contrat. » (1)

Cette seconde voie choisie par le Gouvernement soviétique signifie l'encouragement de la petite industrie où devra, en l'absence de la grande, se concentrer toute l'activité industrielle en Russie. Aussi bien, toute la politique des pouvoirs soviétiques en ce qui concerne l'industrie s'est réduite jusqu'à présent à la désindustrialisation de la Russie, c'est-à-dire d'un côté à la suppression du prolérariat industriel dans les villes et, de l'autre, dans le rapetissement des entreprises industrielles elles-mêmes.

---

(1) *Ekonomitcheskaia Jisn*, n° 104, 1921.

Aussi, par exemple, d'après le dernier recensement fait par les pouvoirs soviétiques et portant sur les 45 % du nombre des villes et 55 % du nombre total des villages, la population générale du territoire embrassé par cette enquête avait depuis trois ans diminué de 10 %, alors que la population des villes avait diminué elle de 32 %. Dans les centres de l'industrie textile et de l'industrie métallurgique, la diminution de la population a accusé les proportions suivante :

Moscou	45,6 %
Orekhovo - Zouievo	52,7 %
Ivanovo - Voznessensk	35,7 %
Serpoukhovo	22,5 %
Perm	32 %
Lougansk	82 %
Ijevsk	37 %
Kolomna	51 %
Nijni-Novgorod	23,8 %
Saratov	15,7 %

Les nouveaux décrets qui établissent la liberté de l'échange et qui encouragent de la sorte ce développement de la petite industrie d'usine et d'atelier, rencontrent donc celle-ci à un état de progrès déjà assez marqué. Mais l'accroissement dans les villes du nombre de petits producteurs, tels que « koustari » (industriels à domicile), petits artisans, etc..., y constitue le même phénomène d'augmentation du nombre de petits entrepreneurs individuels que les politiciens soviétiques ont déjà constaté dans les campagnes.

Si la politique soviétique a, d'après Lénine, déterminé, dans les campagnes la naissance de l'élément petit bourgeois formé par suite du développement de la classe paysanne moyenne et si cet élément nouveau oblige le gouvernement soviétique à modifier sa politique, renoncer à l'introduction du communisme dans les campagnes, à compter avec la psychologie, les besoins et les intérêts de la classe paysanne, il est évident que les mêmes facteurs devront

agir de façon à faire modifier dans un sens identique la politique des Soviets dans les villes également. A mesure que la ville prend, tout comme les campagnes, un caractère de plus en plus « petit bourgeois » il devient de plus en plus difficile de pratiquer le socialisme dans les villes.

L'élément « petit bourgeois » devra assujettir le « pouvoir des ouvriers » dans les villes comme il l'a fait dans les campagnes.

La *Pravda* elle-même le reconnaît. « Avant la Révolution, écrit le journal blocheviste, la petite industrie à domicile ne pouvait faire concurrence à la grande industrie. Sous le régime soviétiste, la situation est toute autre». « Une certaine partie du prolétariat commence à se placer du point de vue de la petite bourgeoisie, du petit patron». « Nous observons actuellement non pas la tendance de la petite industrie à domicile vers les grandes entreprises, mais des grandes entreprises vers l'industrie à domicile. La demande d'objets fabriqués est énorme. Les paysans paient des prix fous pour toute chose. Le gain journalier des artisans à domicile se chiffre par dizaines de milliers». (1)

Une autre circonstance devra y contribuer.

La proclamation de la liberté de l'échange a provoqué ainsi que l'a prévu, du reste, le Gouvernement soviétique, un nouvel épanouissement du commerce spéculatif

L'un des premiers résultats s'est traduit par une désorganisation accrue de la vie économique. « On ne s'était pas rendu compte clairement, dit « La Vie Economique », des limites exactes où le commerce pouvait s'effectuer, il n'y avait à ce sujet aucune indication précise des pouvoirs centraux. Et il arriva ce qui devait arriver. Le commerce a pris aussitôt une extension portant sur tout le territoire de la Russie, et une liberté complète de circulation sur tous les chemins de fer commença. Tout cela se produisit d'une manière chaotique, sans plan arrêté d'avance, sans système. Depuis une quinzaine nos trans-

(1) *Pravda*, n° 121, 1921.

ports sont au pouvoir de ce chaos et ils désorganisent à vue d'œil. » (1)

Un second résultat c'est l'accroissement du rôle de l'appareil privé de commerce spéculatif. « La baisse, très faible il est vrai, des prix des céréales, qui s'était produite après la suppression des détachements d'approvisionnement dans le gouvernement de Moscou, raconte la presse soviétique, a fait place à un renchérissement notable après la promulgation des décrets sur la liberté de l'échange, alors qu'on aurait pu s'attendre plutôt à une nouvelle baisse. Cela s'explique par le fait que l'habitant petit-bourgeois, qui aspirait plus que tout autre à cette liberté du commerce, s'était rué sur les marchés avec ce reste des objets inutiles qu'il possédait encore, dans l'espoir de les échanger contre du pain ou des grains ; il en submergea les marchés et les places, mais ne séduisit point par ses inutilités les vendeurs de pain et de farine. Mais les acheteurs en gros courent un mal encore plus grand. Des ouvriers ont vu sur les marchés de leur arrondissement des spéculateurs personnellement connus d'eux, qui achetaient par de grosses quantités des céréales, de la farine et des grains. Il n'y a que ces spéculateurs qui aient réussi à accumuler des quantités énormes d'argent et de valeurs réelles. L'établissement de la liberté du commerce, illimitée pour le moment, ouvre devant eux un champ vaste d'action.» (2)

C'est que l'appareil du commerce privé n'avait jamais cessé d'exister dans la République des Soviets. On peut même dire que, au cours des quatres années dernières, il s'était plutôt épanoui davantage et que les pouvoirs soviétiques eux-mêmes en ont constamment favorisé le développement par leur politique. Dans maints domaines économiques, ils ont été obligés en effet de rétablir soit ouvertement par voie légale, soit d'une manière implicite, le fonc-

---

(1) *Economitcheskaia Jisn*, le 10 avril, 1921.

(2) *Prodovolstvenaia Gazetta.* (Journal du Ravitaillement) n° 61, 1921.

tionnement d'entreprises privées ; cela a eu lieu notamment dans le domaine d'approvisionnements en produits alimentaires, en bois, etc.

L'appareil commercial spéculatif est en pleine floraison et en pleine prospérité dans la République des Soviets. Son existence et même son développement sont liés de la manière la plus étroite à la politique du Gouvernement soviétique. Sous le régime d'économie capitaliste privée, la spéculation clandestine ne pouvait exister, car on n'en avait aucun besoin. C'est la nationalisation qui a provoqué tous ces phénomènes de corruption, la nationalisation qui a d'un côté bureaucratisé la vie économique et, de l'autre, créé un appauvrissement atroce des marchés en produits.

Du reste, l'ancienne psychologie du monde des affaires, les tendances, les habitudes, les méthodes, les aspirations de la classe capitaliste et bourgeoise sont loin d'avoir disparu même dans les villes. Ainsi, dans la République des Soviets, à côté de l'ancienne classe bourgeoise, qui continue à exister, grandit et se développe une nouvelle bourgeoisie et sont en train de se créer également des prodromes d'une organisation fort éloignée du communisme. L'établissement de la liberté du commerce ne pourra certainement que raffermir ces prodromes et obliger les pouvoirs soviétiques à faire de nouvelles concessions.

La coexistence de deux marchés, l'un libre et privé, et l'autre officiel, est absolument impossible, car il est impossible que les mêmes produits soient traités à deux prix différents, un prix fixé et un prix libre. L'existence de prix fixés, lorsque le commerce est libre ne produit que l'accroissement des prix de marché. Et comme le marché privé se trouvera nécessairement entre les mains des mêmes individus dont il a été question tout à l'heure, l'importance de la classe bourgeoise souterraine ne pourra que grandir constamment et inévitablement. Le commerce libre jouera un rôle plus important que le commerce officiel, le commerce nationalisé.

Mais que peut faire le commerce privé là où l'industrie est nationalisée ? Les entreprises domestiques (koustari) ne peuvent satisfaire que dans une très faible mesure le marché intérieur dévasté de la République soviétique. Avant que les coopératives qui viennent d'être rétablies aient développé leurs associations de production (qui, entre parenthèses, n'avaient qu'un développement fort limité même auparavant), il s'écoulera certainement beaucoup de temps.

Le rétablissement du commerce privé devait, d'une façon plus tranchante que jamais, poser devant le pouvoir soviétique la question du rétablissement de la production. Désormais, pour justifier le manque de marchandises, on ne pourra alléguer uniquement la désorganisation des transports, la mauvaise organisation du ravitaillement et le fonctionnement défectueux des organes de distribution. A présent, on verra apparaitre dans toute son évidence, la cause véritable et essentielle de la pénurie des marchandises et de toutes autres choses dans la République des Soviets : cette cause est le manque des marchandises à la suite de la ruine de la production.

La nécessité de rétablir la production, telle est, dès à présent, la tâche essentielle, vitale, la tâche la plus urgente du pouvoir soviétique.

Le moyen le plus simple et le plus sûr d'y arriver eut été de dénationaliser la grande industrie dans les villes et de faire appel au principe de l'économie privée, à l'initiative privée, à l'appareil industriel privé, de même que cela a été fait pour le commerce, dans la campagne et dans la ville.

Mais dénationaliser l'industrie c'est renoncer à la dictature du prolétariat, au pouvoir des soviets, c'est-à-dire au propre pouvoir du parti dirigeant.

Naturellement les bolcheviks cherchent une voie qui leur semble ne pas les obliger à renoncer au régime soviétique, voie qui ne demande pas la dénationalisation formelle de l'industrie et du commerce tout en permettant de réta

blir la production ruinée à l'aide du capital privé, de la classe bourgeoise-capitaliste, de l'industrie capitaliste privée. Au début, on crut avoir trouvé cette voie en décidant de rétablir le commerce avec le capitalisme occidental.

Toutefois, les rapports économiques avec le monde extérieur se trouvent entravés par le maintien du système soviétique. Les premières tentatives dans ce sens ont montré que cette voie ne conduit au but que très lentement. Cependant la ruine économique, dans la Russie des Soviets, prend des formes extrêmement graves et commence à menacer l'existence même du pouvoir soviétiste. Ce dernier se voit donc contraint à essayer encore un moyen : concilier le régime soviétiste avec le rétablissement sporadique du capital privé.

CHAPITRE III

VERS LA DÉNATIONALISATION

§ 1. La confusion de la pensée bolcheviste.

La nouvelle orientation de la politique soviétique a achevé la confusion de la pensée bolcheviste.

Naguère, tout était d'une simplicité extrême : il fallait tout confisquer, tout nationaliser, anéantir la classe capitaliste, détruire tout ce qui avait existé avant les bolchevistes.

C'était là une politique claire, compréhensible et fort peu compliquée. Tout ce que le pouvoir soviétique faisait dans le domaine de la politique économique se réduisait à détruire ce qui existait. Le commerce privé devait être supprimé. L'industrie privée devait être liquidée. Le crédit privé devait d'abord faire place au crédit de l'Etat, ensuite disparaître complètement. Les syndicats ouvriers et la coopération devaient être privés de leur indépendance et de leur liberté d'action. L'Etat devait mettre sa main sur tout, tout devait lui être soumis, tout devait être absorbé par lui. Hors de l'Etat aucune vie économique ne pouvait exister, aucune activité économique ne pouvait ni ne devait se manifester.

Ce programme commande une politique fort simple : elle se réduit à la répression, à l'extirpation, à une surveillance jamais en défaut. L'Etat devient un gigantesque

appareil bureaucratique et financier. L'absolutisme et le despotisme économique deviennent la forme nécessaire de sa politique.

Gouverner à l'aide de baïonettes et en bottes éperonnées — suivant l'expression bien connue — est chose facile. Mais maintenant que la rude réalité brise les unes après les autres toutes les illusions bolchevistes et exigent une concession après l'autre, la pensée économique soviétiste se trouve dans le désarroi le plus complet.

La proclamation de la liberté des échanges a été faite subitement. Les évènements de Cronstadt, les insurrections paysannes, la perspective d'une terrible famine l'hiver prochain — tout cela est survenu si brusquement et s'est présenté comme un danger si grave que le Gouvernement soviétique n'a pas eu le temps de réfléchir. Lénine n'avait qu'à parler haut avec ses camarades et voici les décrets sur la « Liberté » admis sans aucune difficulté.

Il s'agit maintenant de les mettre en pratique. Et c'est là qu'on voit ce que nous avons déjà fait remarquer plus haut.

Le libre échange a exigé la liberté des coopératives. Cela n'a pas suffi. Il faut dénationaliser le commerce tout entier. Mais cela non plus ne suffit pas. Il faut accepter la dénationalisation de toute la petite industrie des artisans. Mais comme cette industrie n'est en état de rétablir ni la production industrielle ni l'échange entre la ville et les campagnes — unique condition du rétablissement de l'agriculture — il faut songer à dénationaliser la grande industrie, elle aussi.

Lorsque, il y a trois ans, le Gouvernement soviétique poursuivit avec acharnement sa politique de nationalisation, en soumettant au pouvoir « meurtrier », selon l'expression de M. Rykov, de l'Etat, toutes les branches sans exception de l'économie nationale, les dirigeants soviétiques exaltaient et assuraient que c'est maintenant que le véritable communisme va se réaliser en Russie.

Même au dernier Congrès des Conseils d'Économie Natio-

nale, qui siégeait récemment à Moscou, M. Milioutine a déclaré avec fierté : « le pouvoir soviétique est à présent propriétaire des fabriques et des usines, de leur outillage, des matières premières, du combustible et des produits du ravitaillement. »

Or, M. Larine démontre maintenant avec la même conviction que la nouvelle orientation de la politique économique qui se manifeste par la liberté des échanges et une dénationalisation partielle n'est qu'un retour à la vraie politique soviétique oubliée à tort depuis 1918. « Le Gouvernement — dit Larine — n'a pas exigé la suppression complète du commerce coopératif et privé ; il ne visait pas à établir le monopole de l'Etat en ce qui concerne les produits agricoles». (1)

A quoi a été due alors la politique contraire, réellement pratiquée ? Elle a été due, selon Larine, à ce fait que les éléments petits-bourgeois ne voulaient pas continuer à exploiter leurs entreprises industrielles et commerciales ; ils ont, par là, obligé le Gouvernement soviétique à s'écarter de son programme originel. Pauvre Gouvernement soviétique ! Il voulait maintenir la petite bourgeoisie et les entreprises. Il ne voulait aucune nationalisation. Et il a été obligé de renoncer à cette ardent désir par la faute de cette bourgeoisie qui ne voulait plus exploiter les entreprises. Mais pourquoi ne voulait-elle pas ? Précisément parce que le pouvoir soviétique, qui l'écrasait et l'opprimait, ne lui laissait pas la possibilité de le faire. « Maintenant que la guerre civile est finie — dit Larine — la petite-bourgeoisie, qui a vu la solidité du pouvoir soviétique, se montre prête à ouvrir ses ateliers pourvu qu'on lui en donne l'autorisation. »

On pourrait croire que le pouvoir soviétique n'a jamais eu dans l'esprit d'anéantir la petite bourgeoisie. C'est cette dernière elle-même qui n'a pas voulu continuer ses exploitations et qui s'est mis à combattre ce pouvoir. Maintenant elle est vaincue, elle a foi dans la stabilité du

(1) *Pravda*, du 28 mai 1921.

régime soviétique, de ce régime actuel auquel le Gouvernement lui-même est en train de renoncer. Cette bourgeoisie n'a plus maintenant qu'à demander au Gouvernement soviétique l'autorisation de faire du commerce. « Messieurs, leur dit ce Gouvernement par l'organe de Larine, vous voulez faire librement du commerce et produire librement dans vos ateliers ? Avec plaisir ! Tant que vous voudrez ! Que ne l'avez-vous pas dit avant ? Nous avons pensé que vous ne vouliez pas le faire, et c'est pour ne pas vous forcer à faire ce qui vous déplaît que nous avons nationalisé vos entreprises. »

Bien entendu, il n'y a pas un mot de vrai dans ces allégations cynique de Larine.

Qu'il en soit réellement ainsi et que les explications fournies par Larine soient inventées après coup, la discussion si caractéristique de la question des dénationalisations dans la presse soviétique le prouve.

« *L'Economitcheskaia Jisn* » affirme que « l'opinion prévoit maintenant de plus en plus en Russie qu'on a dépassé dans les nationalisations, la limite minima, la plus adéquate aux circonstances pratiques. L'opinion, d'après laquelle on est allé trop loin dans le domaine des nationalisations, dit le journal, s'appuie tout d'abord sur ce fait que le mécanisme bureaucratique créé pour gérer l'industrie nationalisée est devenue trop vaste et trop encombrant, qu'il est une gêne pour la production elle-même, que le prix de son entretien ne correspond en rien à la production effective ».

« Les raisons de ce développement exagéré de l'appareil bureaucratique se réduisent en peu de mots à ceci : un territoire énorme, la désorganisation des transports, le manque d'un réseau téléphonique, le fait que, en régime capitaliste, les organisateurs de l'industrie russe avaient été pour une bonne partie des étrangers qui, au moment de la guerre et de la révolution, ont quitté le pays, enfin, insuffisance des aptitudes organisatrices du peuple russe en général, l'absence chez le prolétariat russe de toute habi-

tude à administrer la vie économique et à la contrôler. » (1)

De toutes ces causes alléguées par le journal, seules les deux dernières sont réelles. Ce n'est pas la désorganisation des transports qui a fait échouer les nationalisations, ce sont les nationalisations qui ont détruit les transports. Il est absolument faux qu'avec le départ des étrangers pendant la guerre et la révolution la Russie ait perdu les principaux organisateurs de sa vie économique. Ce rôle a été joué, pendant les vingt dernières années, par des entrepreneurs russes. Et si ces organisateurs ont disparus c'est parce que le Gouvernement soviétique les supprimait. Mais l' « *Economitcheskaia Jisn* » touche le fond même de la question lorsqu'elle montre que des raisons objectives rendent la nationalisation en Russie irréalisable et funeste pour l'économie nationale.

On a commencé à parler de dénationalisation dans les sphères dirigeantes soviétiques, non pas, comme veut le faire croire Larine, parce que la bourgeoisie désire désormais travailler pour le Gouvernement soviétique dont elle a compris la solidité, mais tout simplement parce qu'il n'y a pas un homme en Russie soviétique qui ne comprenne actuellement que la politique soviétique a été la cause principale de la ruine de l'économie nationale. Cela était confirmé avec une netteté parfaite par Lénine et Rykov.

§ 2. L'affermage de l'économie nationale socialiste aux capitalistes.

Les derniers décrets du Gouvernement soviétique ont provoqué au sein du parti communiste de nombreux malentendus. Et ces derniers ont, à leur tour, provoqué de la part de Lénine de nouvelles explications. C'est à ces explications qu'il a cru devoir consacrer le discours prononcé par lui à la conférence tenue par le parti à Moscou le 14 avril

(1) *Economitcheskaia Jisn*, n° 113, 1921.

dernier. Les mêmes idées sont exprimées dans un article de Lénine paru dans un journal de Moscou.

Les nouvelles idées de Lénine se réduisent à ceci :

La culture paysanne est absolument désorganisée, l'industrie des villes est en pleine décadence. Puisque les exploitations paysannes ruinées ne peuvent absolument pas supporter le système des réquisitions du blé, faites sans tenir compte des besoins des ménages individuels, ni de l'état de la récolte, il faut remplacer ce système par un impôt qui ne prélève qu'une petite partie du blé récolté en tenant compte de l'importance de la récolte et du surplus qui restera au paysan une fois satisfaits tous les besoins domestiques.

L'industrie n'étant pas en mesure de produire les objets dont les paysans ont besoin et le Gouvernement soviétique ne pouvant pas reconstituer cette industrie et la mettre en marche ; d'autre part, aucun échange ne pouvant s'organiser tant que l'industrie n'aura pas fourni à l'Etat les produits que celui-ci pourrait donner aux paysans, en échange contre les denrées alimentaires ; le Gouvernement soviétique croit devoir recourir en vue de la reconstitution de l'industrie à de nouvelles mesures : reconstitution de la petite industrie et les concessions.

Le rétablissement de la liberté du commerce et de la petite industrie n'est-il pas en même temps le rétablissement du capitalisme ? Loin de le nier, Lénine l'affirme expressément.

« Le capital groupe la petite production, il naît d'elle », dit Lénine. « Il ne faut pas fermer les yeux sur ce fait. Certainement, la liberté du commerce, signifie un progrès du capitalisme. Il est impossible d'y échapper et celui qui voudrait le faire et se débarrasser ainsi de la difficulté ne ferait que se payer de mots. » (1)

Mais s'il en est ainsi, pourquoi Lénine accepte-t-il ce

---

(1) *Novy Mir*, (Le Monde Nouveau), n° 73, 1921. — *Novy Pout*, (La Nouvelle Voie), du 11 mai 1921.

rétablissement du capitalisme ? C'est parce que, disait-il, ce capitalisme n'est plus à craindre pour la République des Soviets, le pouvoir soviétique ayant entre ses mains une arme aussi puissante que le « capitalisme d'Etat ». C'est le capitalisme d'Etat qui existe actuellement en Russie soviétique. « Puisque nous ne sommes pas encore de force à réaliser la transition directe de la petite production au socialisme, — dit Lénine — le capitalisme est dans une certaine mesure inévitable, en tant que produit automatique de la petite production et du petit échange, et nous devons, par conséquent utiliser le capitalisme et surtout l'aiguiller vers le capitalisme d'Etat qui est le chaînon intermédiaire entre la petite production et le socialisme, un moyen, un procédé, une méthode, une voie pour relever les forces productrices. »

« Le capitalisme est un mal en comparaison avec le socialisme. Le capitalisme est un bien en comparaison avec le moyen-âge, avec le bureaucratisme, conséquence logique de l'éparpillement des petits producteurs. »

« Le capitalisme d'Etat n'est pas un danger pour un pouvoir socialiste, d'abord parce qu'il suppose le contrôle exercé par l'Etat sur l'industrie, le commerce, les transports et le crédit, ensuite parce qu'il peut se manifester par des concessions accordées à l'étranger, même, s'il le faut, aux capitalistes russes. Toutes les richesses naturelles, les fabriques, usines, chemins de fer, appartenant maintenant à l'Etat, ce dernier peut signer avec tel capitaliste n'importe quel contrat lui accordant des matières premières, des mines, des exploitations diverses, des minerais. etc.. » « L'Etat socialiste cède au capitaliste certain des moyens de production qu'il possède ; le capitaliste travaille comme partie contractante, comme un fermier des moyens de production socialistes, et touche un profit en versant à l'Etat une partie des produits ».

Quel est le vrai sens de cette explication de Lénine ?

Le prolétariat, affirment les bolcheviks, s'est emparé du pouvoir politique. Il a commencé la révolution sociale,

qui sera le premier acte de la révolution sociale mondiale, dont la venue était — il y a peu de temps encore — quotidiennement annoncée par les bolcheviks. Cette révolution a été effectuée pour abolir le salariat et l'exploitation de l'homme par l'homme et réaliser cette socialisation des moyens de production et du profit privé qui mûrit d'une façon inéluctable et incessante au sein du régime capitaliste. Telle était l'enseigne. En réalité les instruments de production ont donc été déclarés propriété de l'Etat; mais cet Etat ne peut rien produire sans les capitalistes. Le prolétariat a enlevé aux capitalistes les moyens de production mais il reste impuissant au milieu des biens expropriés, qu'il n'arrive pas à exploiter. Pour ne pas mourir de faim, il rappelle ces mêmes capitalistes, non plus en qualité de propriétaires, il est vrai, mais en qualité de fermiers. Les moyens de production « socialistes », comme les appelle pompeusement Lénine, sont affermés à des capitalistes qui sont autorisés à conduire l'exploitation d'après les principes du capitalisme privé. De quel droit dans ces conditions Lénine donne-t-il à la République soviétiste le nom d'Etat socialiste ? Qu'y-a-t-il de socialiste en lui ? Il fut un temps en Russie, comme dans les autres pays, où une grande partie de la terre et presque toutes les richesses naturelles étaient considérées comme propriétés du tzar. Pour faire produire cette terre et faire exploiter ces richesses, le pouvoir d'Etat les affermait à des particuliers. Il en a été ainsi en Russie déjà au temps de Pierre le Grand ; mais il n'est jamais venu à l'esprit de personne de considérer cette politique du mercantilisme comme une politique socialiste.

Il est clair que si, à la place du communisme, c'est le « capitalisme d'Etat » qui existe en Russie, un régime économique socialiste est impossible, car « capitalisme d'Etat » est du capitalisme.

Toute l'économie nationale est déclarée propriété de l'Etat de même qu'il y a quelques deux cents ans elle était considérée comme « propriété du roi ». De même qu'au-

trefois, les fabriques, les usines, le sous-sol étaient affermés à des entrepreneurs, de même le pouvoir soviétique se propose maintenant de les affermer à des capitalistes. C'est à cela que se réduit l'idée de Lénine. Or, la réalisation de cette idée n'est autre chose que la reconnaissance à l'Etat du droit de monopole et du droit de prélever un impôt sur des entreprises capitalistes. Dans ces conditions, l'emploi même du terme « socialiste » appliqué à la terre, aux fabriques, aux usines, aux mines, aux chemins de fer et aux entreprises commerciales n'est aucunement justifié. Car il ne suffit pas que tout cela soit déclaré propriété de l'Etat pour que le régime économique devienne socialiste. Ce dernier terme suppose, en effet, l'appropriation sociale de la plus-value, et l'administration collective de la vie économique. Mais si les usines appartenant à l'Etat administrées par des entrepreneurs particuliers, deviennent des exploitations particulières qui donnent un profit à l'entrepreneur et paient à l'Etat un impôt sous forme d'une partie des produits, il ne peut être aucunement question de régime socialiste.

Le pouvoir prolétaire — dit Lénine, pour tranquiliser ses auditeurs, — exercera son contrôle sur ce capitalisme. Mais à quoi servira ce contrôle ? Cela se comprend tout seul lorsqu'il est revendiqué par la classe ouvrière en société capitaliste. Il a alors pour but de faire qu'une partie de la plus-value soit consacrée aux intérêts de l'Etat tout entier et que la classe ouvrière ne soit pas exploitée d'une façon exagérée.

Mais à présent les capitalistes ne sont accueillis qu'en fermiers pour qu'ils développent le plus possible l'exploitation capitaliste et rétablissent aussi les forces productrices ce que ne peut pas faire la gestion socialiste des bolcheviks. Le rôle de l'Etat, c'est-à-dire actuellement du prolétariat, se réduit donc principalement à l'exercice d'un contrôle, aux fonctions d'un gardien de l'exploitation capitaliste privée.

Le prolétariat qui a pris entre ses mains le pouvoir

afin d'abolir le capitalisme, devra veiller sur les intérêts des entreprises affermées aux capitalistes privés, du développement desquelles dépendra la quantité de produits qu'il obtiendra, c'est-à-dire son propre bien-être.

§ 3. Un « répit économique » ou la liquidation du communisme ?

Le Congrès des Conseils d'Économie Nationale qui siégeait au mois de mai dernier à Moscou devait répondre à la question fondamentale suivante : les récents décrets sont-ils seulement un prétexte commode pour « un répit économique », ou marquent-ils véritablement le commencement de la liquidation de la politique communiste ? Le Congrès, comme nous l'apprennent des résolutions adoptées, s'est prononcé pour cette dernière solution.

Lorsque nous parlons de « liquidation de la politique communiste » nous ne voulons pas dire par là que le Congrès a décidé d'abolir le régime soviétique, car la liquidation de la politique communiste signifierait alors la fin de tout le système soviétique et du Gouvernement soviétique. Or, cela, les bolcheviks ne l'accepteront pas de leur plein gré. Ils continuent à parler comme s'il était possible, tout en maintenant la politique des nationalisations et le régime soviétique, d'effectuer certaines réformes économiques partielles capables, selon eux, d'améliorer la situation économique de la Russie soviétique et de consolider le pouvoir existant. Mais c'est là l'illusion du jour que maintiennent de bonne foi certains bolcheviks qui ont gardé leurs croyances et dont ils se servent pour cacher le véritable état de choses aux masses populaires. Lorsque nous disons que la nouvelle orientation de la politique économique soviétique équivaut à une liquidation de la politique communiste, nous voulons exprimer par là que l'expérience d'un rétablissement partiel du capitalisme privé devra aboutir tôt ou tard à désagréger davantage encore

le système soviétique et à acculer le pouvoir soviétique à une situation plus désespérée encore, qui rendra d'autant plus impossible la mise en pratique du programme bolcheviste.

Il faut dire que ce n'est pas sans peine que le Congrès est entrée dans la nouvelle voie. La lutte entre l'aile «droite» et l'aile « gauche» du parti communiste n'a pas cessé de se poursuivre au Congrès et, suivant l'expression d'un journal bolcheviste, « *Novy Pout* », on constatait dans les débats « des retours aux anciennes croyances. »

Une lutte cachée, il est vrai, avait lieu entre les deux rapporteurs : Rykov, qui se prononçait pour la nouvelle orientation, et Milioutine (1), qui s'efforçait d'apporter à la nouvelle politique une série d'amendements destinés à rendre le changement moins brusque et qui payait un large tribut à l'optimisme officiel et à la phraséologie communiste.

Les résolutions adoptées par le Congrès se réduisent dans leurs traits généraux à ceci :

Les branches d'industrie les plus importantes, les grandes entreprises restent entre les mains de l'Etat. Mais l'attention doit se porter surtout vers la petite et la moyenne industrie, auxquelles l'Etat donne toutes les possibilités pour se développer. Les petits artisans et les petits industriels sont libres de recevoir des commandes particulières et de vendre au marché libre leurs produits. La constitution des stocks de matières premières est confiée à la coopération. Les entreprises nationalisées peuvent recevoir des commandes des particuliers et des groupements. Enfin, le Conseil Supérieur d'Economie Nationale a le droit d'affermer telle ou telle entreprise nationalisée à des particuliers et à des coopératives.

Comme on le voit, le Congrès a adopté le programme de

---

(1) M. Rykov était le Président du Conseil Supérieur d'Economie Nationale, M. Milioutine est un membre du Bureau du même Conseil.

Lénine qui constitue le rétablissement sur une très vaste échelle de l'exploitation capitaliste privée. Ce programme se trouve réalisé dans le décret du 5 juillet 1921 « Sur le mode d'affermage des entreprises qui sont du ressort du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale ».

D'après l'article 1 du décret, « le droit est accordé aux coopératives, associations et autres unions ainsi qu'aux citoyens isolés, de prendre à bail les entreprises industrielles, appartenant à l'Etat, aux fins de leur exploitation. »

Le décret rend les preneurs à bail responsables de l'intégralité des biens, qui leur sont affermés, et leur impose l'obligation d'observer les règlements relatifs à l'engagement et au licenciement des ouvriers, à l'assurance du travail et aux autres conditions du travail. D'autre part, on garantit aux preneurs que le contrat ne sera pas résilié avant le terme prévu dans le traité autrement que par une décision judiciaire. (art. 4, 5 et 6.)

Le centre de gravité de la nouvelle politique, qui a trouvé son expression dans ce décret, est contenu dans les articles 7 et 8. Le premier de ces articles reconnaît aux preneurs droit de recevoir des commandes des particuliers, de produire des marchandises pour le marché libre, ainsi que de conclure des contrats pour des fournitures et des commandes tant avec des particuliers qu'avec des institutions de l'Etat (1).

Cet article met fin à toute la politique communiste du pouvoir soviétique. Si le décret du 25 mars sur le libre échange interdisait encore l'acquisition des objets de consommation en vue du trafic, le nouveau décret annule jusqu'à cette restriction. Il autorise non seulement l'acquisition, mais aussi la production en vue du trafic sur le marché libre. L'autorisation de prendre des commandes des particuliers implique l'abolition de toute règlementation de l'industrie par l'Etat sous la forme où cette règlementation était pratiquée par le pouvoir soviétique. Autoriser

---

(1) *Izvestia*, du 10 juillet 1921, n° 149.

les entreprises affermées à recevoir des commandes privées et à écouler librement leurs marchandises, c'est, ni plus ni moins, rétablir la concurrence libre avec tous les phénomènes qui lui sont inhérents : les faits de la loi de l'offre et de la demande, les prix libres, les bénéfices individuels, la fixation libre des salaires, etc. Ceci se trouve confirmé par les dispositions de l'article 8 du décret, selon lesquelles l'Etat ne prend envers les entreprises affermées aucun engagement pour ce qui est du ravitaillement des ouvriers et des employés, et les entreprises en question ont le droit d'acheter ce, dont ils ont besoin à l'étranger.

Les entreprises, affermées et gérées selon les principes du capitalisme privé, pourront de cette façon acquérir les vivres pour les ouvriers sur le marché libre et aux prix libres et se procurer par les mêmes moyens les matières premières et les instruments de production.

Il est facile de prévoir que, lorsque ces entreprises auront fait leur apparition sur le marché libre, y apportant leur offre et leur demande, les organes économiques régulateurs des Soviets perdront toute raison d'être.

L'Économie Nationale de la République des Soviets tombe sous l'action de la concurrence libre. C'est le véritable commencement de la fin de toute la politique soviétiste.

La *Pravda* cherche encore à faire croire à ses lecteurs que « si même le prolétariat afferme au capital une fabrique ou une usine, ce n'est pas encore la dénationalisation », mais c'est toujours le premier pas sérieux vers la dénationalisation, dont la réalisation devient fatalement une question de l'avenir le plus proche.

Cependant les résolutions du Congrès et le nouveau décret du 5 juillet sont loin d'exprimer toutes les idées des dirigeants soviétiques.

Le rapport de M. Rykov est particulièrement intéressant à ce point de vue.

§ 4. L'hymne a la libre concurrence.

M. Rykov ne tente aucunement de se servir d'euphémismes. Il détruit brutalement et sans pitié les dernières illusions ; il achève l'utopie soviétique.

Ce qu'a dit Rykov dans son dernier rapport, mérite d'être étudié de très près.

On est tout surpris en lisant ce rapport : il aurait aussi bien pu être présenté par n'importe quel ministre bourgeois d'Angleterre ou d'Allemagne. Le nouveau point de vue développé par le représentant de l'organe supérieur d'Economie soviétique, organe créé pour réaliser l'organisation de l'Economie Nationale russe sur les bases socialistes, consiste en ceci : on doit créer, en République soviétique, *un système économique, basé sur la concurrence.*

Rykov reconnaît ceci : « à mesure que se développeront les échanges libres, nous devrons nécessairement livrer une réserve d'entreprises — celles qui chôment ou qui travaillent mal — à l'exploitation par des sociétés particulières, des coopératives ou des particuliers. Nous ne nous engageons pas à les soutenir pour le compte de l'Etat et aux frais de l'Etat. »

« L'échange libre de l'excédent des matières premières ne manquera pas d'influencer le travail et les usines. Nous devons tendre à ce que le plus grand nombre possible de nos fabriques utilisent cet excédent livré par les paysans. Si une fabrique quelconque peut travailler entre les mains d'un propriétaire particulier, tandis que chez nous elle chôme, ce serait un crime que de ne pas la livrer au propriétaire particulier, puisque nous ne pouvons pas l'exploiter nous-mêmes. Le but principal est de résoudre coûte que coûte, et le plus tôt possible, la crise des marchandises. »

Nous voyons ainsi les dirigeants soviétiques déclarer par la bouche de Rykov ce que les adversaires des bolcheviks ne cessent de répéter : « Si le pouvoir soviétique est incapable d'utiliser les moyens de production socialisés par

lui, il est criminel de maintenir la politique des nationalisations. Il vaut beaucoup mieux rétablir les exploitations capitalistes privées et permettre aux propriétaires particuliers de faire ce que le pouvoir soviétique n'est pas en état de faire ».

En développant une autre pensée de Rykov on peut aller plus loin encore. Si, comme il dit, le but fondamental est d'arriver, coûte que coûte et le plus tôt possible, à la reconstitution économique de la Russie, le moyen le plus rapide pour y arriver est l'abolition du système soviétique tout entier.

Malheureusement, la pensée des dirigeants soviétiques ne travaille pas encore d'une façon aussi logique et aussi simple. Rykov vise à tout autre chose, lorsqu'il reconnaît la nécessité de dénationaliser une partie de l'industrie et de remettre certaines entreprises à des capitalistes particuliers. Il espère que ces entreprises capitalistes feront concurrence aux entreprises soviétiques. Cette concurrence faisait défaut jusqu'à présent.

« Nous n'avions pas, nous ne tolérions pas de concurrents, — dit M. Rykov, — nous les anéantissions par les réquisitions, les confiscations, etc., même lorsqu'ils étaient plus doués et plus habiles que nous. Nous pouvions toujours, en nous servant du privilège de l'Etat — du pouvoir — les éliminer du champ d'action de la vie économique. On doit y mettre fin de la façon la plus décisive. Nous devons vaincre maintenant, non en usant d'ordres et de monopole, mais en travaillant mieux. Un avantage — et un grand avantage — de la politique des concessions et du libre échange consiste en ce qu'elle obligera chaque travailleur économique de faire un effort pour vaincre dans un combat ouvert et loyal » (1)

Frédéric Bastia et J. B. Say eux-mêmes n'ont pu chanter un hymne plus éloquent à la gloire de la libre concurrence, de son principe vivifiant et de ses conséquences bienfaisantes.

(1) *Economitcheskaia Jisn*, n° 109, 1921.

« La concurrence est dans le monde industriel ce que le soleil est dans le monde physique. Tout ce qui la restreint est un mal, tout ce qui l'étend est un bien » — disait J. S. Mill.

« Nous devons vaincre dans un combat ouvert, et la concurrence nous obligera tous à faire un effort, » dit M. Rykov. La majorité des dirigeants soviétiques le disent également sans avoir conscience de parler en prose.

Telle est l'évolution remarquable de la pensée économique du bolchevisme. D'abord nationalisation et suppression de la concurrence, comme moyen de développer les forces productrices et émanciper le prolétariat. Et maintenant, abolition de la nationalisation et retour à la concurrence, comme moyen de relever les forces productrices tuées par la nationalisation. Faut-il dire que les espoirs de Rykov de voir l'industrie nationalisée sortir victorieuse de ce « combat ouvert et loyal » sont absolument éphémères ? Lorsque Rykov dit que le pouvoir soviétique « a un avantage énorme sur n'importe quel concurrent sur le territoire de la République, car il s'appuie sur le Gouvernement, l'appareil de l'Etat, toute la grande industrie et tous les moyens de transport », n'importe quel enfant de la République des Soviets qui souffre du rachitisme et de la scrofule et qui manque de lait pourrait lui répondre que tout cela, ce sont, comme dit Hamlet, des mots, rien que des mots, auxquels les dirigeants soviétiques paient leur dernier tribut.

Car s'il en était ainsi, pourquoi faudrait-il faire revivre l'initiative privée et chercher dans la libre concurrence le salut contre l'activité de l'Etat, activité qui, suivant l'expression de Rykov, « tue tout » ?

Les conséquences réelles de la nouvelle politique vont encore plus loin. La liberté des échanges réduit à zéro le rôle jusqu'ici à cet égard par l'Etat. Et si l'Etat perd ses anciennes fonctions dans l'organisation de la circulation de marchandises, cela entraîne un changement radical dans le fonctionnement de tous ses organes économiques supérieurs.

Le plan économique unique devient une impossibilité ; le rôle du Conseil Supérieur d'Economie Nationale et des conseils locaux se réduit à néant. En même temps devra s'écrouler toute l'ancienne centralisation de l'appareil économique soviétique, et comme l'appareil administratif joue, en République soviétique, un rôle énorme dans l'organisation économique, cet appareil lui-même devra subir des changements qui, à leur tour, devront entraîner la dissolution du système soviétique.

Nous voyons la presse soviétique développer des idées frisant une liquidation complète du système soviétique.

Le « Novy Mir » de Berlin fait remarquer qu'à la suite de de la proclamation de la liberté des échanges, l'Etat ne gardera entre ses mains que l'organisation d'une partie de la production et la surveillance générale de la vie économique. Le Commissariat du Ravitaillement devra se consacrer uniquement à la répartition de l'impôt en nature, c'est-à-dire remplir les fonctions habituelles d'une administration financière répartissant les impôts perçus.

Tout ce qui ne fait pas partie de l'impôt revenant à l'Etat est l'objet de la circulation libre.

Dans ces conditions, le Conseil Supérieur d'Economie Nationale devient lui aussi inutile et doit être remplacé par un simple ministère (ou Commissariat en langue soviétique) de l'industrie, qui n'aura à gérer que les industries les plus grandes. Mais si l'on supprime les principaux organes règlementant la circulation économique, si les échanges libres, effectués par les petits producteurs, deviennent l'élément le plus important, les organes administratifs doivent eux aussi changer en conséquence. Au mois de juin de l'année courante, le Conseil des Commissaires du Peuple a fait cette conclusion indispensable. La nouvelle politique confie la réalisation du plan économique unique au Conseil Supérieur du Travail et de la Défense, dont le président est Lénine et le président suppléant Rykov, obligé de quitter son poste précédent. Le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale est réduit en réalité au rôle de sim-

ple Commissariat de l'Industrie. Prochainement, tous les organes soviétiques supérieurs devront être également modifiés.

« Une guerre civile acharnée et tout ce qu'elle a entraîné pendant trois ans », déclarait récemment la *Pravda*, « ont donné à nos administrateurs certaines habitudes, créé certaines méthodes d'action, qui reposaient surtout sur la coercition, réalisée d'une façon décidée, ferme et inébranlable. Cependant, un grand danger se cache dans le caractère pétrifié de ces modes d'administration militaire, dans leur idéalisation, dans l'habitude d'envisager chaque problème de la politique intérieure comme un problème militaire que l'on peut résoudre par une attaque audacieuse ; le danger menace le bon fonctionnement de notre appareil administratif, aussi bien au centre qu'à la périphérie ».

En d'autres termes : la centralisation et le bureaucratisme, qui ont étouffé la vie économique, sont reconnus inutiles et même nuisibles. La presse soviétique répète, sur la nécessité d'assurer le concours des diverses forces sociales, sur l'initiative de la population, les mêmes phrases que celles dont se servait le pouvoir tsariste à la veille de sa chute, lorsqu'il s'agitait désespérément et espérait, en attirant quelques bureaucrates libéraux, se préserver de la désorganisation chaque jour croissante. De même qu'alors le seul but, le seul désir du tzarisme était de garder le pouvoir qui s'échappait déjà de ses mains, de même le pouvoir soviétique abandonne dans sa politique économique toutes ses positions l'une après l'autre, prêt à accepter le rétablissement du capitalisme sous n'importe quelle forme pour conserver le pouvoir politique. Les derniers décrets, tous les articles de la presse soviétique, tout ce qui a déjà été dit et fait par le Congrès et par les dirigeants soviétiques témoignent d'une seule chose : il ne reste plus au parti communiste qu'à enlever l'enseigne de « socialiste » qui recouvre une République marchant à toute vitesse vers le rétablissement du capitalisme.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE DES CONCESSIONS AUX CAPITALISTES ÉTRANGERS

§ 1. L'aide de capital étranger.

L'idée d'attirer des capitalistes étrangers, en vue d'aider la République des Soviets à sortir de ses difficultés, s'est fait jour depuis longtemps parmi les politiciens soviétiques. En examinant les conséquences économiques du traité de paix de Brest-Litovsk et prévoyant que ce traité paralyserait l'industrie russe, les hommes politiques des Soviets ont dû poser cette question : peut-on dans les conditions d'économie communiste, attirer vers la Russie des capitaux étrangers ? La réponse donnée notamment dans un rapport spécial de Radek a été affirmative. Il a été reconnu qu'on pouvait attirer des capitaux étrangers, au moyen de concessions à accorder à des capitalistes étrangers.

Plus tard, en 1918 et 1919, les pouvoirs soviétiques se sont fortement occupés du projet de concessions pour la construction du grand chemin de fer du Nord. Ces concessions devraient comporter également le droit d'exploitation des richesses forestières des territoires traversés par ce chemin de fer.

Au premier Congrès des Conseils de l'Economie Nationale, Radek a présenté la résolution suivante, relativement

aux concessions : « Attendu que pendant plusieurs années notre balance commerciale ne pourra se solder que par des passifs, nous ne pourrons recevoir les marchandises qui nous seront nécessaires qu'au moyen d'emprunts employés à l'achat de ces marchandises. En garantie des crédits, qui pourront nous être accordés en vue du paiement des marchandises achetées par nous, nous pourrons accorder des concessions ».

En juillet 1918, la commission spéciale auprès du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale a élaboré dix propositions relatives à la politique de concessions. Deux de ces propositions disaient ce qui suit : « 10. Le capital étranger sous forme de marchandises peut être associé à l'organisation de toute une série d'entreprises de l'Etat, moyennant une concession du droit de louage des richesses naturelles de la Russie, non exploitées encore ». « 8. On pourra garantir au capital étranger le paiement des intérêts sur les fonds engagés soit en matières premières ou en produits mi-fabriqués. »

Au commencement de 1920, le Gouvernement des Soviets a élaboré des « principes généraux d'un contrat normal de concessions des richesses forestières ». D'après le projet de contrat normal, les concessionnaires recevraient une certaine étendue couverte de bois, auraient le droit d'user pour leurs besoins de tous les matériaux de bois pendant une certaine durée ne dépassant pas toutefois cinquante ans, auraient la faculté d'établir sur ce territoire des ateliers, des usines, des constructions de toute nature, des entrepôts, des magasins, de construire des ponts, des chaussées, des routes, des voies d'accès, de nettoyer les cours d'eaux, de procéder à tous travaux d'amélioration du sol et de préparation de ce dernier en vue de la production agricole.

Moyennant cela, le Gouvernement des Soviets se réservait une certaine partie de la production réalisée sur le territoire concédé, aussi bien en matières premières qu'en articles fabriqués. Le Gouvernement des Soviets se réservait le droit de retenir la partie lui revenant en nature, moyennant

paiement aux concessionnaires d'après les prix pratiqués à Londres ou sur quelque autre marché mondial. L'Etat participe aux bénéfices de l'entreprise concessionnaire, si ceux-ci excèdent 8 %, pour le quart ou la moitié de l'excédent. Les revenus des entreprises concessionnaires sont exempts d'impôts. La durée fixée dans le contrat une fois expirée, l'entreprise devient la propriété de l'Etat qui remboursera au concessionnaire tous ses débours non amortis encore au moment de l'expiration du délai fixé (1).

Les hommes politiques des Soviets se préoccupent, comme on voit, depuis longtemps, de la question des concessions à offrir aux capitalistes étrangers. On peut dire que, déjà, au bout de quelques mois après leur révolution, les pouvoirs soviétiques ont compris qu'ils ne pourraient jamais arriver par leurs propres moyens et forces à gérer convenablement l'Économie Nationale de la Russie et qu'ils seraient forcés de faire appel au concours du capital étranger. Mais ce concours, ils se l'imaginaient au début sous la forme très modeste de crédits ordinaires pour les marchandises, ou même sous forme de concessions à accorder, mais des concessions où l'Etat aurait participé et sur lesquelles il aurait exercé son contrôle. Du reste, le concours du capital étranger devait être acquis principalement pour les entreprises de l'Etat, c'est-à-dire pour les entreprises nationalisées. Cependant, il y eut aussi des voix pour dire qu'il était nécessaire d'accorder au capital étranger une liberté complète d'action, dans la République des Soviets, étant donné que celle-ci se trouvait «en face d'un krach industriel».

En 1919, ces voix étaient très rares, et personne ou presque personne parmi les politiciens soviétiques n'y prêtait oreille. Mais en 1920, surtout au cours de la seconde moitié de cette année, l'état de l'Economie Nationale russe avait tellement empiré que le concours du capital étranger était devenu une nécessité vitale. Ce moment coïncida précisément avec les pourparlers au sujet de la reprise

(1) *Economitcheskaia Jisn*, 1920, n° 94.

des relations commerciales entre la République des Soviets et les états capitalistes de l'Occident. Quelle forme pourraient revêtir ces relations renouvelées ?

La Russie des Soviets n'a rien à exporter en échange de ces grandes quantités de marchandises étrangères dont elle a tant besoin. Elle n'a gardé qu'une petite quantité d'or, dont les Soviets sont d'ailleurs prêts à user pour leurs paiements ; elle peut donc être vite épuisée. Par ailleurs la Russie des Soviets ne peut guère compter sur un crédit suffisant. Reste un seul moyen de paiement pour les marchandises étrangères : des concessions à accorder à des capitalistes étrangers.

Un radio spécial lancé de Moscou en décembre dernier et intitulé « L'occident capitaliste et la Russie des Soviets » communiquait au monde entier : « Avant la guerre, la Russie recevait de l'étranger jusqu'à 60 % de tout le matériel technique qui lui était indispensable. A présent, elle peut également recevoir ce matériel de l'étranger contre de l'or ou des marchandises russes. Or, les réserves actuelles d'or et de marchandises sont loin d'être suffisantes, c'est pourquoi il faut sortir de cette situation en s'adressant au concours des capitalistes occidentaux, en leur accordant des concessions pour l'exploitation des richesses naturelles afin de pouvoir exporter à l'étranger ce qu'il faut pour acquitter nos obligations. »

Au congrès des cheminots, qui eut lieu à Moscou en décembre 1920, Trozky déclarait : « les concessions sont une des formes de notre commerce extérieur. »

En motivant la nécessité des concessions, Lénine a fait, dans un de ses discours, les aveux suivants : nous accordons des concessions en guise de paiement pour les marchandises que les capitalistes étrangers importeront en Russie. Les concessions seront accordées pour l'exploitation de celles des richesses naturelles de la Russie que le pouvoir soviétique ne peut utiliser (1).

(1) *Pravda* de Pétrograd, n° 272, 1920.

« Au point de vue économique, disait Lénine dans un autre discours, nous avons, sans aucun doute, tout avantage à profiter de la haute technique du capital étranger et de rétablir, avec son aide, notre production ruinée. Pratiquement, les avantages que nous y trouvons sont les suivants : par exemple, tout en possédant la Kamtchatka, nous ne pourrons, cependant, l'utiliser dès maintenant. Or, le capital américain y aménagera pour nous toutes les exploitations et nous donnera, dès maintenant, une partie du produit, tandis que nous ne pourrons actuellement rien en tirer par nous-mêmes. » (1). De cette manière, les pouvoirs soviétiques eux-mêmes voient dans les concessions le seul moyen de rétablir la production en Russie et son commerce extérieur. Par l'application de sa politique communiste le pouvoir des Soviets est incapable d'y atteindre. Il se voit donc forcé d'avoir recours aux capitaux étrangers. Il est tout naturel, dès lors, que les capitalistes étrangers doivent disposer de la faculté de conduire leur affaire d'après le principe d'économie privée. C'est justement là le sens du décret sur les concessions, publié le 23 novembre 1920, et qui s'engage dans la voie des compromissions avec le capital privé, compromissions bien plus considérables que celles qu'on avait en vue en 1918 et 1919 et dont nous avons parlé plus haut.

En vertu de ce décret,

« 1° Le concessionnaire sera rétribué par une partie du produit déterminé dans le traité et qu'il aura le droit d'exporter à l'étranger ;

2° En cas d'application sur une vaste échelle, des perfectionnements techniques particuliers, le concessionnaire jouira d'avantages commerciaux (comme par exemple, pour la fabrication des machines, des contrats spéciaux pour des commandes importantes, etc.) ;

3° Le Gouvernement des Soviets garantit que les biens du concessionnaire engagé dans l'entreprise ne seront pas-

(1) *Krasnaïa Gazetta*, n° 275, 1920.

sibles ni de nationalisation, ni de confiscation, ni de réquisitions ;

4° Le concessionnaire a le droit d'embaucher des ouvriers et des employés pour ses entreprises. En admettant ainsi le travail salarié, le Gouvernement soviétique n'y met qu'une seule condition : l'observation des lois sur le travail ;

5° les concessions seront accordées pour un terme aussi long que possible, au cours duquel aucune modification unilatérale des clauses du traité de concession n'est admise » (1).

Ainsi, le décret du 23 novembre 1920 rétablit l'exploitation capitaliste privée en faveur des capitalistes étrangers, auxquels il accorde une liberté d'action économique ordinairement refusée aux citoyens russes de la République des Soviets. Outre ce décret, le Conseil des Commissaires du Peuple a élaboré un plan concret pour 71 concessions. Huit de ce nombre se rapportent aux surfaces boisées en Asie, 30 à la Russie Européenne, dix-neuf concessions visent les richesses minières de la Russie, 14 prévoient l'exploitation des terres arables dans différentes provinces de la Russie Européenne, et ainsi de suite.

§ 2. Le compromis avec le capitalisme.

La politique des concessions, que le Gouvernement soviétique s'est proposé de suivre, l'intéresse non seulement au point de vue du concours des capitaux étrangers — cela serait en somme compréhensible et justifiable, vu la déchéance de l'économie nationale de la Russie. Le but principal du pouvoir soviétique est de faire appel à l'initiative d'entreprises privées, au savoir faire, aux connaissances, aux capacités d'organisation des capitalistes.

Autrement dit, le pouvoir soviétique se propose non seulement d'utiliser le capital étranger dont il pourrait lui-même disposer selon ses principes communistes, mais de *rétablir en partie l'exploitation capitaliste privée.*

---

(1) « *Sur les concessions* ». Edition de l'Etat, 1921.

Ceci trouve sa confirmation dans les motifs par lesquels les militants soviétiques justifient leur nouvelle politique.

D'après l'opinion de M. J. Stepanov, auteur d'une brochure spéciale sur les concessions (1), il est nécessaire de donner des concessions pour assurer la régénération la plus rapide et le développement de nos propres forces productrices : industrie, agriculture, transports. La Russie séparée du reste du monde ne pourrait qu'avec une lenteur désespérante réorganiser sa vie économique.

« Ce n'est qu'avec une lenteur douloureuse que nous pourrons établir une industrie de construction de machines, une industrie chimique, une industrie électro-technique, etc. et cela nous coûterait non seulement une énorme dilapidation de temps, mais encore de nos forces. »

« Notre échange de marchandises avec l'Ouest est limité à notre volume extrêmement réduit de forces productrices. Nous pourrons l'élargir au moyen de nos réserves d'or, mais de très peu seulement, ces réserves étant elles-mêmes peu considérables. Les crédits commerciaux, que le capital étranger accorderait dans certaines conditions, ne l'élargirait pas beaucoup non plus. Si bien que les concessions accordées aux capitalistes étrangers apparaissent seules comme étant susceptibles de jouer un rôle appréciable dans ces circonstances. Les capitalistes de l'Occident peuvent importer des moyens de production divers sans en exiger la contre-valeur sous forme de blé, de lin, de bois, etc. Ils pourront importer des outils, des machines, etc., escomptant la récupération des fonds dépensés et la réalisation de bénéfices des entreprises organisées avec les capitaux importés par eux. » (2).

---

(1) M. Steponov est le Commissaire du Peuple pour L'industrie et le Commerce. Il est un des théoriciens bolchevistes en matières économiques.

(2) *J. Stepanov.* Sur les concessions étrangères. Édit. de l'Etat, 1920.

« Les concessions pourront accélérer considérablement la vivification du pays et sa transformation en un pays moderne sous le rapport de son économie ». (1)

« Les concessions devront contribuer au développement des productions existantes par l'augmentation du nombre d'ouvriers qualifiés et de techniciens spécialistes. » (2)

Enfin, « la nouvelle société socialiste créée en Russie exige aussi une technique nouvelle, applicable non seulement à des branches particulières de l'industrie, mais s'étendant à l'industrie toute entière et aussi avec toutes les productions y afférentes. »

« Les concessions offrent par conséquent, et avant tout, un moyen de raffermir et d'accélérer notre œuvre de création sociale » (3). Ces motifs invoqués pour justifier les concessions sont, au fond, autant d'aveux du fiasco de toute la politique des Soviets.

Le socialisme a toujours répété que, dans la nouvelle société, les forces productrices libérées de toutes chaînes imposées par la propriété privée, atteindrait un épanouissement sans précédent. L'application d'une technique perfectionnée deviendra plus répandue que dans le régime capitaliste, où elle est gênée par des considérations de profit particulier d'industriels individuels. Le rendement du travail, émancipé de toute exploitation, et voué non aux avantages d'un entrepreneur particulier, mais au bien de toute la collectivité, atteindra son maximum. La société, qui pourra disposer librement de la totalité des ressources du pays, sera libérée de la routine capitaliste et privée, bien plus, elle libérera même l'initiative individuelle de toutes entraves et lui procurera le champ d'une étendue illimitée pour son essor.

Or, il se trouve que la République des Soviets est inca-

(1) *Ibid.*, p. 33.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 39.

pable de rien réaliser, dans cet ordre d'idées, par ses propres moyens.

Mais, pour trouver des concours, c'est aux capitalistes privés qu'elle s'adresse. Elle ne rêve que de voir précisément le capital privé venir apprendre aux citoyens soviétiques de la République socialiste toutes ces bonnes choses que, au cours des siècles, le régime capitaliste et bourgeois avait créés.

Le fait que le pouvoir soviétique est obligé de renoncer aux tentations d'instaurer par ses propres forces le communisme en Russie et d'entrer en compromission avec le capitalisme, ce fait les pouvoirs soviétiques eux-mêmes ne le nient point. Au contraire, ils exposent avec la plus grande franchise les considérations pour lesquelles ils se voient contraints de renoncer, pour un temps, à la politique communiste en Russie.

Dans l'interview accordée à un rédacteur du *Petit Parisien* Krassine a déclaré que les bolcheviks ont dû s'adresser au concours du capital privé parce qu'il n'ont pas reçu ce concours matériel du prolétariat européen. Autrement dit : parce que la révolution sociale ne s'est pas réalisée. « Au lieu de chercher à réprimer l'opposition dans la personne des paysans à l'intérieur du pays, et dans la personne du capital étranger à l'extérieur, le pouvoir soviétique a préféré un compromis avec les forces qui lui sont hostiles. »

Tel est également le sens des explications fournies par un autre militant soviétique, M. Radek. « Si la situation permettait de choisir, dit M. Radek, entre la transformation économique socialiste et la guerre contre le capital mondial, adversaire de cette transformation, la seule solution juste eût été la guerre. Mais en réalité la situation est tout autre. Le dilemme qu'il convient de résoudre consiste en ceci : ou la transformation socialiste dans les cadres d'un compromis provisoire, ou la guerre sans aucune transformation économique. » (1)

---

(1) *Die Kommunistische Internationale*, n° 3.

Radek cite, en faveur de la première alternative, les arguments suivants : il reconnaît que la révolution mondiale ne peut être accomplie au moyen d'une explosion ; qu'elle ne peut être réalisée qu'à la suite d'une progression successive et lente de la désorganisation du monde capitaliste ; qu'on ne peut compter sur une émancipation rapide et automatique du prolétariat mondial ; qu'un mouvement spontané des masses occidentales, capables de renverser Lloyd-George, Clemenceau et Wilson est impossible. « Et tant que le prolétariat n'a pas remporté la victoire dans les pays les plus importants ; tant qu'il existe à côté de la République soviétiste des états capitalistes, il faut trouver un *modus vivendi* avec ces derniers et, pour cela, consentir même à des concessions, car, quoi qu'il en soit, tant que la révolution mondiale fait défaut, le socialisme, sous ses formes pures, demeure impossible. »

Ainsi donc, le socialisme ne pouvant être réalisé rien qu'en Russie, un compromis avec le capitalisme est indispensable. La continuation de la guerre contre le capital mondial rend impossible le rétablissement économique de la Russie, c'est pourquoi, il vaut mieux s'adresser au concours du capital privé et l'obliger à servir la cause de la construction socialiste en Russie.

Mais alors une question s'impose. Si le socialisme en Russie est irréalisable sans la révolution mondiale ; si le prolétariat mondial n'est pas encore assez mûr pour cette révolution ; si le concours du capital privé est indispensable, pourquoi alors ce concours ne peut-il être prêté que par le capital étranger et non pas par le capital russe ?

« Parce que », expliquait M. Kamenev au dernier Congrès du parti communiste, « dire que les capitalistes russes eussent pu faire ce que nous proposons de faire aux capitalistes étrangers, c'est dire que nous devons céder le pouvoir aux capitalistes russes. Par contre, lorsque nous invitons les capitalistes étrangers avec leurs machines, leur technique, leurs matières premières, leur savoir faire, nous

les invitons pour qu'ils travaillent et pour qu'ils exploitent les richesses naturelles de la Russie. Ici, nous faisons une concession économique afin de maintenir le pouvor politique des Soviets. » (1).

Il est évident qu'une telle explication n'est permise que dans un meeting. Les bolcheviks eux-mêmes ne la prennent pas au sérieux. Lénine a formulé sa conception du « capitalisme d'Etat » précisément parce qu'il comprenait qu'il n'y a pas de différence entre les concessions accordées à des étrangers et l'affermage des entreprises à des capitalistes russes.

En effet, du moment que le pouvoir soviétique n'est pas capable d'organiser, en Russie, la production des matières premières, et puisque, au lieu d'importer ces matières de l'étranger, il est prêt à l'obtenir en Russie, même avec le concours des capitalistes étrangers, pourquoi n'autoriserait-il pas ces capitalistes à produire également des objets fabriqués, que le pouvoir soviétique est obligé d'importer des pays de ces capitalistes ?

Que l'on accorde à des étrangers le droit de fonder de nouvelles entreprises affranchies de la nationalisation et fonctionnant sur des bases capitalistes privées, ou que l'on rétablisse, par la voie de la dénationalisation, les anciennes entreprises, le résultat dans les deux cas est le même.

Si, comme le croit Lénine, le « capitalisme d'Etat » doit être conservé pour que l'Etat exerce un contrôle rigoureux sur l'action des capitalistes, alors il n'y a aucun danger à affermer les entreprises qui chôment actuellement, non seulement à des capitalistes étrangers, mais aussi à des capitalistes nationaux.

Ainsi, dans la question des concessions, la pensée bolcheviste a sensiblement évolué. Au début les concessions étaient considérées comme un moyen de rétablir la vie économique de la Russie, sans porter préjudice au régime

(1) *Pravda*, le 18 mars 1921.

soviétique, sans ébranler le pouvoir soviétique lui-même. Plus la vie économique se désorganisait, et plus il devenait évident, que l'exploitation par des capitalistes étrangers des richesses naturelles de la Russie ne pouvait aider le pouvoir soviétique à combattre la ruine économique provoquée par sa politique même.

La ruine est allée trop loin. On ne peut plus tarder. Le secours des capitalistes est indispensable non seulement sur la périphérie de la Russie, pour exploiter ses richesses naturelles, mais à l'intérieur du pays, pour rétablir les entreprises déjà existantes. Dans ces conditions on voit disparaître la distinction entre les capitalistes étrangers et nationaux. Au début, le pouvoir soviétique s'était imaginé, qu'il pourrait créer, en plein Sahara socialiste de la République des Soviets, des oasis de culture capitaliste européenne, et que ces oasis alimenteraient et soutiendraient l'ordre économique soviétiste. A présent, il est devenu évident qu'il ne suffit pas d'avoir des oasis, ou qu'il en faut un si grand nombre que tout le socialisme y passerait.

La question des concessions aux capitalistes étrangers a beaucoup perdu de son acuité primitive. Elle a fait place à une autre question dont la portée est beaucoup plus grande : la question du rétablissement de toute l'Économie Nationale. Posée ainsi, la question des concessions se réduit à la simple question de l'affluence des capitaux étrangers en général, — question qui garde son importance indépendamment de ce à qui sera cédée l'exploitation des richesses naturelles et des entreprises isolées.

Le nouveau Président du Conseil Supérieur d'Economie Nationale, M. Bogdanov, vient de formuler comme suit la politique de concessions du pouvoir soviétiste :

« Elle consiste soit en la concession du droit d'exploiter les richesses naturelles, forestières, minières, pétrolières, etc. ; soit en la concession industrielle, lorsque le concessionnaire transforme en partie, ou entièrement, les matières premières mises à sa disposition par l'Etat dans une fabrique, dans les usines de l'Etat, soit des produits, soit

des objets manufacturés ; enfin soit des concessions dites combinées, lorsque tout en lui accordant le droit d'exploiter les richesses naturelles, on impose au concessionnaire l'obligation, soit de développer quelque industrie indispensable à la République, soit de faire des constructions d'utilité.

Ne peuvent faire l'objet de concecession que les branches de l'Économie Nationale ou les richesses naturelles qui, pour une raison quelconque, ne peuvent être exploitées par les moyens de la République elle-même.

Peut être concessionnaire toute personne, à quel Etat qu'elle appartienne. La seule condition que l'on lui pose est de posséder une puissance financière suffisante pour assurer la technique nécessaire à l'entreprise et le ravitaillement aux ouvriers ; de posséder aussi une expérience organisatrice, administrative et technique. » (1)

Comme on voit de ce programme du Conseil Supérieur d'Economie Nationale, le pouvoir soviétique ne fait plus de distinction ni entre les concessions sur la périphérie et celles à l'intérieur du pays ; ni entre les concessions relatives à l'exploitation des richesses naturelles et celles relatives à telles entreprises déjà existantes ; ni, enfin, entre les concessionnaires étrangers et nationaux. Puisque toute l'Économie Nationale de Russie, toutes les forces productrices de la République des Soviets sont sensées appartenir à l'Etat, tous les capitalistes, tant russes qu'étrangers, sont des concessionnaires vis-à-vis de l'Etat soviétique. N'importe quelle branche d'industrie, n'importe quelle entreprise, dans n'importe quelle localité peut être transmise, sous forme de concession, à n'importe quel capitaliste.

Tel est le dernier mot de la politique soviétiste. Au lieu de devenir — comme l'avaient rêvé les bolcheviks — un moyen d'aggraver les relations internationales, au lieu d'être un moyen, très limité, de sortir momentanément de

(1) *Novy Pout*, le 12 juillet 1921.

difficulté, les concessions deviennent une règle générale, elles prennent une grande ampleur et sont érigées en principe général de toute la politique économique des Soviets. En vertu de cette politique, l'exploitation communiste devient une exception, tandis que l'exploitation capitaliste privée devient la forme générale et universellement répandue de la vie économique.

Le Gouvernement des Soviets conserve encore son pouvoir politique. Mais il cesse d'être l'organisateur, le dirigeant et le seul dispensataire de l'Économie Nationale du pays.

CHAPITRE V

LA POLITIQUE OUVRIÈRE.

§ 1. Abolition des tarifs et des contrats collectifs.

La capitulation du Gouvernement soviétique devant les tendances « petit-bourgeoises » des paysans devait être suivie par une capitulation devant les tendances analogues — au point de vue du Gouvernement communiste — du prolétariat urbain.

On sait que la grande masse du prolétariat industriel est actuellement aussi peu pénétrée, que les paysans, de l'esprit communiste soviétique.

Lénine lui-même s'est appliqué récemment à le montrer, au moment où il s'opposait, non seulement à la remise aux unions professionnelles de la gestion de la vie économique nationale, mais même à la participation à l'administration de l'Etat du parti communiste tout entier. Le Gouvernement soviétique a commencé depuis longtemps à tenir compte de ce fait. C'est pour cela qu'il a rétabli le travail et le salaire aux pièces, introduit le travail surnuméraire, allongé la journée de travail, créé des primes, des amendes pour les journées manquées et adopté une série d'autres mesures encore, qui ont complètement enterré le principe de l'égalité et qui ne tablent que sur la concurrence entre ouvriers et sur le désir, chez chacun d'eux en particulier, d'augmenter son gain. (1)

(1) V. mon livre « La République des Soviets ». Payot, Paris, 1921. Ch. V. Le Travail.

Actuellement, par deux décrets nouveaux, le pouvoir soviétique a fait un pas encore dans la voie des ces capitulations.

Le décret sur la « règlementation du travail des ouvriers » du 7 avril 1921, abolit toutes les restrictions qui ont été établies en ce qui concerne le travail supplémentaire des ouvriers sous le régime des primes et du travail aux pièces.

Selon le principe des tarifs et des contrats collectifs le salaire de chaque ouvrier est ordinairement limité à un certain maximum fixé en pourcentage du tarif. On se propose, ainsi, d'opposer une certaine résistance à la tendance qu'aurait l'ouvrier d'augmenter son gain au détriment de sa force de travail et de la qualité du produit.

Le nouveau décret autorise les ouvriers à augmenter leur gain « en augmentant la productivité et l'exécution scrupuleuse du travail », « indépendamment de tout rapport de pourcentage entre le salaire touché et le tarif établi » (art. 1).

Les tarifs perdent par là toute leur signification et le contrat, qui les vise, se trouve en réalité aboli.

Cette abolition de fait des tarifs est corroborée par une autre ordonnance, qui autorise les organes locaux d'administration industrielle « à introduire un système de rémunération simplifié, de façon, à ce que tous les ouvriers saisissent le rapport entre la productivité de leur travail et le montant de leurs salaires » (art. 3).

Si nous ajoutons que le décret autorise en même temps d'introduire en cas de nécessité le « travail aux pièces ou de donner aux ouvriers d'une entreprise le travail à exécuter à forfait » (art. 2), nous verrons le tableau complet d'une restauration de l'ancien système de règlementation du travail, celui en usage dans tous les pays capitalistes avant la guerre.

§ 2. Le rétablissement du « truck-systèm »

Cette restauration énergique du principe du capitalisme privé va plus loin encore.

Nous avons déjà vu, en étudiant les décrets sur la liberté du commerce et la liberté de la coopération, que la liberté des échanges se trouve rétablie, non seulement pour les denrées alimentaires, mais aussi pour les produits de l'industrie manufacturière et de la petite industrie. Il semblait, peu compréhensible comment les produits de l'industrie manufacturière pourraient devenir un objet de libre échange, lorsque cette industrie est nationalisée et son activité toute entière soumise à une série « d'administrations centrales » et « principales ».

Le nouveau décret du 9 avril 1921, visant les « primes en nature » aux ouvriers, résout cette question.

Le Gouvernement soviétique a eu recours à deux mesures: le paiement des salaires en nature et le paiement aux entreprises et aux ouvriers industriels particulièrement zélés, de primes, en nature également, dans la majorité des cas.

Ces desiderata, cependant, ne pouvaient pas le plus souvent recevoir satisfaction, car les autorités soviétiques ne disposent pas de produits en quantité suffisante, non seulement comme le salaire normal des ouvriers, mais pour les donner comme primes.

C'est pourquoi on autorisait souvent les ouvriers à toucher salaires et primes, en produits mêmes de l'entreprise où ils sont occupés. On comprend que ce « truck-systèm » ait donné aussi peu satisfaction aux ouvriers en régime soviétique qu'il en avait donné autrefois en Occident avant l'époque de l'établissement de la législation ouvrière.

Le décret du 9 avril vise à améliorer à cet égard la situation des ouvriers. Reconnaissant et étendant même ce « truck-systèm » il autorise diverses entreprises à échanger leurs produits constituant le fond des primes contre des produits agricoles.

En échange de quels produits un atelier construisant des wagons ou une usine de produits chimiques peuvent-ils obtenir des paysans des produits agricoles ? Il est évident qu'aucun libre-échange ne peut rien faire dans ce cas. Le pouvoir soviétique s'en rend parfaitement compte, et il fait un nouveau pas vers la restauration de cette « anarchie de la production et de l'échange » qui est propre à la société capitaliste et que les bolcheviks avaient pensé remplacer par leur République communiste.

« Pour la rétribution en nature des ouvriers occupés dans les entreprises fabriquant des objets ne pouvant être échangés, dit le décret du 9 avril 1921, les entreprises en question peuvent, avec l'autorisation de l'administration économique locale, fabriquer des objets de consommation courante dans certains de leurs ateliers et en dehors des heures du travail réglementaires » (art. 2). La question est ainsi résolue d'une façon simple. Les ouvriers ont le droit de fabriquer dans leur usine, en dehors de leurs heures de travail, des produits qu'on n'y fabrique pas normalement, mais qui sont susceptibles d'être échangés dans la localité considérée, contre des denrées alimentaires.

Le décret dit aux ouvriers : « Vous avez besoin de pain, de farine, de beurre, d'œufs. Votre gouvernement, qui a socialisé la terre, ne peut pas vous les donner. Il ne peut pas non plus donner aux paysans ce dont ils ont besoin pour qu'ils fournissent les produits qu'il vous faut. C'est pourquoi vous déciderez vous-mêmes quels sont les produits contre lesquels le paysan échangerait le plus facilement son blé, et ces produits vous les fabriquerez vous-mêmes dans vos ateliers. Au lieu de réparer des locomotives et des wagons, fabriquez ce que vous croirez utile de fabriquer. De ces produits, vous pourrez garder une partie si vous en avez besoin, et vous pourrez échanger l'autre partie contre des denrées alimentaires ».

Chaque usine sera guidée, dans ces conditions, par les considérations suivantes : les paysans du département de Tambov, par exemple, ont besoin d'ustensiles de ménage

en fer et ils sont prêts à donner pour les avoir une certaine quantité de denrées alimentaires. Une usine pour la construction des wagons existe à Tambov. Autrefois le pouvoir soviétique, dans la personne du Conseil Supérieur d'Economie Nationale, s'efforçait de réglementer le fonctionnement de cette usine en rapport avec le plan économique général et les intérêts de l'Économie Nationale toute entière. Maintenant les ouvriers ne sont plus obligés à tenir compte de ce plan. Ils peuvent produire des ustensiles de ménage en place de wagons, s'ils considèrent qu'ils en ont davantage besoin, car ils peuvent avoir du blé en échange, tandis qu'ils ne peuvent en obtenir immédiatement en échange d'un wagon.

En somme le nouveau décret améliore la situation. Il rétablit le principe de l'économie privée inspirée dans son activité par les intérêts privés. La division du travail et les échanges, qui, en société capitaliste, résultent du « libre jeu des forces économiques », sont précisément basés sur ce que chaque entreprise fabrique tels ou tels produits en se conformant aux conditions de l'échange, c'est-à-dire aux besoins des économies particulières.

C'est pourquoi, en société capitaliste, l'Économie Nationale n'est pas une économie au sens strict et exact du mot. Elle n'a pas de dirigeant unique et se compose d'entreprises *particulières*, *autonomes* et existant côte à côte.

On sait que l'économie politique bourgeoise considère cet ordre de choses comme un idéal, car il est basé sur le « libre jeu des forces économiques » qui conduit automatiquement à satisfaire les intérêts et les besoins aussi bien des consommateurs que des producteurs et de toutes les classes de la société en général. Le Gouvernement soviétique rétablit maintenant ce « libre jeu des forces économiques » en abandonnant tout à l'initiative privée des individus et des groupes. Impuissant à réaliser l'organisation de l'Économie Nationale, si hautement proclamée par lui, il renonce peu à peu à son pouvoir en ce qui concerne la vie économique.

§ 3. L'échec de la naturalisation des salaires.

En accordant aux ouvriers de chaque entreprise isolée le droit de produire des objet destinés soit à leur usage personnel, soit à l'échange contre des produits alimentaires, le pouvoir soviétique renonce à pouvoir réaliser la naturalisation des salaires. A l'heure actuelle, les militants soviétiques eux-mêmes sont forcés de reconnaître que jusqu'à présent, il ne peut être question de la naturalisation des salaires et que le système des primes rémunérant le travail contredit aux principes socialistes, puisqu'il comporte des élément de coercititon. (1)

Si les primes sont payées en nature et les salaires en espèces, il en résulte, vu la dépréciation progressante du rouble soviétique, que l'obtention d'une prime, — c'est-à-dire la nécessité de produire au delà du programme de production — est le seul moyen de ne pas mourir de faim. Que la naturalisation des salaires ne peut être réalisée à l'heure actuelle, ceci est confirmé par un simple calcul cité par la presse soviétiste.

Dès que furent mis en vigueur les décrets sur l'impôt en nature, sur la liberté de l'échange et sur la coopération, les représentants des unions professionnelles posèrent aux militants soviétiques cette question : si les produits alimentaires et les marchandises manufacturés peuvent désormais être l'objet de l'achat et de la vente libres sur le marché libre, comment peut-on compter assurer à l'ouvrier le minimum de salaires réels ? Il ne pourra pas acheter l'indispensable au marché, aux prix libres, pour de l'argent. Tout ce qui sera mis en vente au marché libre, passera aux mains de ceux qui auront accumulé la plus grande quantité de papier-monnaie.

En réponse à ces inquiétudes le pouvoir soviétique a publié une ordonnance, prescrivant la constitution obligatoire

---

(1) Larine et Holtzmann dans la *Pravda*, n° 94, 1921.

d'un nouveau fonds de marchandises destinées, d'une part, à satisfaire les besoins des ouvriers et, d'autre part, à être échangées contre les produits alimentaires. Ce fonds est constitué au moyen de certains prélèvements déterminés et limités, dans la plupart des industries, à 5 % de la production.

Les ouvriers de chaque branche de l'industrie toucheront de cette façon leur rémunération en partie sur le fonds constitué au moyen de prélèvements ; en partie, sur le fonds de l'Etat, constitué au moyen de prélèvements analogues dans les autres entreprises ; en partie, enfin, sur les réserves que l'Etat doit réunir au moyen de l'impôt en nature. (1)

Cependant, les premiers calculs pratiques ont anéanti tout espoir de réaliser la naturalisation des salaires par les voies indiquées.

On compte, en Russie soviétique, 6 millions de travailleurs. Il faut à chaque ouvrier, avec sa famille, une moyenne de 20 pouds de blé par an, soit, pour tous les ouvriers, 120 millions de pouds. Pour tous les autres besoins, il faut à l'Etat au moins 190 millions de pouds de blé. Cependant, toutes les redevances en blé sont fixées à 240 millions de pouds. Même en supposant que le pouvoir soviétique pourra prélever toute cette quantité, l'Etat ne pourra disposer de réserves indispensables pour réaliser pleinement la naturalisation des salaires. Quant aux autres produits devant être fournis aux ouvriers, la situation est encore moins satisfaisante. L'extraction de la houille dans le bassin du Donetz est d'environ 230 millions de pouds ; le nombre d'ouvriers qui y sont occupés atteint 125.000. Chaque ouvrier a besoin de 20 pouds de blé, soit, en tout, il faut aux ouvriers de cette industrie 2.500.000 pouds de blé. D'après l'équivalent d'échange fixé par le pouvoir

(1) V. la décision du Conseil du Travail et de la Défense du 12 mai 1921 ; les ordonnances n°s 3 et 4 de la Commission pour l'exécution des décrets du 7 avril et du 13 mai. (*Economitcheskaïa Jisn*, n°s 126, 128, 132, 1921).

soviétique, il faut donner pour un poud de blé 4 pouds de charbon. Ceci veut dire que, pour ravitailler en blé tous les ouvriers du bassin de Donetz, il faut donner 10 millions de pouds de charbon. Or, outre le blé, l'ouvrier a besoin d'autres produits alimentaires, et de tissus, et de pétrole, et de tabac.

La région de Bakou donne 40 millions de pouds de naphte et occupe environ 20.000 ouvriers, qui ont besoin de 400.000 pouds de blé (sans compter les autres produits) équivalents à 100.000 pouds de pétrole. Mais les ouvriers pétroliers de Bakou ne sont pas les seuls à avoir besoin de pétrole. Il en faut également aux autres six millions d'ouvriers dont le minimum de consommation est de 2 livres par mois et par personne, soit pour tous, près de 4 millions de pouds par an, ce qui égale à 10 % au moins de l'extraction globale, tandis que le prélèvement au profit des ouvriers est fixé par la loi à 5 % au maximum.

Dans ces conditions, réaliser la naturalisation des salaires est chose impossible.

Du moment que l'ensemble de l'Économie Nationale est déficitaire, les salaires en nature ne peuvent bien entendu être payé que dans une proportion insignifiante. La naturalisation des salaires ne peut être réalisée, lorsque la production du pays répond pour le moins à la consommation sensiblement baissée. En comparaison avec celle d'avant-guerre, la production a baissé dans une proportion encore plus grande, et le pays ne vit, comme on sait, que sur les anciennes réserves accumulées par l'ancien régime bourgeois-capitaliste.

D'après le calcul le plus modeste, il faut à l'Etat soviétique des produits agricoles pour une somme de 400 millions de roubles en or. Cependant, la production indigène ne peut donner de marchandises, susceptibles d'être échangées, que pour une somme de 75 millions de roubles en or, tout au plus.

Et comment en serait-il autrement, puisque l'extraction du minerai de fer n'atteignait, en 1920 que 2,2 % de

l'extraction de 1913, l'extraction du sel 17 % ; celle du charbon 20 %, la fabrication de la fonte 2,12 %; celle des objets métalliques 2,3 %; celle des tissus de coton de 5 à 6 % ; la filature du lin 45 %; la fabrication des allumettes 15 %; celle du sucre 6 % ; celle du tabac 5 %(1).

Dans ces conditions les ouvriers n'ont qu'un seul moyen de se procurer les objets indispensables : c'est de les acheter, au marché libre. Mais puisque, d'une part, il existe un commerce libre et des prix libres et que, d'autre part, les salaires en argent ne sont qu'une faible partie du gain de l'ouvrier, celui-ci a tout intérêt à augmenter autant que possible cette part de la rémunération, c'est-à-dire à insister sur le rétablissement des salaires payables uniquement en argent. C'est ce que conclut à l'heure actuelle la classe ouvrière de la Russie soviétique.

§ 4. La force ouvrière est déclarée simple marchandise.

La proclamation du commerce libre aboutit à une émancipation singulière de la classe ouvrière.

Cette émancipation se traduit, en premier lieu, par la reprise de la lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires ; elle implique, d'autre part, la suppression du travail obligatoire, de la militarisation du travail. Tant qu'il n'y avait pas de transactions commerciales libres, les ouvriers, en luttant pour l'augmentation des salaires, demandaient à l'Etat une quantité plus grande des produits alimentaires et d'objets d'usage courant.

Or, pour que cette revendication pût être satisfaite, il fallait augmenter la production, ce qui, tout compte fait, dépendait des ouvriers eux-mêmes. La classe ouvrière, qui après s'être emparée des moyens de production, n'a su relever ni le rendement, ni la discipline du travail, vit, au moins, que le pouvoir soviétique enlevait à toutes les autres

---

(1) *Ekonomitcheskaïa Jisn*, n° 132, 1921.

classes une partie considérable de la richesse nationale, du revenu national, pour la remettre aux ouvriers. Tant que le principe de la répartition tint la première place et que le mirage d'une répartition équitable cacha aux ouvriers l'égalité dans la misère, et tant qu'existèrent le monopole du blé, la nationalisation du commerce, les répressions pour la spéculation, les prix fermes, etc., la lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires se borna nécessairement à des limites très étroites. A présent la situation a changé du tout au tout.

Le rétablissement de la liberté des échanges, ayant pour conséquence non seulement le maintien, mais aussi l'extension de la circulation fiduciaire, devait renverser d'un coup tous les édifices fantastiques, établis par le pouvoir des Soviets. Aussitôt que les produits d'une exploitation deviennent l'objet de transactions sur les marchés, ils sont soumis aux lois qui régissent les oscillations des prix. Abandonnant les échanges aux forces agissant sur le marché, le pouvoir soviétique place la production pour ces exploitations au moins sous la dépendance des prix établis au marché. L'influence de ces prix s'exerce d'abord sur les frais de production qui, sur le marché libre, ne peuvent être ni fixés ni stabilisés. Or, le coût de la main-d'œuvre constitue l'élément le plus important des frais de production. Et comme ce coût est déterminé par le coût de la vie, la main-d'œuvre tombe — tout frein qui exercerait son action sur les prix du marché faisant défaut — sous l'influence du marché libre et des oscillations libres de ses prix. La fixation des salaires par l'Etat devient, par là, impossible, et plus impossible encore devient leur naturalisation et la répartition par l'Etat de la main-d'œuvre dans le pays. Le marché ouvrier doit nécessairement devenir libre et soumis à l'action libre de la loi de l'offre et de la demande à l'égal de tout autre marché. Il est à remarquer qu'aussitôt la liberté du commerce proclamée les ouvriers de la République soviétique ont demandé en premier lieu le relèvement des salaires, en second lieu leur payement uniquement en espèces.

La vague des grèves, qui a déferlé sur la Russie soviétique en avril et en mai, a été inspirée précisément par ces revendications.

Le Gouvernement soviétique a d'abord essayé de persuader aux ouvriers que c'était de leur part une chose honteuse que de faire grève contre l'Etat socialiste, mais il a vu bientôt que les ouvriers avaient parfaitement raison et qu'ils comprenaient bien mieux, puisqu'ils en sentaient les effets sur eux-mêmes, l'action des lois économiques. A l'instar de tous les gouvernements bourgeois, le pouvoir soviétique a dû reconnaître, par la bouche de M. Holtzmann, qu'il était impossible de monter les salaires aux taux d'avant-guerre (1). Dans l'article intitulé « Le problème du salaire » Holtzmann s'efforce de prouver que l'augmentation des salaires est impossible parce que désavantageuse pour l'Etat. « L'augmentation des salaires en espèces, équivaudrait, au moment présent, à une augmentation de l'émission des signes monétaires, car toute l'industrie en bloc appartient à l'Etat et tous les salaires sont payés aux ouvriers par l'Etat. Les oscillations des salaires en espèces, n'étaient autre chose que des modifications dans la répartition du revenu national. Le relèvement des salaires, en particulier, équivalait à une diminution du profit de l'entrepreneur. Mais actuellement l'augmentation des salaires n'entraîne aucunement la diminution de ce profit. »

Théoriquement et appliqué à une économie vraiment socialiste, ce raisonnement est juste. Mais il ne serait applicable à la Russie soviétique qu'à trois conditions : 1° L'existence d'une production suffisante augmentant la quantité des valeurs économiques dans le pays et, par conséquent, le revenu national ; et 2° la naturalisation des salaires, laquelle à son tour est subordonnée à la première de ces conditions.

En ce qui concerne celle-ci, il est inutile d'en parler.

La naturalisation des salaires n'existe pas.

---

(1) *Economitcheskaia Jisn* du 22 avril 1921.

La troisième condition, dont dépend la naturalisation des salaires, est la socialisation de l'échange. Or, la proclamation de la liberté d'échange appelée fatalement à prendre la forme d'échange pécuniaire, amène, dans les conditions où se trouve la République des Soviets, une répartition des revenus qui n'est pas favorable à la classe ouvrière. Du moment que cette répartition dépend, à présent, de la répartition de la puissance d'achat des différents groupes sociaux, c'est-à-dire dépend de la quantité de signes monétaires, le maintien des salaires bas, payables en argent, implique, pour l'ouvrier, l'impossibilité de se présenter au marché en qualité d'acheteur d'objets de consommation, surtout si la part des salaires payée en nature demeure insignifiante.

Cependant, le pouvoir soviétique lui-même a dû reconnaître la nécessité de conserver les salaires en argent, car la constitution d'un fonds de l'Etat, destiné à naturaliser les salaires, demanderait beaucoup de temps et ne pourrait, d'ailleurs, être envisagée d'une façon systématique avant la réalisation de la nouvelle récolte. (1) « La politique des salaires en espèces doit tendre à assurer à l'ouvrier la quantité indispensable de moyens d'achat pouvant être réalisés au marché local. »

Du moment qu'il existe un marché libre avec échanges monétaires, l'ouvrier préfère, au lieu d'obtenir des produits en fournissant un travail supplémentaire, recevoir un salaire en argent, contre lequel il peut acheter au marché les produits dont il a besoin. Et du moment qu'il doit acheter contre de l'argent, il est inévitable, qu'il réclame une augmentation de salaire en argent. Les ouvriers raisonnent avec beaucoup plus de justesse que les dirigeants soviétiques.

C'est pourquoi le professeur Varga a tort de reprocher à

---

(1) La récolte de l'année courante étant particulièrement mauvaise, la naturalisation des salaires se trouve du coup différée jusqu'à un moment indéterminé.

la classe ouvrière de Hongrie d'avoir, par ses demandes continuelles de hausse de salaires, en présence d'un rendement de travail très peu élevé, fait preuve d'un manque de conscience, d'une survivance de l'idéologie arriérée, vestige du régime capitaliste et d'une incompréhension des intérêts économiques nationaux (1). En réalité, les revendications des ouvriers, tant en Hongrie qu'en Russie soviétique, ont pour cause principale l'incapacité du pouvoir soviétique d'assurer la continuité et la hausse de la production. Les ouvriers, dans ce cas, raisonnent beaucoup plus juste que les communistes les plus instruits.

Après avoir rétabli les salaires en espèces, le pouvoir soviétique devait faire un pas de plus et renoncer, en général, à l'idée de régler le marché du travail sur une échelle nationale.

Tant que le pouvoir soviétique restait fidèle, du moins en principe et en paroles, à la politique de nationalisation, on pouvait, ne fut-ce qu'en paroles également, déclarer, que la force ouvrière a cessé d'être une marchandise, objet de vente et d'achat. La force ouvrière avait été déclarée nationalisée, passible d'être répartie par l'Etat dans tout le pays, conformément aux besoins de chaque branche de l'Économie Nationale et en vue de son utilisation la plus rationnelle.

« Actuellement, écrit l'*Ekonomitcheskaïa Jisn*, la situation est différente. En présence du libre échange, le prix d'achat de la force de travail, presque dépersonnalisée lors de la nationalisation de celle-ci, s'assimile à celui des marchandises soumises aux échanges libres.

La force ouvrière exige de pouvoir augmenter sans cesse son prix. Et la ration égalitaire payée par l'Etat ne peut pas servir de stimulant » (2).

Ainsi le pouvoir soviétique dut en arriver à reconnaître que dans la République soviétiste, tout comme dans la société bourgeoise-capitaliste, la classe ouvrière a le droit

(1) *Varga, op. cit.*, p. 68, 69, 70.
(2) *Ekonomitcheskaïa Jisn*, 1921, n° 89.

de réclamer continuellement l'augmentation des salaires conformément aux conditions variables de la vie économique du pays.

Mais pour que la classe ouvrière puisse revendiquer l'augmentation de son gain en espèces, elle doit posséder les armes indispensables à cet effet : les unions professionnelles, le droit de coalition, le droit de grève, etc., bref, le droit de lutter librement pour l'amélioration des conditions de son existence.

En reconnaissant aux ouvriers le droit de prétendre à l'augmentation des salaires, malgré la nationalisation et la socialisation de certains domaines de l'Économie Nationale, le pouvoir soviétique devra fatalement aboutir au rétablissement du droit de coalition, que le parti communiste se refusait, jusqu'à présent, à reconnaître à la classe ouvrière de Russie.

En attendant, le pouvoir soviétique se borne à faire un autre pas dans ce sens. Il reconnaît la nécessité d'émanciper le travail, en supprimant la militarisation et la coercition, et de rendre le marché du travail aussi libre que tout autre marché commercial.

« Le Commissariat du Travail doit, dans l'intérêt de l'augmentation du prix de la main-d'œuvre, abandonner le système de la mobilisation du travail pour celui de l'embauchage libre. Le système de l'embauchage libre, dit l'*Economitcheskaïa Jisn* (en découvrant ainsi l'Amérique du jour), assure mieux que quoi que ce soit une utilisation rationnelle de la force ouvrière ».

Ainsi, la force ouvrière redevient marchandise dépendant de la situation du marché.

La rentrée en vigueur de la « loi de l'offre et dè la demande » au marché du travail devra impliquer le rétablissement du droit de coalition. Pour cela il faudra révoquer l'étatisation des unions professionnelles, leur rendre leur indépendance et leur autonomie, comme on l'a fait pour les coopératives. Or, il est impossible de faire coexister d'une part la nationalisation de l'industrie,

et d'autre part, le marché du travail libre, la liberté de l'échange et les salaires en argent. Car, en présence de la nationalisation et de la désorganisation de toute l'Économie Nationale, on ne peut soumettre la force ouvrière à la libre action de « la loi de l'offre et de la demande » sans aggraver encore davantage la situation matérielle des travailleurs. La baisse du niveau des forces productives, la disparirition de tout revenu national, quel qu'il soit, conséquences de la politique soviétiste, placent actuellement l'ouvrier dans des conditions incomparablement plus difficiles, que par le passé.

CHAPITRE VI

LE PROBLÈME MONÉTAIRE.

§ 1. La politique de la suppression de l'argent.

Il y a quelques mois seulement, le Gouvernement soviétique a publié un décret par lequel l'argent était aboli sur le territoire de la République.

Il y avait longtemps que les bolcheviks avaient conçu ce projet. Dès leur arrivée au pouvoir ils s'étaient placés à ce point de vue que l'établissement d'un régime socialiste en Russie devait rendre inutile toute monnaie.

Au point de vue de la théorie socialiste les bolcheviks avaient raison.

Le passage de la production toute entière et de la distribution des marchandises aux mains de l'Etat devait modifier également les formes de l'échange. Du moment que tous les moyens et instruments et tous les objets produits appartiennent à l'Etat, l'échange se trouve en réalité aboli : il ne peut exister, du moins dans le sens qu'on donnait autrefois à ce mot, c'est-à-dire comme un échange libre d'un objet contre un autre. Il est remplacé par le simple passage de produits, sur l'ordre des organes économiques de l'Etat, d'une entreprise à l'autre, des exploitations agricoles soviétiques aux dépôts urbains du Commissariat du Ravitaillement, et de là aux ouvriers, à l'armée et au reste de la population. Le charbon du bassin de Donetz

devrait être dirigé immédiatement sur les usines et les fabriques ; les objets fabriqués par celles-ci, les rails, par exemple, devraient être livrés directement aux chemins de fer, les machines aux exploitations minières, etc.

Les ordres écrits des administrations économiques centrales, qui contrôlent la production du pays tout entier et la consommation dans les diverses branches de l'Économie Nationale, doivent suffire pour que la circulation des marchandises s'établisse dans le pays avec une rapidité automatique et un maximum d'économie de forces et de moyens. En présence de ce règlement social de la circulation, la monnaie, comme moyen d'échange, perd naturellement sa raison d'être. Elle ne subsiste que comme une mesure de la valeur. Mais comme l'Etat fixe lui-même tous les prix et détermine l'étendue de la consommation de chaque citoyen, même pour ce but l'argent devient inutile. Il suffit de déterminer le coût de la production, en travail, de chaque objet, pour que la mesure de la valeur soit établie sans le secours de la monnaie.

Et puisque, tôt ou tard, la monnaie est destinée à devenir inutile, il est absolument indifférent et sans danger qu'on en émette actuellement autant qu'on voudra. Quel mal y a-t-il à ce que cette monnaie produite en si grande quantité soit dépréciée ? Cela ne pourrait qu'accélérer le « processus naturel » de sa disparition. Lorsque l'argent aura définitivement perdu toute signification de mesure de la valeur, la réalisation complète d'un système socialiste d'échange ne pourra qu'en être accélérée. Partant de ces considérations, les économistes soviétiques voyaient généralement avec beaucoup de calme le papier-monnaie inonder l'économie nationale russe. Sa production abondante était même, à leurs yeux, une chose utile.

« Le renchérissement général des prix des marchandises, correspondant à la masse générale du papier-monnaie en circulation et à leur assimilation sociale par divers groupes qui se trouvent en relations économiques, fait diminuer l'importance relative du surplus de papier-monnaie exis-

tant dans le pays, en réduit la pression sur le système établi des prix fermes, et neutralise l'action destructive du papier-monnaie sur la circulation de marchandises et sur l'Économie Nationale toute entière » (1).

Telles étaient les idées utopiques basées principalement sur l'ignorance que professaient les militants soviétiques. Elles ont amené en pratique ce résultat que le pouvoir soviétique a émis des billets de banque pour une somme de 1.168 milliards de roubles.

En appelant utopiques les idées des militants soviétiques, nous ne voulons point attribuer cette appellation à l'idée elle-même propre à la théorie socialiste, et selon laquelle l'Économie Nationale organisée n'est pas un régime de commerce et de finances, mais un régime d'échange naturel, où la circulation des valeurs économiques réelles n'implique pas nécessairement la circulation monétaire.

Le caractère utopique de la politique financière des Soviets consiste en tout autre chose. Et les bolcheviks hongrois s'en sont rendus coupables tout autant que les bolcheviks russes (2).

Pour que l'économie organisée sur des bases collectives devienne un régime sous lequel la circulation des valeurs économiques n'ait pas besoin d'argent, il faut que cette circulation, répartition et consommation comprises, effectuée sous la direction d'un organe économique central, se poursuive sans interruption et procure réellement à la population les objets de consommation, les moyens et les instruments de production indispensables à l'industrie.

Sous un régime économique ainsi constitué, les finances de l'Etat font partie de toute la somme des richesses, éco-

---

(1) *Economie et politique des prix fermes.* Recueil d'articles, Moscou 1919.

(2) *V. Varga, op. cit.*, le chapitre « Das Geldproblem in der prolerarischen Diktatur ».

nomiques et nationales, qui se trouvent en circulation. Le budget de l'Etat est naturalisé. Et au moment où l'Etat n'a plus besoin d'argent et peut, par conséquent, d'une part, percevoir les redevances exclusivement en nature et, d'autre part, payer tous les produits et tous les services indispensables, non en espèces, mais exclusivement en nature, — depuis ce moment l'argent perd, en effet, toute importance pour le fonctionnement de la vie économique.

Mais la naturalisation du budget demande, pour être réalisée, deux conditions indispensables après la nationalisation de tous les moyens et instruments de production : la continuité ininterrompue de la production, suffisante pour satisfaire les besoins du pays, et le fonctionnement régulier de l'appareil distributif de l'Etat (tant technique, sous forme de transports, que bureaucratique, sous forme d'organes économiques respectifs). Si ces deux conditions manquent, la naturalisation du budget est impossible. Nous le voyons sur l'exemple des salaires. La naturalisation de ces derniers n'a été qu'une utopie, précisément pour cette raison que l'Etat ne peut ni produire les objets de consommation pour les ouvriers, ni les distribuer à la classe ouvrière.

Cependant, Varga observe, avec justesse, que durant les premières années de la dictature du prolétariat, la production doit être fatalement détruite, et que le budget de l'Etat doit fatalement donner un déficit, et un déficit considérable.

C'est là un véritable cercle vicieux. Le budget de l'Etat doit être déficitaire et ne peut être naturalisé. Pour couvrir le déficit, le pouvoir soviétique ne possède pas, de l'avis de Varga, d'autres ressources que l'émission de papier-monnaie. Mais plus l'inflation augmente, et plus il est difficile de rétablir la production. Or, faute de production, on ne peut naturaliser le budget de l'Etat, de même qu'on n'a pas pu naturaliser les salaires. Le maintien du budget de l'Etat sous sa forme monétaire, demande que le déficit soit couvert avec de la monnaie fiduciaire et augmente, par conséquent, la circulation du papier-monnaie, en aggra-

vant la désorganisation de toute l'Économie Nationale. (1)

En outre, tant que l'on conserve l'argent, on conserve, du moins dans certains domaines, le régime de l'échange commercial. Et tant que ce régime subsiste, l'argent garde toute sa portée, comme mesure de valeur, comme instrument de circulation et comme moyen de paiement. Du moment que ces fonctions de l'argent sont maintenues, toute expérience avec la monnaie fiduciaire contient, fatalement, son propre châtiment. Tant que subsiste le régime de l'échange commercial, la dépréciation de l'argent entraîne inéluctablement, dans la République soviétiste comme partout ailleurs, toutes les conséquences pénibles inhérentes à ce phénomène. On peut même dire qu'en Russie soviétique ces conséquences sont plus graves, car la production est plus ruinée que dans les pays capitalistes.

Les bolcheviks durent s'en convaincre après avoir fait une expérience qui, comme toute leur politique, devra coûter beaucoup trop cher à l'Économie Nationale russe (2).

L'émission du papier-monnaie a atteint, en Russie soviétique, les proportions suivantes :

---

(1) Les déficits du budget de l'Etat soviétiste atteignent les proportions suivantes :

Années	Recettes	Dépenses	Excédent de recettes (+) ou de dépenses (—)	
	en millions de roubles		en millions de roubles	
1913......	3.417	3.556	+	61
1914......	4.556	4.859	—	303
1915......	11.203	11.703	—	500
1916......	17.784	18.100	—	316
1917......	22.154	30.606	—	8.452
1918......	1.804	46.736	—	44.932
1919......	48.954	216.897	—	167.743
1920......	150.000	1.150.000	—1.000.000	

(2) *Varga* dit : « Pratiquement, au début de la dictature prolétarienne, on se trouve toujours en présence d'un grand déficit, et on couvre ce déficit, comme cela se fait actuelle-

Il a été émis, en millions de roubles (1).

Jusqu'au 25 octobre 1917.	18.918
Du 25 octobre 1917, jusqu'au 1er janvier 1918.	6.544
En 1918	29.150
— 1919	170.011
— 1920	944.000
En tout : jusqu'au 1er janvier 1921.	1.168.623

Avant la guerre, la circulation de la monnaie fiduciaire atteignait en Russie 1.633 millions de roubles, ce qui faisait, par habitant, une moyenne de 9,8 roubles ; au 1er janvier 1921, l'émission était de 10.141 roubles par habitant.

Les idées utopiques des militants soviétiques ont amené

---

ment dans presque tous les pays capitalistes, au moyen de l'émission du papier-monnaie.

Au point de vue de l'économie matérielle, il n'y a aucune différence à ce que le budget de l'Etat prolétarien soit équilibré au moyen de la vente au prix de revient collectif des valeurs produites par l'Etat, ou bien à ce que le déficit soit couvert par l'émission du papier-monnaie. L'un et l'autre modes n'auront aucune influence ni sur la quantité des valeurs produites, ni sur leur répartition. Le déficit financier de l'Etat prolétarien n'est nullement identique à la diminution des réserves de valeurs réelles de l'Etat (p. 127).

Varga ne comprend pas que tant que l'argent subsiste comme instrument de paiement et de circulation, l'émission excessive du papier-monnaie, nécessitée par les déficits du budget de l'Etat, amène la baisse de la production et des changements dans la répartition du revenu national. Tant que l'argent subsiste, on ne peut opposer le budget financier au budhet matériel. Car, les instruments du travail étant socialisés, le déficit financier a toujours pour cause l'insuffisance de la production. Du moment que l'Etat est obligé d'émettre de nouvelles quantités de papier-monnaie, c'est qu'il manque de marchandises (V. plus haut).

(1) *Feitelberg*. Das Papier geldwesen im Räte Russland. Berlin, 1920. — *Ekonomitcheskaïa Jisn*, n° 110, 1921.

en pratique ce résultat, que le pouvoir des Soviets a émis des billets de banque pour une somme énorme.

Cependant, la dépréciation du rouble russe, qui en est résultée, n'a aucunement amené la « disparition naturelle » de l'argent. Au contraire, jamais l'argent n'a joué dans le pays un rôle aussi grand. Il a conservé dans la République soviétique toute son importance, d'abord comme mesure de la valeur. Tous les prix, tous les paiements sont effectués en signes monétaires, c'est-à-dire en roubles russes. Non seulement la production dans le pays tout entier et dans chacune de ses branches, dans chacune de ses entreprises, est évaluée en sommes d'argent, mais les salaires, aussi bien lorsqu'il s'agit d'ouvriers individuels que lorsqu'il s'agit de contrats collectifs, sont calculés en roubles.

On n'a pas fait, jusqu'à présent, la moindre tentative de mesurer la valeur et de fonder l'échange sur le coût de la production en travail. Plus grand encore est le rôle joué par l'argent comme moyen d'échange et de paiement. Plus grande est la quantité de billets de banque émis, plus le besoin s'en fait sentir, et plus on ressent leur manque. Les ateliers fabriquant le papier-monnaie n'arrivent pas à satisfaire les demandes.

§ 2. Débordement de papier-monnaie dans le pays.

Nous voyons en Russie soviétique le tableau bien connu que nous offre l'histoire des époques où, dans d'autres pays, la circulation monétaire a été désorganisée. Les exemples devenus classiques de la Grande Révolution Française se répètent constamment dans la République soviétique actuelle.

Lorsque, sous la menace de l'offensive allemande, en 1918, les bolcheviks eurent évacué Pétrograd, l'atelier pour la fabrication des billets de banque fut transféré à Moscou. En plus de cet atelier, un autre fut installé à Penza dans les locaux d'une fabrique de biscuits. On y occupa 1.800 ouvriers travaillant sur les machines les plus

perfectionnées. Cependant, ni la presse de Moscou, ni celle de Penza, n'arrivaient à satisfaire la demande, sans cesse croissante, du papier-monnaie. Il a fallu aménager un troisième atelier à Perm, dans l'Oural. Les trois ateliers occupent 12.000 ouvriers. En 1919, un quatrième atelier fut créé à Odessa.

Lorsque les paquets contenant les billets de banque expédiés du centre tardent à arriver en province, il en résulte une situation catastrophique et une panique générale.

« L'Economitcheskaïa Jisn » parle de ce «phènomène, paradoxal à première vue, que malgré le travail ininterrompu de la presse à billets et l'usage des coupures, nous souffrons non pas de la surabondance de la monnaie, mais de son manque. La province montre de nombreux exemples où la production n'a pas pu prendre de l'extension par suite de manque de signes monétaires dans les caisses des sections départementales du Commissariat des Finances» (1).

Le Gouvernement soviétique est obligé de faire paraître des décrets interdisant l'emploi non justifié des signes monétaires dans les diverses institutions et ordonnant d'accepter en paiement les signes monétaires, quels qu'ils soient, en menaçant presque de la peine de mort ceux, qui refuseraient d'accepter des papiers déchirés ou détériorés.

Il est obligé, en résumé, d'atténuer, dans la mesure du possible, le manque de signes monétaires. La fabrication des billets de banque a été militarisée ; les ouvriers qui y sont occupés sont considérés comme mobilisés et jouissent, en ce qui concerne les salaires, le ravitaillement, les primes, de privilèges spéciaux. Ils travaillent en deux équipes de douze heures chacune. La productivité de travail est augmentée jusqu'à celle d'avant-guerre, c'est la seule branche de l'industrie où les bolcheviks ont pu constater un succès. (2)

---

(1) *Economitcheskaïa Jisn*, n° 92, 1921.

(2) C'est absolument le même tableau que celui que l'on observait au cours de la Révolution Française de 1789.

Les ateliers qui fabriquaient les assignats n'arrivaient pas

Cependant, rien n'y fit. L'argent se déprécie de plus en plus et les émissions des billets de banque augmentent sans cesse.

En 1918, le pouvoir soviétique se borne à imprimer les anciens billets : Romanov, Douma, Kerensky. En 1919, cela ne suffit plus. Au 1er janvier 1920, les anciens billets comprennent 48 % et les nouveaux billets, dits Penza, 52 % de la somme globale de la monnaie fiduciaire en circulation. Au 1er avril 1920, la disproportion augmente encore : les anciens billets forment 32,1 % et les nouveaux billets soviétiques 67,9 % de l'ensemble des signes émis.

Le tableau ci-après indique la rapidité avec laquelle augmentent les émissions depuis 1919 :

à satisfaire les demandes du Trésor. La Convention fonda un atelier spécial, avec 400 ouvriers, pour fabriquer les assignats. Le travail, dans cet atelier, se poursuivait sans arrêt, de sorte qu'un jour les ouvriers déclarèrent la grève, car la journée de travail durait, sans interruption, de 6 heures du matin à 8 heures du soir. On avait promulgué un décret prescrivant de ramasser tous les chiffons de coton, tous les lambeaux, débris de toutes sortes de bulletins électoraux. Plus tard le Directoire publia un décret qui déclarait : « Les directeurs des fabriques d'assignats ont le droit de réquisitionner pour leurs besoins, tous les ouvriers de l'imprimerie ; quant aux ouvriers qui s'opposeront à cette réquisition ils seront reconnus coupables de complot, en vue de porter préjudice à la production, et seront arrêtés ». (*Stourm*. Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution. 1885, v. II, p. 307 pass.)

Le 1er août 1793 des représailles furent décrétées pour refus d'accepter les assignats.

Le 5 septembre 1794, il fut déclaré que quiconque discréditera les assignats par des faux bruits, sera puni et le délateur sera récompensé. (*Ibid.*, p. 313. — *Courtois*, Histoire des banques en France. 1881, p. 99). Les résultats de toutes ces mesures ont été, en France, les mêmes qu'en Russie soviétique : une nouvelle dépréciation de l'argent.

Emissions mensuelles (moyennes) (en millions de roubles):

1917	(novembre-décembre)	2.908
1918	—	2.440
1919	—	14.167
1920	—	78.666

L'espoir de voir disparaître l'argent devait s'évanouir, dans ces conditions. Le bolchevik le plus insouciant même en matière économique, a dû comprendre que tant que le socialisme n'est pas réalisé en Russie soviétique, le problème de l'argent ne doit pas être négligé ; sinon, le pouvoir soviétique lui-même périra dans les ruines du système monétaire.

A présent que les récentes réformes-concessions ont posé la question de la libre circulation des marchandises à l'intérieur du pays, la question de l'argent est devenue plus aiguë encore.

De quelle façon le Gouvernement soviétique pensait-il la résoudre ?

§ 3. Le repentir des dirigeants soviétiques.

Il existe, auprès du Commissariat des Finances, une conférence spéciale chargée de préparer la réforme qui naturalisera le budget et introduira une nouvelle mesure de valeur. On se propose de créer, pour faire fonction de cette mesure, une unité de travail enregistrée.

On prend pour unité de mesure du travail une journée normale de travail d'un ouvrier de la première catégorie des tarifs, et exécutant les 100 % du programme de production; cette unité s'appelle « unité de travail » ou « trade ».

Ce serait une erreur de croire que le projet se propose d'introduire cette mesure pour tout l'ensemble des transactions économiques. Point du tout.

« Le but de l'enregistrement du travail n'est que d'assurer, aux organes économiques réglant l'industrie, les données les plus précises, et facilement comparables, sur le

fonctionnement rationnel de l'organisation économique et sur le rendement du travail dans toutes les institutions et entreprises de l'Etat ».

«L'unité du travail» ne prétend nullement se substituer à l'unité monétaire en tant qu'instrument de circulation. Comme règle générale, elle ne s'étend pas aux entreprises privées, individuelles. (1)

Ainsi, l'introduction de « l'unité du travail » n'a en somme rien à faire avec le problème financier cardinal.

Il y eut de même un autre projet, celui de mettre en circulation des monnaies métalliques, notamment en argent. Ce projet aussi a été décidément refuté jusqu'à présent. Les spécialistes soviétistes ont prouvé d'une façon convaincante aux auteurs de ce projet, qu'en mettant en circulation la monnaie d'argent simultanément avec la monnaie fiduciaire déjà existante on aboutira, en vertu de la loi connue de Gresham, à substituer les signes monétaires de qualité inférieure à ceux de meilleure qualité. La monnaie métallique sera théraurisée tandis que les billets soviétiques continueront à circuler. Quant à effectuer l'échange du papier-monnaie contre la monnaie métallique, ceci est actuellement impossible, car aucun fonds métallique ne pourrait y suffire; il est de même impossible d'établir un cours de change, la Russie soviétique n'ayant ni fonds de marchandises ni, par conséquent, de mesure pour calculer la valeur de l'argent. Quant à supposer que la nouvelle monnaie, les «trades» basés sur « l'unité du travail », pourrait contribuer à relever la valeur de l'unité monétaire soviétique, ce n'est qu'une utopie irréalisable. Quand même on aurait réussi à mettre en pratique l'évaluation en «trades», cela ne ferait qu'introduire dans la circulation de nouveaux signes monétaires qui ne seraient pas de l'argent, mais une espèce de succédané de l'argent. La circulation simultanée de deux catégories de signes monétaires ne donnerait aucun résultat,

(1) *Ekonomitcheskaïa Jisn*, n° 109, 1921.

sinon de faire baisser une fois de plus la valeur du rouble. (1)

On ne peut de même s'attendre à ce que le problème financier soit résolu par l'annulation automatique de l'argent à la suite de sa dépréciation définitive.

« Jusqu'à présent toute la politique, dans la question financière, s'inspirait de la tendance à éliminer l'argent de l'usage courant ; si l'on écrivait quelque chose sur l'argent, c'était pour constater qu'il s'étiole, en tant que vestige de l'ancien régime. La manière de traiter cette question a été abstraite à outrance, car toutes les déclarations sur l'annulation progressive de l'argent s'accordaient bien peu avec les doléances continuelles au sujet du manqe de signes monétaires ».

« L'effet de l'émission excessive des signes monétaires est de faire disparaître les coupures moins élevées qui sont remplacées par des coupures plus élevées. L'unité monétaire en cours commence par 250 roubles. Il suffit de passer quelques instants dans n'importe quel marché de Moscou pour se convaincre que les billets rouges et bleus de 5 et 10.000 roubles, qui passent rapidement sous vos yeux, jouent actuellement le même rôle, que les roubles en argent ou en papier d'antan ; quant aux billets de mille, ils tiennent place de l'ancien billon. Il se peut que le Gouvernement commence à émettre des billets plus élevés encore et alors, dans un an ou même plus tôt, nous verrons des coupures plus élevées encore se substituer aux grandes coupures de nos jours, etc. Ceci durera tant que les clichés d'imprimeries pourront surajouter de zéros au chiffre qui en contient déjà en grand si nombre ». (2)

Il est difficile de trouver une ironie plus sanglante au sujet des rêves soviétistes sur l' « annulation automatique » de l'argent.

Les militants soviétiques commencent à comprendre que la cause principale de la désorganisation de la circu-

---

(1) *Ekonomitcheskaïa Jisn*, n° 92, 1921.

(2) *Ekonomitcheskaïa Jisn*, n° 191, 1921.

lation financière est l'absence de production et l'arrêt de toutes les fonctions économiques du pays.

Du moment qu'il n'existe ni production ni reproduction, il n'y a pas, au fond, de circulation monétaire réelle.

Dans le domaine de la circulation monétaire comme dans tous les autres, la même question fondamentale et décisive se pose devant le pouvoir soviétique.

« Si — écrivait l' « Economitcheskaïa Jisn » — nous sommes fermement convaincus de pouvoir réaliser la satisfaction, en nature, des besoins de la population de façon suffisante à rendre tout simplement inutile le marché libre, nous n'avons évidemment aucun besoin de songer aux réformes financières ; tout ce qu'il nous faut, c'est de veiller à ce que le processus de la disparition et de la dépréciation des signes monétaires se développe de telle sorte que la publication du décret sur la suppression de l'argent coïncide chronologiquement avec l'aboutissement du processus de naturalisation, de façon à se poursuivre sans heurts. Mais, s'il nous faut reconnaître que cette naturalisation ne peut pas être effectuée complètement dans un avenir prochain et que l'échange privé des marchandises devra subsister à côté de la répartition par l'Etat, la question financière se dresse devant nous aussitôt dans toute son étendue et nous ne pouvons plus nous refuser à chercher les moyens de remédier à la crise monétaire » (1).

Le journal reconnaît, de plus, que l'autorisation de l'échange libre des marchandises, qui résulte des récents décrets, et aussi la politique des concessions, dont on a conçu le projet, rendent nécessaire l'existence, dans l'Économie Nationale soviétique, d'une unité monétaire.

Les économistes soviétiques ont fini par comprendre que la dépréciation de l'unité monétaire est loin d'être une chose indifférente pour le pays ; qu'elle se fait sentir surtout pour la classe ouvrière, et qu'en inondant le pays de papier-monnaie on ruine toute l'Economie Nationale.

(1) *Ekonomitcheskaïa Jisn*, n° 92, 1921.

De là cette inquiétude qui commence à s'emparer des dirigeants soviétiques ; de là ces discussions continuelles sur la désorganisation croissante du système monétaire, discussions qui aboutissent à leur faire déclarer que, quelque courte que doive être la période transitoire qu'inaugurent les récents décrets, il est indispensable, même pour cette courte période, de se préoccuper du problème monétaire.

C'est ainsi que, dans cette question également, le pouvoir soviétique revient peu à peu aux idées et aux problèmes caractérisant la société capitaliste. Comment ces dirigeants soviétiques résolvent-ils la question de l'argent ?

Les économistes soviétiques font remarquer, très justement, qu'il n'existe en réalité aucune circulation monétaire dans la République soviétique. La circulation fiduciaire, en thèse générale, n'existe que là où il y a une circulation économique; il en résulte, comme dit l' « Economitcheskaïa Jisn », qu'il n'existe, en ce qui concerne la circulation fiduciaire, qu'un simple «transfert du papier-monnaie des caisses de l'Etat, par l'entremise des consommateurs, dans les tirelires des paysans ».

« L'Etat s'est chargé des principales fonctions de l'activité économique privée. Où donc doivent passer les billets émis par l'Etat et quelle est la raison de leur inflation incessante ? Il est évident que les signes monétaires doivent revenir au Trésor en échange contre les marchandises qu'il délivre. S'il n'en est pas ainsi, c'est que l'Etat n'a pas de marchandises, c'est que la production retarde sur la consommation de la population. » « Certes, l'émission accélérée du papier-monnaie peut s'expliquer par le caractère de la période de transition, durant laquelle la production n'a pu encore être organisée comme il convient. Mais si cet état de choses devait durer, cela voudrait dire que le régime communiste, après avoir accompli sa première tâche, — qui consiste à créer l'égalité matérielle universelle — n'est pas en état d'atteindre son deuxième but, non moins important : de maintenir la production, ne fût-ce qu'à son ancien niveau. Voici pourquoi.

La vraie cause de l'inflation sans exemple à laquelle nous assistons, est une cause ancienne, bien connue : c'est la baisse de la production dans le pays, le manque de marchandises ». (1)

L'auteur de l'article est si convaincu de ce que la baisse de la production rend le budget déficitaire et amène une émission inouie du papier-monnaie, qu'il se prononce contre toute autre mesure de caractère purement financier et technique pour combattre l'inflation; car ces mesures détourneraient l'attention, tant de l'opinion publique que du pouvoir, du seul problème fondamental, le relèvement de la production dans le pays.

§ 4. La renaissance des idées bourgeoises-capitalistes.

Nous voyons à quelles idées bourgeoises arrivent les bolcheviks. Au lieu de se réjouir, comme déclarait récemment Krassine au correspondant du *Petit Parisien*, de ce que le pays est inondé de papier-monnaie, cette « inondation devant aboutir à l'abolition de l'argent », les militants soviétiques commencent à parler la langue des économistes bourgeois.

Il faut dire cependant que, dans la bouche des bolcheviks, l'idée que le relèvement de la production est indispensable comme seul moyen de lutter contre l'inflation du papier, n'est pas très heureuse, car elle implique une contradiction intérieure. Si le pouvoir soviétique était capable de relever la production du pays, et d'augmenter considérablement la quantité de marchandises à l'usage de la population, il pourrait alors réaliser la naturalisation du budget, rendant inutile l'existence de l'argent et couronnant l'édifice du régime communiste. Mais puisque le pouvoir soviétiste est obligé de conserver l'argent,

(1) *Ekonomitcheskaïa Jisn.* n° 49, 1921.

de renoncer à la « matérialisation » du budget et à la naturalisation des salaires ; puisqu'il doit, pour relever la production, demander l'aide du capital privé, il est évident qu'il ne peut être question de politique communiste.

Aussi les militants soviétistes commencent-ils à envisager l'état de choses d'une façon plus raisonnable. Ils ne comptent plus ni sur une reconstruction rapide de la production, ni sur de nouvelles tentatives de socialisation de l'échange. Mais ils estiment, en même temps, qu'on ne peut plus retarder l'assainissement de la circulation fiduciaire.

En réfléchissant sur le moyen de l'assainir, ils arrivent à des conclusions très simples et très bourgeoises.

Il faut, déclare *l'Economitcheskaïa Jisn*, trouver le moyen de retirer le papier-monnaie de la campagne, des mains des paysans, qui en détiennent la majeure partie.

Mais comment retirer cet argent, lorsque l'Etat ne peut fournir de marchandises à la population et que les impôts ne sont pas payés ? Il ne reste qu'un moyen fort simple et fort bourgeois : les opérations de crédit.

Le journal, qui ne doute de rien, propose tout simplement de rétablir les caisses d'épargne de l'Etat et un réseau d'institutions coopératives de crédit avec la banque centrale des coopératives en tête.

Après l'anéantissement des nombreuses caisses d'épargne de l'Etat, qui existaient autrefois en Russie, après la suppression de la Banque Populaire coopérative de Moscou, proposer le rétablissement du crédit équivaut à découvrir l'Amérique. Mais — comme nous l'avons vu — ce n'est pas pour la première fois que cela arrive au pouvoir soviétique. D'ailleurs, reconnaître que l'existence des caisses d'épargne est désirable n'est pas encore attirer l'argent vers elle. Aussi la presse soviétique fait-elle un pas de plus : elle propose de payer des intérêts aux dépositaires et reconnaît même qu'il est « beaucoup plus avantageux pour la République de payer ces intérêts en monnaie dépréciée, que d'émettre continuellement de nouveaux milliards de billets, chose qui accélère la chute du rouble-papier

et mène vers son annulation complète ». (1) Ce que le pouvoir soviétique propose n'est pas autre chose qu'un emprunt intérieur ; il reconnaît en même temps, qu'un tel emprunt est plus avantageux que l'émission du papier-monnaie.

Nous le voyons : toutes les théories « criminelles » de la société bourgeoise et capitaliste sont ressuscitées par la presse soviétique avec une facilité extraordinaire.

Accepter l'argent contre paiement d'intérêts, c'est rétablir encore une fonction de l'argent en tant que capital en *espèces* et de prêt. (2)

S'il est plus avantageux de payer les intérêts des emprunts intérieurs que d'imprimer en masse des billets sans cesse dépréciés, il est évident que ce n'était pas la peine d'annuler les anciens emprunts intérieurs et de ruiner le crédit de l'Etat.

Si l'on reconnaît maintenant que le système qui consiste à baser toute la vie économique sur le papier-monnaie est un mal si grave que, pour les combattre, le pouvoir soviétique est prêt à dénationaliser le crédit intérieur, alors la question se pose d'elle-même : n'est-il pas plus avantageux de rétablir du même coup le crédit étranger, au lieu de vivre de la seule émission du papier-monnaie sans pouvoir importer des marchandises indispensables, qui auraient permis de rétablir la production ?

Ainsi, dans le domaine de la circulation fiduciaire, le pouvoir soviétique doit, pas à pas, liquider ses erreurs passées.

---

(1) *Ibid.*

(2) La même chose eut lieu dans la République des Soviets hongroise. *Varga* raconte que, lorsque le Trésor se vit à court de signes monétaires, le pouvoir soviétique fut contraint de rétablir le libre versement de dépôts, remboursables avec intérêts, dans les établissements de crédit. (Varga, *op. cit.*, p. 117). La Russie des Soviets semble, en ces derniers temps, être arrivée à cette même mesure.

La révision accomplie par le pouvoir des Soviets va plus loin encore. Du moment que l'on ne peut s'attendre à la disparition naturelle de l'argent et que les militants soviétiques eux-mêmes se rendent compte du rapport étroit qui existe entre le débordement du papier-monnaie et le déficit du budget de l'Etat, il est naturel, qu'on prenne des mesures tendant à diminuer ce déficit. Celui-ci a été, jusqu'à présent, la conséquence de la nationalisation qui ne donnait pas de revenu, en causant des frais énormes.

A présent, lorsqu'on se propose de rétablir les exploitations privées et lorsque l'autorisation du commerce libre a amené le rétablissement des entreprises de commerce privées, la presse soviétique soulève la question de la réintroduction de l'impôt de l'industrie, des patentes, de l'impôt sur le capital. La presse demande également le rétablissement des tarifs de chemins de fer, postaux, télégraphiques, etc. (1). Ainsi, le rétablissement de la production capitaliste privée entraîne le rétablissement du budget de l'Etat basé sur des principes capitalistes.

Rétablissement de la monnaie, rétablissement du crédit privé, emprunt intérieur, le budget basé sur les impôts, rétablissement des institutions de crédit — quelle chute de la pensée communiste !

Et cela après la nationalisation des banques, l'annulation des emprunts de l'Etat et les tentatives retentissantes en vue de la socialisation des échanges !

---

(1) *Ekonomitcheskaïa Jisn*, n° 144, 1921.

CHAPITRE VII

LA FAMINE ET SES CONSÉQUENCES

§ 1. La famine est-elle locale ou universelle ?

La politique économique du Gouvernement des Soviets, dont les résultats déplorables ont été, malheureusement trop tard, compris par certains militants bolchevistes, a abouti à une nouvelle et terrible catastrophe : la famine.

Le désastre de la famine atteint un tiers du territoire russe, 800.000 milles anglais carrés, avec environ 50.000.000 d'habitants, soit un territoire quatre fois plus grand que la France et dont la population égale presque celle de l'Allemagne.

La mort par la faim, la fuite éperdue des masses de la population, la panique générale, le désarroi, le désespoir sans bornes, un redoublement de chaos dans l'industrie, dans le commerce, dans les transports, l'effondrement de tous les calculs, de tous les projets récents du Gouvernement des Soviets, — telles sont les premières conséquences immédiates de la mauvaise récolte.

La Russie est devenue le théâtre d'événements qui, jusqu'à présent, n'étaient connus qu'à l'Inde et à la Chine.

Toute l'existence du pays est ramenée à des conditions moyenâgeuses. Il n'y a qu'à l'époque de la « mort noire » (*the black death*), ou dans la période la plus sombre du Moyen-

Age, que les pays de l'Europe occidentale ont connu de telles horreurs, lorsque l'homme était sans force devant le désastre des éléments frappant des millions d'êtres.

La politique de la République socialiste et soviétiste fait de nouveau dépendre des millions d'hommes des forces aveugles de la nature, après avoir détruit en Russie tous les moyens de lutte et de défense que l'humanité civilisée ait conquis.

Au premier moment du désarroi, le pouvoir soviétique adressa au monde entier un appel désespéré de secours.

« La majeure partie de la Russie a souffert de la récolte insuffisante », — disaient les Soviets en s'adressant au sénateur américain France. « Les conséquences de cette catastrophe menacent d'être d'autant plus épouvantables que la Russie est complètement ruinée à la suite de la longue guerre et du chaos interminable à l'intérieur du pays. Il n'existe qu'un seul moyen de parer au désastre, c'est d'apporter un secours urgent aux affamés. Le gouvernement des Soviets supplie le peuple américain, au nom du peuple russe, de sauver celui-ci de la mort par la faim en lui envoyant du blé au plus vite ».

Cet appel au monde bourgeois et capitaliste, le suppliant de sauver de la mort par la faim la population d'un pays socialiste, traduit d'une façon éclatante la situation désespérée où s'est trouvé le pouvoir des Soviets, à la suite de quatre ans de sa politique.

Mais quelles sont, en réalité, les proportions du désastre qui a frappé la Russie ?

Il est impossible d'en fixer l'étendue d'une façon absolument précise. D'ailleurs, ceci n'a pas d'importance capitale pour le sujet du présent ouvrage.

Les représentants et les journaux soviétiques communiquent des données les plus diverses. Le nombre de la population qu'il s'agit de sauver de la faim est porté tantôt à 11 millions, tantôt à 15 ou à 25, ou même à 48 millions.

Le message de Tchitcherine évalue les besoins à

73.000.000 de pouds (1); le commissaire soviétique Litvinov donne à Brown le chiffre de 60.000.000 (2) ; tandis que la Commission gouvernementale de secours aux affamés, constituée auprès du Comité Exécutif Panrusse, chiffre le déficit de blé, dans les régions atteintes, par 58.524.000 de pouds. (3)

D'autre part, les premiers communiqués de la délégation soviétiste à Londres parlaient de 5 millions de tonnes (300 millions de pouds) et Nansen déclare qu'il faut, pour sauver les populations affamées, 4 millions de tonnes (240 millions de pouds) de blé.

Que le gouvernement des Soviets atténue les proportions de la famine et exagère ses propres ressources alimentaires, le fait a été également relevé par le membre du Comité Panrusse dissous à Moscou, l'ancien ministre du Gouvernement Provisoire, S. N. Prokopovitch.

C'est pourquoi ce serait peine perdue que de chercher à établir avec précision les proportions du désastre dans les régions déclarées affamées cette année.

Une question autrement importante est celle-ci : la famine que, pour la première fois cette année, annonce le pouvoir soviétique lui-même, se borne-t-elle aux régions reconnues officiellement comme ayant besoin de secours ? Cette question se rattache à une autre, encore plus importante : la mauvaise récolte et la famine qu'elle implique, présentent-elles des phénomènes fortuits, imprévus, relevant uniquement des conditions climatériques défavorables ? Autrement dit : la catastrophe actuelle s'explique-t-elle par un désastre de la nature, ou bien est-elle le résultat logique et inéluctable de la ruine de l'Économie Nationale russe, ruine causée par la politique économique du Gouvernement des Soviets ?

D'après les données de la presse soviétique et en prenant

---

(1) V. *Novy Mir*, du 15 août 1921.

(2) *Novy Pout*, du 12 août 1921.

(3) V. *Novy Mir*, du 31 août 1921.

pour cote le chiffre cinq, (1) l'état des récoltes de cette année apparaît dans le tableau ci-après :

RÉGIONS	Blés d'automne		Froment	Sarrazin	Millet	Orge	Avoine	HERBAGES	
	Seigle	Froment						secs	Submergés par la crue des rivières
Terres « non noires »	2,4	»	2,1	1,8	2,0	2,2	2,2	2,1	1,7
Terres « noires ».	1,5	1,7	1,8	1,7	1,5	1,7	1,8	2,0	1,4
Ukraine	2,8	2,1	2,0	2,6	2,0	1,8	2,6	2,6	2,1
Crimée.	1,2	1,9	2,0	»	1,8	1,4	1,9	»	1,7
Sud-Est	1,8	1,4	2,2	3,2	1,8	2,1	2,1	»	2,0
Toute la Russie y compris l'Ukraine	2,1	1,2	1,9	2,2	1,7	1,9	2,2	2,2	1,7
Toute la Russie excepté l'Ukraine	1,5	1,5	1,9	1,8	2,0	2,0	1,9	2,1	1,6

Il ressort de ces chiffres que, dans aucune région, la récolte n'a atteint un niveau moyen. Elle est partout inférieure à la cote 3, souvent mauvaise et parfois presque égale à zéro. La situation se complique du fait que la mauvaise récolte s'étend à toutes les céréales et à toutes les plantes fourragères et qu'elle atteint surtout les localités les plus fertiles de la Russie, celles qui étaient ordinairement non seulement le grenier de la Russie même, mais aussi le grenier de l'Europe.

Etant donné une pareille situation des récoltes dans le pays entier, il est évident que le besoin des secours alimentaires se fait sentir dans beaucoup plus de régions que celles indiquées par le pouvoir bolcheviste.

L'état de l'industrie agricole en Russie soviétique a fait que l'insuffisance de la récolte et de l'ensemencement est devenue un phénomène d'ordre général.

Si quelques régions possèdent des produits en quantité

(1) On désigne par le chiffre 5 une très bonne récolte, par le chiffre 4, une récolte au-dessus de la moyenne ; par 3, une récolte moyenne ; par 2, une récolte au-dessous de la moyenne ; par 1, une récolte mauvaise.

supérieure à leur consommation, ces excédents n'ont pas beaucoup de valeur, et ceci pour deux raisons : 1) l'état des transports rend ces excédents inutilisables pour les autres régions ; 2) l'état de l'appareil administratif chargé de la répartition des produits dans le pays est tel qu'aucune distribution équitable des réserves de blé n'est possible.

La situation alimentaire du pays ne dépend pas, à l'heure actuelle, de l'état des récoltes pris dans l'ensemble du pays tout entier.

Si même certaines régions sont en proie à une famine particulièrement atroce, la gravité du désastre, qui frappe accidentellement telles localités isolées, tels groupements de la population, ne doit pas nous cacher ce fait primordial et incontestable, à savoir que tout le pays, dans son ensemble, vit sous le régime d'une disette permanente.

C'est pourquoi il s'agit pour la Russie soviétique, non seulement d'une calamité qui frappe, cette année, quelques millions de ses habitants, mais de la famine, dont la menace permanente et inéluctable est suspendue sur tout le pays et sur toute la population.

Pourrait-il en être autrement parmi la ruine générale de toute l'Économie Nationale russe ?

§ 2. Hasard ou fatalité ?

La mauvaise récolte et la famine de cette année ne sont pas, pour la Russie des Soviets, des phénomènes extraordinaires, fortuits et imprévus. Tous ceux qui ont observé la vie économique de la République soviétiste ont, depuis longtemps, prévu la récolte catastrophique de cette année, ont prédit que tôt ou tard la politique du Gouvernement des Soviets sera cause d'une famine atroce.

La sécheresse survenue cet été dans les provinces du Sud-Est n'a fait qu'accroître et aggraver le désastre. Mais sans même qu'il y ait besoin de la sécheresse, la récolte des blés en Russie soviétique baissait d'une année à l'autre. C'était la conséquence inéluctable de toute la politique

agraire dont nous avons parlé dans notre premier chapitre.

Citons, pour commencer, l'exemple suivant :

D'après les données de la commission gouvernementale, la récolte des blés dans les régions les plus éprouvées du Volga (Astrakhan, Tsarytsyne, Saratov, Samara, Simbirsk, certaines parties des régions d'Oufa et de Viatka), a donné cette année, 147.011.000 pouds, soit 9,8 pouds par habitant (1); tandis qu'avant la guerre la récolte respective était d'au moins 400.388.300 pouds, soit de 26,6 pouds par habitant. Quelle est la cause de cette diminution des récoltes ? La sécheresse seule ne l'explique pas. La surface ensemencée dans ces régions, qui mesurait avant la guerre 26.261.000 dessiatines, n'a atteint, cette année, que 7.550.000 dessiatines, c'est-à-dire un peu moins que le tiers du chiffre précédent. Si même la récolte de cette année avait été la même qu'avant la guerre, et s'il n'y avait pas eu de sécheresse du tout, la récolte des blés sur une surface ensemencée réduite aurait donné tout au plus une dizaine de pouds par dessiatine, c'est-à-dire tout juste ce qu'elle a donné cette année.

10 pouds équivalent, en Russie, à la disette absolue, car telle est ordinairement la quantité indispensable pour l'ensemencement d'une dessiatine, c'est-à-dire qu'une pareille récolte ne laisserait rien subsister pour la nourriture des hommes et des bêtes.

Ainsi nous voyons que la famine dont sont atteintes les régions énumérées par le pouvoir soviétique, est la conséquence immédiate et inéluctable de la réduction de la surface ensemencée. Or, comme nous l'avons démontré dans le premier chapitre du présent ouvrage, cette réduction apparaît, à son tour, comme le résultat fatal de toute la politique agraire et générale du pouvoir bolcheviste.

Ces conséquences s'étendent fatalement à tout le reste de la Russie.

Depuis l'avènement du pouvoir soviétiste, la surface

---

(1) V. *Novy Mir* du 31 août 1921.

ensemencée dans 13 départements qui ont été l'objet d'une enquête minutieuse, a subi les modifications suivantes : (1)

Régions	Années	Seigle et froment	Avoine et orge	Lin et chanvre	Surface ensemencée globale
		(en milliers de dessiatines).			
Productrices					
	1917	5.988	3.284	204	10.726
	1920	4.731	2.022	120	7.859
Consommatrices					
	1917	671	582	121	1.627
	1920	590	331	42	1.116
Total dans les 13 départements					
	1917	6.659	3.866	325	12.353
	1920	5.323	2.354	183	8.975
Augmentation (+) ou diminution (—) relativement aux chiffres de 1917		— 20 %	— 39 %	— 44 %	— 27 %

Ces chiffres, cependant, ne donnent pas un tableau complet de la modification de la surface ensemencée. Il convient de prendre en considération, que de 1916 à 1917, la surface ensemencée a diminué de 2,5 % après une réduction précédente de 6 %, entre 1914 et 1916. D'autre part, depuis le passage des terres seigneuriales aux paysans, la superficie ensemencée dans ces domaines a également diminué. Ainsi, la réduction globale de la surface ensemencée dans les 13 départements en question atteint 44 %. Ceci revient à dire que la surface ensemencée en 1920 constitue seulement un peu plus de la moitié de la surface d'avant la guerre.

(1) *Narodnoé Khosiaïstvo*, 1920. Annuaire du Conseil Supérieur d'Economie Nationale, Pétrograd, 1921.

En 1921, cette réduction devait s'accentuer encore davantage.

La diminution de l'ensemencement et de la récolte a été suivie d'une réduction de la quantité du bétail.

En 1921, le nombre des bêtes de labour a diminué de 30 %; le nombre de gros bètail, de 20 %, le nombre des moutons, de 33 %, le nombre des porcs, de 44 %. Dans certains départements cette réduction est encore plus considérable ; ainsi, dans le département de Moscou la quantité des porcs a diminué de 80 %.

De l'avis de certains auteurs compétents, l'élevage, en Russie soviétique, se trouve dans une situation telle, que, pour le rétablir, il faudrait, en mettant les choses au mieux, 8 ou 10 ans tout au moins.

La quantité globale du bétail se présente comme suit : (1)

	1916	1921
Gros bétail	49.732.000	39.493.000
Moutons	79.218.000	53.812.000
Porcs	19.484.000	11.771.000
Total	148.434.000	105.076.000

La quantité de viande dont la Russie pourrait disposer en 1921, en regard de la quantité de son bétail, ne passe pas 105 millions de pouds, soit, par personne, 1 poud par an ou un neuvième de livre par jour.

Le nombre des chevaux a diminué dans la proportion de 50 % au moins. Etant donné que les neuf dixièmes de la terre arable en Russie soviétique, sont labourés à l'aide de chevaux, un cheval labourant, en moyenne, 6 dessiatines, il faut compter, — la superficie globale des terres arables étant de 100 millions de dessiatines, — que rien que les travaux agricoles dans la Russie Européenne exigent plus de 15 millions de chevaux en âge de travailler. Or, on

(1) *A. Lossitzky.* La production de la viande en Russie. *Ekonomitcheskaïa Jisn,* n° 95, 1921.

n'en possède que 8 millions, dont tous ne conviennent pas aux travaux des champs. De l'avis du professeur M.-J. Pridoroguine, le seul manque de chevaux devrait empêcher l'ensemencement de presque une moitié de toute la superficie arable (1).

Tout ceci avait déjà lieu en 1920. Alors déjà la Russie soviétique éprouvait une très mauvaise récolte et l'alimentation de la population se trouvait à un degré d'insuffisance frisant la famine.

Les processus économiques dans la Russie des Soviets de 1920 étaient caractérisés, de l'avis des économistes soviétiques, par «le désastre de la mauvaise récolte qui s'était abattu sur la Russie à la suite de causes naturelles, mais dont les proportions s'expliquent par des raisons d'ordre économique : la réduction de la surface ensemencée et la dégénérescence de la culture ».

« Dans d'autres conditions économiques, la même sécheresse aurait causé une réduction bien moins considérable des récoltes que celle qui a eu lieu en réalité. » (2)

En résumant l'état de l'industrie agricole en 1920, l'Annuaire du Conseil supérieur de l'Economie Nationale poursuit : « Si nous prenons en considération l'usure du matériel, l'insuffisance des engrais, la diminution de la main-d'œuvre à la suite des besoins de l'armée et du travail obligatoire, la mobilisation, les épidémies, les privations, il devient évident que la baisse du rendement de l'industrie agricole est plus considérable encore : la moyenne de la récolte par dessiatine baisse, la quantité du bétail diminue ainsi que le rendement des chevaux, la quantité de lait et de viande diminue, etc. » Ainsi, la mauvaise récolte et la famine qui, cette année, ont atteint des proportions si considérables, ont été préparées par toute la situation de l'industrie agricole en Russie soviétique.

---

(1) Rapport du professeur M.-J. Pridoroguine, présenté au « Gosplan » (Commission des plans de l'Etat).

(2) Annuaire du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale.

Depuis les quatre ans de l'existence du pouvoir bolcheviste, chaque année a aggravé un peu plus la situation de l'agriculture.

Les militants soviétistes eux-mêmes reconnaissent que seule la conquête des régions limitrophes, de la Sibérie de l'Ukraine et du Sud-Est, leur a permis de ravitailler tant bien que mal la population, car seules les réserves dont disposaient ces pays nouvellement annexés ont permis de compenser la diminution de l'ensemencement et des récoltes dans la Russie soviétique.

Au cours de la rentrée des blés, il a été emmagasiné 84 millions de pouds de grains en 1919; et 259 millions, soit 175 millions de plus, en 1920. Or, cette augmentation comprend 131 millions de pouds fournis par les régions annexées.

« Il est difficile de tracer le tableau de la ruine et de l'épuisement qui auraient inéluctablement frappé la Russie, si celle-ci n'avait pas obtenu l'accès » de la Sibérie, du Caucase du Nord et du Turkestan. « Seules ces ressources ont rendu possible le fonctionnement, si faible qu'il soit, des usines et des fabriques, le mouvement des trains et la distribution des rations alimentaires à la population. » (1) Cependant, en 1921, les ressources de ces localités se trouvent également épuisées et la déchéance générale de l'industrie agricole se fait sentir dans la Russie entière. Comme nous l'avons vu plus haut, la participation des régions limitrophes à la rentrée des vivres baisse dès le printemps 1921 : elles fournissent 124 millions de pouds, tandis que le Centre en donne 158 millions (contre 160 millions de l'année précédente.) « L'insuffisance de l'ensemencement et de la récolte, observe l'auteur de l'article cité plus haut, apparait dans toute sa gravité. »

Ainsi, l'année dernière a déjà été très difficile au point de vue du ravitaillement. La récolte brute des blés a été dans l'année 1920-1921, à peine le tiers de la récolte d'avant

---

(1) *Ibid.*

la guerre ; en 1921, elle a encore diminué presque de cinq fois. La récolte brute des blés en Russie Européenne (le Caucase, l'Ukraine et la Sibérie non compris) a été : en 1913-1914, de 3.526 millions de pouds ; en 1920-1921, de 1.294 millions ; en 1921-1922, de 744 millions.

Dans l'année qui a précédé la guerre, la récolte de blé avait permis de satisfaire aux besoins de la consommation de la population, de nourrir le bétail, d'ensemencer les champs, d'exporter à l'étranger plus d'un demi-milliard de pouds et, enfin, de garder une réserve d'environ 686 millions de pouds.

L'année dernière a fait apparaître un déficit de 88 millions de pouds de blé qui n'a pu être équilibré que par la rentrée du blé des régions limitrophes. Cette année-ci, le déficit de blé, rien que dans la Russie Européenne atteint déjà 358 millions de pouds.

En outre, en 1913-1914, il a pu être affecté aux besoins de la population et du bétail 1826 millions de pouds ; en 1920, le chiffre respectif a été de 1.035 millions et cette année-ci, de 840 millions seulement.

Ainsi, cette année, la consommation moyenne d'un individu ne peut passer 9 pouds de blé par an. Or, 9 pouds de blé ne valent pas plus de 2.000 calories, c'est-à-dire un minimum tout proche de la famine absolue. (Le minimum physiologique, au-dessous duquel survient la mort de l'organisme, égale 1.800 calories).

Telles sont les perspectives résultant de la famine de cette année. Cependant, l'année dernière déjà, la situation alimentaire n'était guère meilleure.

D'après les données soviétiques, l'alimentation de la population, en hiver 1919-1920, valait, en moyenne, 3.382 calories par habitant (contre 4.000 calories d'avant la guerre). En hiver 1920-1921, à la suite de la mauvaise récolte de 1920, l'alimentation se présentait comme suit : dans les départements éprouvés par la mauvaise récolte, 2.587 calories ; dans les départements consommateurs, 3.214 calories ; dans les départements producteurs, 3.603

calories. L'alimentation de la population urbaine était, dès 1920, inférieure à ces chiffres. En octobre 1920, elle était, pour les ouvriers : dans les deux capitales, de 2.880 calories ; dans les départements consommateurs, de 2.789 calories ; dans les départements producteurs, de 2.589 calories (1).

Ainsi donc, dès l'année dernière, la population de la Russie soviétique éprouvait une disette considérable. Elle n'était pas connue du public, la presse soviétiste en parlait peu, mais il apparut déjà, à la moitié de l'été 1920, que 25 départements étaient frappés par la récolte absolument mauvaise. De même que cette année, la population s'en alla à la recherche du pain. « Aux premiers jours du printemps 1920, écrivait l'*Ekonomitcheskaïa Jisn*, la population des départements d'Orel, de Koursk et de Toula se rendit dans l'Ukraine, par chemin de fer ou en charriots, par familles et parfois par villages entiers. Au mois de mai, le nombre de ces émigrants atteignait déjà quelques centaines de mille. » (2)

Le mouvement avait été si important que, pour lui donner un caractère organisé, les bolcheviks furent obligés d'autoriser les migrations. Mais il était déjà trop tard pour sauver la situation.

Ceux qui observaient la vie soviétique de l'année dernière, avaient prévu une famine de longue durée. « La famine de cette année, loin de cesser, atteindra, au cours de la saison de 1921-1922, des proportions épouvantables et entraînera à sa suite une quantité de morts telle que la Chine affamée a été seule à connaître jusqu'à présent. Et le gâchis soviétique, la ruine progressante des transports risquent de rendre impossible tout secours, quel qu'il soit, tant intérieur qu'extérieur. » (3)

---

(1) *Selskokhosiaïstvennaïa Jisn*, n° 3, du 2 août 1921. *Ekonomitcheskaïa Jisn*, du 10 juillet 1921.

(2) *A. Sobolev*. La situation économique actuelle de la Russie des Soviets, p. 14.

(3) *A. Sobolev*, *op. cit.*, p. 15.

§ 3. Les conséquences économiques et sociales de la famine.

Depuis quatre ans de la domination du régime bolcheviste, la Russie éprouve une pénurie de vivres permanente qui frise la famine.

Que la famine ait atteint, cette année, des formes aussi graves et des proportions aussi vastes, ce n'est qu'un aboutissement logique, naturel et inéluctable, de la ruine progressante de l'Économie Nationale, sous l'influence de la politique soviétiste.

La famine actuelle devra, à son tour, profondément affecter aussi bien la politique soviétiste que les tendances économiques et sociales qui se développent dans l'Économie Nationale russe. La nouvelle orientation de la politique économique des Soviets est basée, avant tout, sur l'introduction de ce qu'il est convenu d'appeler l'impôt en nature, qui constitue le fondement de la politique de ravitaillement. Au moyen de cet impôt, le pouvoir soviétique comptait obtenir 250 millions de pouds de blé dans les départements du Centre et 150 millions dans l'Ukraine. Actuellement, il faut tout d'abord défalquer de cette quantité celle qui devait être fournie par les départements éprouvés par la famine. En 1917-1918 ces départements avaient donné 36,6 %, en 1918-1919, 59,2 %, en 1919-1920, 41 %, en 1920-1921-22, 3 % de tout le blé emmagasiné par le Commissariat du Ravitaillement. (1) Cette année, les régions en question étaient inscrites pour 70 millions de pouds, c'est-à-dire pour 29 % de toute la quantité du blé payable par les départements du Centre. Ce blé, à présent, est perdu pour le Gouvernement soviétique, qui a été obligé de dégrever de l'impôt en nature la population affamée.

Dans l'Ukraine, la récolte a été, cette année, au-dessous

(1) *Novy Mir*, le 6 août 1921.

de la moyenne; et la rentrée de l'impôt en nature qui, dans cette région, a toujours été défectueuse, s'annonce cette fois moins satisfaisante que jamais.

Les foules affamées, qui fuient la zone de la mauvaise récolte, détruisent sur leur passage toutes les réserves qu'elles trouvent ; il est donc certain que les localités où la récolte a été relativement meilleure, ne pourront disposer des excédents sur lesquels le pouvoir soviétiste avait tablé ses calculs précédents.

Les premiers résultats de la rentrée de l'impôt confirment ces prévisions. Jusqu'au 10 octobre, il n'est rentré que 56.000.000 de pouds de blé et de grains fourragers.

La perception de l'impôt sur le beurre et les œufs a donné, au 1er août, dans toute la Russie (y compris la Sibérie, le Caucase et l'Ukraine), 54.426.000 œufs sur la quantité attendue de 400.000.000 et en regard des 103.526.000 œufs rentrés durant le même laps de temps, l'année dernière. La rentrée du beurre a donné en attendant 341.000 pouds sur la quantité attendue de 2 millions de pouds et en regard des 624.000 pouds de l'année dernière. (1)

A l'heure qu'il est, on ne peut non plus fonder de grands espoirs sur l'échange des marchandises.

Dans le chapitre premier, nous avons indiqué que, si même le pouvoir des Soviets réalisait toutes ses réserves de marchandises destinées à l'échange, ces réserves, dans l'état d'épuisement industriel où se trouve la Russie, sont trop insignifiantes, et ne serviraient qu'à obtenir une très petite quantité de blé.

Actuellement, la proportion entre les réserves de marchandises et les ressources en blé est devenue encore plus défavorable pour la politique des échanges. Les prix du blé

---

(1) V. l'*Ekonomitcheskaïa Jisn*, nº 178, 182 et 185 (1921) Le Commissaire du Ravitaillement, Broukhanov a déjà déclaré que l'impôt en nature donnera tout au plus 150 millions de pouds. (*Novy Mir*, du 14 septembre 1921).

ont encore augmenté et il faut donner pour la même quantité de blé une quantité des marchandises plus grande qu'auparavant. Ceci apparaît, en premier lieu, de la hausse extraordinaire qu'ont subi les prix libres des principaux produits alimentaires depuis que la famine fut connue : (1)

Les prix d'un poud en milliers de roubles :

NOMS DES VILLES	Farine de seigle		Farine de froment		Pommes de terre		Beurre		Viande	
	15 juin	15 août	15 juin	15 août	15 juin	15 août	15 juin	15 août	15 juin	15 août
Pétrograd. . .	132	160	172	220	44	48	18	27	7	10
Moscou.	113	170	210	230	32	39	18	23	5	10
Nijny Novgorod.	240	170	—	—	60	53	15	20	5	6
Tver.	150	150	—	400	35	30	12	26	—	3
Pskov	75	50	100	—	25	24	14	20	4	9
Toula	150	130	210	240	35	24	15	20	4	5
Kiev.	67	52	100	127	16	20	16	15	3	—
Nicolaev. . . .	45	60	80	90	—	57	6	6	1	1
Minsk	37	60	—	—	20	24	16	22	4	6

Les paysans se sont mis volontiers à accepter de l'argent et la campagne a rendu plus difficile la situation des villes.

L'équivalent d'échange entre le blé et les marchandises s'est modifié à l'avenant. Auparavant, on donnait pour 1 poud de blé 2 archines d'étoffe, 50 livres de sel ou une faux. A présent, on donne 15 archines de cotonnade, 25 livres de pétrole, 15 livres de beurre, 4 vitres, 3 faux, etc. Dans les régions affamées on donne pour un poud de pain une vache, une isbah, tout le matériel agricole. (2) Dans ces conditions, les maigres réserves de marchandises ne peuvent suffire à obtenir 150 millions de pouds de blé.

D'ailleurs, l'échange des marchandises devient impossible d'une façon générale. Le système des échanges a pour but d'acquérir chez le paysan le blé et autres produits

(1) *Ekonomitcheskaïa Jisn*, nos 151 et 180, 1921.
(2) *Prodovolstvennaïa Gazeta*, le 1er août 1921.

alimentaires contre les objets d'usage courant qui lui manquent. Actuellement, la campagne a elle-même besoin de pain ; pour en avoir, elle est prête à donner n'importe quoi, et elle ne voudra pas échanger le blé qu'elle possède contre la quantité insignifiante des marchandises que le gouvernement lui peut offrir.

Le pouvoir soviétique sera donc dans l'impossibilité d'obtenir la quantité indispensable des produits alimentaires, que ce soit au moyen de l'impôt en nature ou de l'échange des marchandises. Ainsi, tous les calculs qu'il fondait sur ces deux mesures se trouvent détruits.

Ceci revient à dire que l'hiver prochain apportera une recrudescence de la famine dans les villes. L'exode du prolétariat industriel, résultat des difficultés du ravitaillement, s'accentuera davantage. L'industrie verra encore diminuer sa main-d'œuvre et il deviendra de plus en plus difficile de rétablir la production.

Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre I, l'introduction de l'impôt en nature avait pour but de permettre au paysan d'écouler au marché l'excédent de ses produits et d'acquérir en échange des objets fabriqués. Ceci devait en même temps créer un débouché aux produits industriels que la campagne, revenue à l'état de l'économie domestique, fermée, avait cessé d'acheter. A présent, le villageois se trouve de nouveau dans l'impossibilité d'acquérir les produits industriels, et le rétablissement de l'industrie redevient du même coup irréalisable.

Les espoirs que le pouvoir soviétique fondait sur ce rétablissement exerçaient une certaine influence sur le développement des relations commerciales avec l'étranger, dont les bolcheviks cherchaient à obtenir non seulement des moyens de transports, mais aussi des instruments de production et des matières premières qui manquent actuellement à la Russie. A présent, le pouvoir soviétique se voit obligé de renoncer à l'importation de ces marchandises et de réduire tous ses achats à l'étranger à l'acquisition des vivres.

Les stocks des produits alimentaires constitués par le Commissariat du Ravitaillement tiennent une place importante dans le budget de l'Etat soviétique. Ces stocks sont principalement affectés au ravitaillement des ouvriers et de l'armée rouge. Si, actuellement, ils se trouvent sensiblement diminués et ne peuvent, dans quelque mesure que ce soit, satisfaire aux besoins du Gouvernement, le déficit du budget d'Etat s'en trouve nécessairement aggravé. C'est pourquoi le gouvernement est obligé de recourir à deux mesures : augmenter, une fois de plus, l'émission du papier-monnaie; et accorder à la population ouvrière et urbaine encore plus de liberté pour l'acquisition des denrées indispensables sur le marché libre. La première mesure signifie qu'il deviendra encore plus difficile d'assainir le système fiscal de la République des Soviets, c'est-à-dire de rétablir la vie économique.

La deuxième mesure implique une série de lourdes conséquences d'ordre économique et social. La recrudescence de la demande des denrées au marché libre entraînera la hausse des prix, la cherté de la vie et, par conséquent, le diminution des salaires réels. Ceci mettra le Gouvernement dans l'obligation d'augmenter toutes les rémunérations en espèces, désorganisera de plus en plus le système des salaires déjà désorganisé, nécessitera une nouvelle révision des tarifs, de nouvelles émissions de papier-monnaie, une nouvelle désorganisation des finances soviétiques.

La hausse des prix des produits alimentaires sur le marché libre impliquera également une hausse des prix fermes sur le marché réglementé par le Gouvernement et créera de nouvelles difficultés à la politique du « capitalisme d'Etat. »

L'aggravation des difficultés du ravitaillement dans les villes poussera de nouvelles masses d'ouvriers et de la population urbaine en général vers le trafic « au sac » et tout autre genre de commerce. Le nombre des gens pratiquant le petit commerce, spéculant et poursuivant des gains faciles, se trouvera fatalement accru. «L'élément

petit-bourgeois » que les bolcheviks les plus perspicaces, en commençant par Lénine, considérent comme l'ennemi le plus dangereux du pouvoir soviétique, en sortira fortifié du même coup.

Nous avons vu, et les militants bolchevistes eux-mêmes en témoignent, que l'extension de cet « élément petit-bourgeois » a obligé le pouvoir soviétique de rétablir, en partie, au mois de mars dernier, le système capitaliste. Maintenant, ces mêmes éléments commanderont la nécessité de continuer, d'étendre et d'approfondir cette nouvelle politique.

Les difficultés auxquelles se heurte le rétablissement de la production, tout en empêchant la reconstruction de la grande industrie, favoriseront le développement progressant de la petite industrie et de la production à domicile, autrement dit le progrès ininterrompu des « éléments petits-bourgeois. »

La désorganisation du marché intérieur, provoquée par la famine, crée dès maintenant des conditions très défavorables pour le fonctionnement des coopératives et de l'appareil soviétique, et amène les coopérateurs à exiger le retour au libre jeu de la loi de l'offre et de la demande sur le marché.

La deuxième conférence panrusse des représentants du « Centrossoïouz » (Union Centrale des Coopératives), en juillet de l'année courante, a voté une résolution qui reconnaît la nécessité de supprimer les prix fermes et de « passer de l'échange direct des marchandises à l'échange indirect par l'intermédiaire de la vente et de l'achat. »

« On ne peut méconnaître, que dans les conditions présentes on ne pourra constituer des stocks des produits qu'à l'aide d'un appareil malléable, s'adaptant aux fluctuations des prix sur le marché, tenant compte de la demande et de l'offre pour chaque marchandise », écrit à ce propos l'*Economitcheskaïa Jisn.* « Ce n'est pas le moment d'espérer que la coopération puisse régler le marché et lui imposer ses conditions. Le petit mercanti entreprenant, qui sort

de tous les trous, a déjà montré ce qu'il peut dans les coins les plus reculés de la Russie. Pendant que la coopération se prépare à agir, il ne reste plus un seul point, tant soit peu peuplé, où des marchés n'eussent surgi, où des trafiquants de l'endroit ou d'ailleurs ne fassent des affaires importantes. A l'heure actuelle, la coopération est obligée de faire concurrence au commerçant privé dont la puissance s'accroît d'un jour à l'autre. » (1)

La famine, en provoquant une brusque augmentation des prix, a rendu illusoires tous les prix fermes. Le maintien de ces prix fermes rend la coopération impuissante à lutter contre les commerçants privés. Et l'abolition des prix fermes implique l'abolition des derniers vestiges du « capitalisme d'Etat. »

Les mêmes résultats apparaissent dans le développement successif de l'industrie à domicile.

« Les artisans («koustari») des régions affamées se sont trouvés dans une situation très pénible, », écrit le *Novy Pout*, « car il ne trouvent pas à écouler leurs produits, même à vil prix. Placés dans une situation sans issue, les artisans suspendent le travail, mangent le prix de leurs outils et cherchent, tout comme les autres, leur salut dans la migration. » (2)

Afin de soutenir l'industrie à domicile, « l'Administration principale des affaires concernant la petite industrie et l'industrie à domicile » a décidé, au lieu de secourir les artisans en les ravitaillant, de les placer dans les conditions du marché libre, (c'est-à-dire d'acquérir tous les objets qu'ils auront produits et de payer pour les matières premières qu'ils auront fournies non pas des prix fermes, mais des prix libres), «aussi avantageuses que possible pour les artisans. »

C'est ainsi que les choses se passent dans les villes.

---

(1) *Kramarov*. Qu'est-ce qui entrave les échanges ? (*Ekonamitcheskaïa Jisn*, n° 178, 1921).

(2) *Novy Pout*, du 2 septembre 1921.

A la campagne, parmi les paysans, la famine devra fatalement ébranler plus que jamais les assises de la politique communiste du Gouvernement.

La famine entraîne avant tout la ruine des larges masses de la population paysanne. Si, jusqu'à présent, il restait encore en Russie une classe dont on ait pu affirmer, à quelques réserves près, qu'elle a trouvé son avantage à la révolution, en obtenant la terre, voici qu'à présent cette classe elle aussi se voit frustrée des dernières « conquêtes de la révolution ».

La famine atroce qui oblige à manger tout ce qui reste de semences et de bétail, aura ruiné pour de longues années un grand nombre de petits et de moyens ménages paysans. L'année prochaine les champs demeureront en friche ou peu ensemencés. La perte du bétail et du matériel agricole aura rendu impossible la culture de la terre dans les années à venir. Ceux qui auront abandonné leurs terres, pour aller vivre ailleurs, ne reviendront plus dans leurs anciens foyers. Ceux qui seront restés, se trouveront à la tête des exploitations ruinées, où il leur sera impossible de cultiver la terre d'une façon tant soit peu satisfaisante.

Une partie de la population agricole se trouvera définitivement déclassée et ira grossir les rangs des prolétaires qui ne trouvent pas de travail dans les villes. L'industrie urbaine étant ruinée et la production ne pouvant être rétablie dans les conditions présentes, ces éléments paysans devront chercher à s'employer à la campagne. Ne possédant pas d'exploitation à eux ni ne pouvant la reconstruire ils seront obligés de vendre leur travail à la campagne, c'est-à-dire qu'ils iront grossir les rangs du prolétariat agricole.

Ceci fera baisser le prix de la main-d'œuvre à la campagne, augmentera le bénéfice des propriétaires fonciers, et contribuera au développement de la culture extensive.

Si grande que soit la ruine générale que la famine a causée à la campagne, ce désastre servira cependant à l'enrichissement relatif de certains groupes de paysans. Si une

partie des paysans vend pour un poud de blé son cheval, sa vache, ou même toute son isbah, d'autres paysans acquièrent ce cheval, cette vache ou cette isbah en échange de ce poud de blé.

Comme il est déjà arrivé à la campagne russe dans les années de mauvaise récolte, celle-ci fait passer le bétail et le matériel agricole des paysans moins fortunés à ceux qui le sont davantage.

Au nivellement qui se poursuivait à la campagne jusqu'à la fin de 1920, succède un processus contraire : celui de la différenciation.

La politique des prélèvements, non seulement n'a pas fait disparaître la classe des cultivateurs aisés, mais elle l'a, au contraire, fortifiée et fait accroître. Si nous examinons les exploitations paysannes de 1919-1920 au point de vue de la quantité de blé qu'elles versaient à l'Etat et de l'excédent qui leur restait après le prélèvement, nous obtenons le tableau suivant : (1)

Exploitations ayant ensemencé	Prélèvement par exploitation (en pouds)	Prélèvement par exploitation proportionnellement à la récolte nette p. 100	Excédent après le prélèvement par exploitation (en pouds)
1. Moins d'une dessiatine	8,4	5,2	254,1
4. De 1 à 2 dessiatines. .	19.5	2,1	450,0
3. De 2 à 4 dessiatines. .	32,6	2,3	721,5
2. De 4 à 8 dessiatines. .	57,5	3,3	1.668,0
5. Plus de 8 dessiatines.	115,6	4,1	2.681,1

Comme il apparaît de ces chiffres, le prélèvement était organisé de telle sorte qu'il constituait pour les grandes exploitations une charge relativement moins lourde ou, du moins, égale, en comparaison des exploitations moins importantes. C'est pourquoi il restait aux grandes exploitations des excédents de blé plus considérables.

(1) *Rassinsky.* La différenciation de l'exploitation paysanne. (*Ekonomitcheskaïa Jisn,* n° 176, 1921).

Il en résultait que l'alimentation des gros cultivateurs était meilleure, plus abondante que celle du paysan moins fortuné :

L'alimentation en calories	Ménages n'ensemençant rien	Ménages ensemençant de petites surfaces	Ménages ensemençant des surfaces moyennes	Ménages ensemençant de grandes surfaces
	Moyenne par personne :			
Départements producteurs	3.264	3.704	3.944	4.095
Départements consommateurs	2.706	3.003	3.425	3.541

Il est naturel que, dans ces conditions, les grandes exploitations, à la vaste surface ensemencée, seront moins atteinte par la catastrophe actuelle que les exploitations pauvres. Quant aux grandes exploitations, tout en épuisant, peut-être, leurs réserves de blé, elles augmenteront, aux frais de leurs voisins, la quantité de leur bétail, de leur matériel agricole, et même l'étendue de leurs possessions.

L'extension de ce groupe des paysans fortunés marque un nouvel échec de la politique communiste à la campagne.

Sous l'influence de la famine, cette politique continuera à reculer sur toute la ligne. La famine commence par liquider les domaines agricoles soviétistes, car le bétail et le matériel agricole se perdent, les blés de semence manquent et, surtout, le pouvoir soviétique reconnaît qu'il est inutile de conserver ces domaines qui ne donnent aucun revenu tant qu'ils restent entre les mains des fonctionnaires soviétistes, mais qui commencent à rapporter une fois remis entre les mains des propriétaires privés. Dans le département de Samara, sur 250 domaines soviétiques, 235 ont été liquidés, y compris des domaines très importants, possédant près de 240 dessatines de terre arable et un haras de 100 chevaux. Dans le département de Stavropol, on a liquidé 30 domaines soviétiques sur 50. Dans la région du Don on a liquidé tous les domaines soviétiques, dont l'ensemble représentait une superficie arable de 1.500.000 dessiatines.

Le pouvoir des Soviets se voit obligé d'appliquer, dans l'industrie agricole, la même politique que dans l'industrie urbaine. S'étant convaincu du fiasco de la politique agraire communiste et n'ayant pas encore le courage de passer ouvertement à la consacration de la propriété privée, il a recours à l'affermage des domaines soviétistes.

C'est là un résultat inéluctable de la politique précédente des Soviets, grâce à laquelle les domaines soviétiques se trouvaient dans des conditions très pénibles et servaient en fait à l'exploitation individuelle.

« Il s'est trouvé très souvent, que les champs des paysans voisins ont été cultivés à l'aide des machines agricoles que les domaines soviétistes mettaient à la disposition des paysans ; ensemencés avec des grains obtenus également des domaines soviétistes. Entre temps, le domaine soviétiste lui-même périclitait, ne répondant plus à sa destination de culture modèle. » (1)

La disette de l'année actuelle a obligé le Gouvernement à hâter la liquidation des domaines soviétistes. En vertu d'un récent décret, les domaines soviétistes sont cédés à bail, pour un terme de 6 à 9 ans, à des conditions stipulant expressément quelle espèce de culture doit être faite dans tel domaine, quelle doit être l'extension de cette culture, quelle partie de la récolte revient à l'Etat en guise de fermage, etc.

« Lors de la location à bail d'un domaine, on ne tient compte que du côté pratique des candidatures, c'est-à-dire que le Gouvernement des Soviets ne se préoccupe pas de savoir si le preneur est un paysan, un ancien propriétaire foncier ou un ancien intendant de quelque propriété. La seule question qui se pose est de savoir si le preneur saura remplir les obligations qu'il assume, et faire une culture intensive. » (2)

---

(1) *Novy Pout*, le 9 septembre 1921. — *Izvestia*, n° 189 1921.

(2) V. *Novy Pout* et *Novy Mir* du 10 septembre 1921.

Ainsi la campagne, de même que la ville, verra apparaître une classe de fermiers qui auront profité des conséquences du désastre actuel pour se rendre les maîtres des propriétés importantes, avec constructions et dépendances, et qui auront à leur disposition une main-d'œuvre nombreuse et bon marché.

A en croire le *Novy Pout*, « depuis la promulgation du décret, le gouvernement a été saisi d'un nombre assez important de déclarations de personnes désireuses de prendre des propriétés à bail. La plupart des demandeurs sont des paysans solides et d'anciens intendants des propriétés seigneuriales. »

Sous l'influence de la catastrophe qui s'est abattue sur la campagne, il se forme parmi les paysans deux groupements extrêmes : des paysans une fois de plus privés de terre, d'une part, et des grandes exploitations paysannes capitalistes, d'autre part. Dans ces conditions il ne peut être question de rétablir à la campagne n'importe quelle politique communiste. Cependant, l'influence de la famine va encore plus loin dans ce sens.

Il est évident qu'il ne peut être question de résoudre la question agraire et que la lutte pour la terre devra reprendre de plus belle. Le pouvoir soviétique se trouvera devant un nouveau dilemme. Ou bien il devra soutenir à la campagne le prolétariat sans terre, qui aspirera à s'en emparer (en l'arrachant, cette fois, non plus aux anciens propriétaires nobles, mais aux nouveaux propriétaires paysans) et à effectuer un nouveau partage des terres.

Ou bien il devra satisfaire les vœux du « paysan moyen » qui devient un propriétaire de plus en plus important.

La première solution aggraverait nécessairement la ruine de l'industrie agricole, ruine que le Gouvernement des Soviets, soucieux de son salut, a voulu empêcher par sa nouvelle politique.

La deuxième solution voudrait dire que le Gouvernement des Soviets renonce de plus en plus à sa politique commu-

niste, qu'il approfondit et étend le rétablissement de la production capitaliste privée.

Le pouvoir soviétique n'a pas de choix : l'une et l'autre voie conduisent inéluctablement à la liquidation du régime des Soviets et à la disparition du bolchevisme.

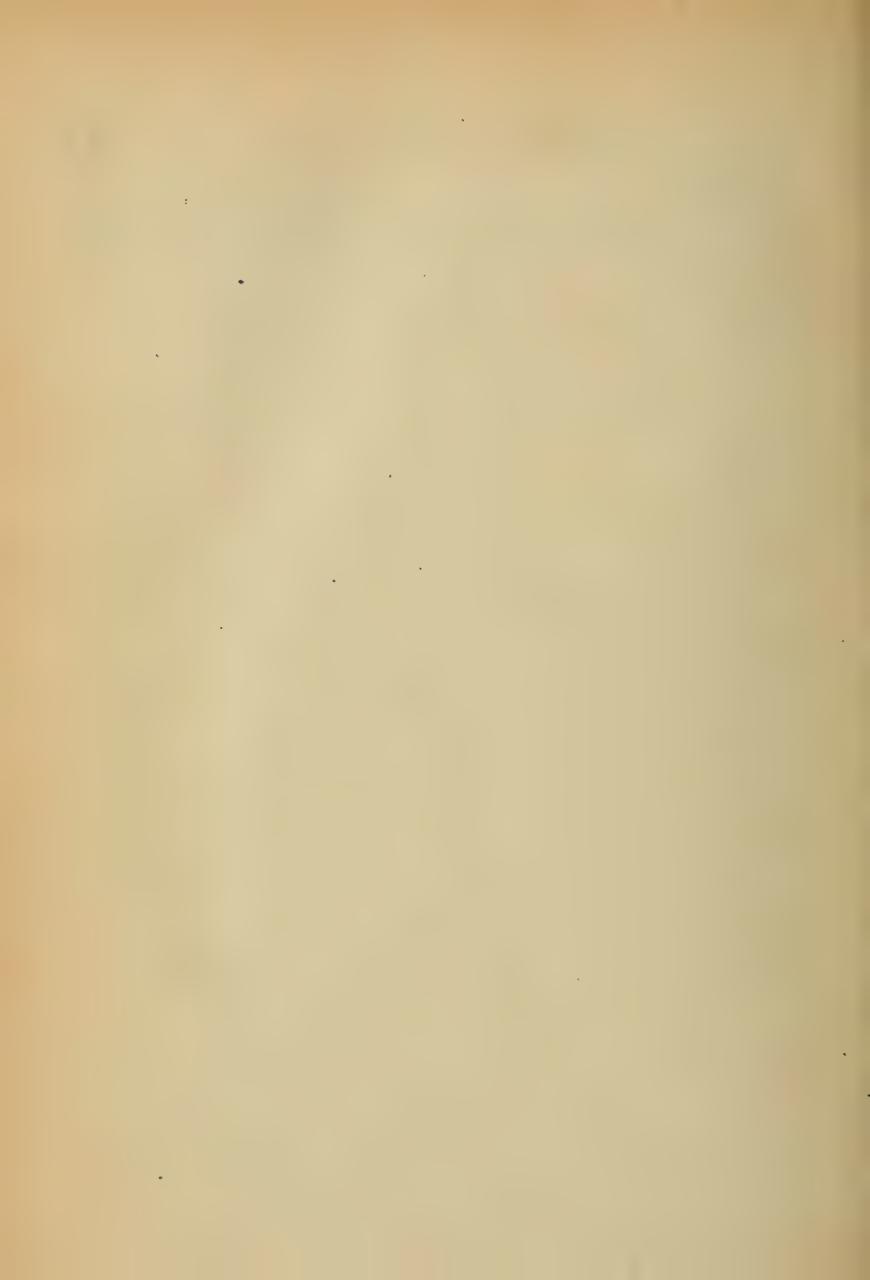


TABLE DES MATIÈRES

Préface de M. Emile Vandervelde VI

Avant-Propos XXVII

Chapitre I. — *La politique agraire.*

§ 1. Les deux tendances 3
§ 2. La faillite de l'exploitation collective à la campagne. 11
§ 3. Le processus de nivellement parmi les paysans. 19
§ 4. La ville bloquée par la campagne. 28
§ 5. La nécessité d'une nouvelle politique. . . . 36

Chapitre II. — *Le rétablissement de la liberté des échanges.*

§ 1. Le droit de disposer librement des produits du travail 43
§ 2. La liberté de la coopération 45
§ 3. La liberté du commerce et la propriété privée. 50
§ 4. Encouragement aux éléments petit-bourgeois. 53

Chapitre III. — *Vers la dénationalisation.*

§ 1. La confusion de la pensée bolcheviste. . . . 60
§ 2. L'affermage de l'économie nationale socialiste aux capitalistes. 64

§ 3. Un « répit économique » ou la liquidation du communisme ? 69
§ 4. L'hymne à la libre concurrence. 73

Chapitre IV. — *La politique des concessions aux capitalistes étrangers.*

§ 1. L'aide du capital étranger. 78
§ 2. Le compromis avec le capitalisme. 83

Chapitre V. — *La politique ouvrière.*

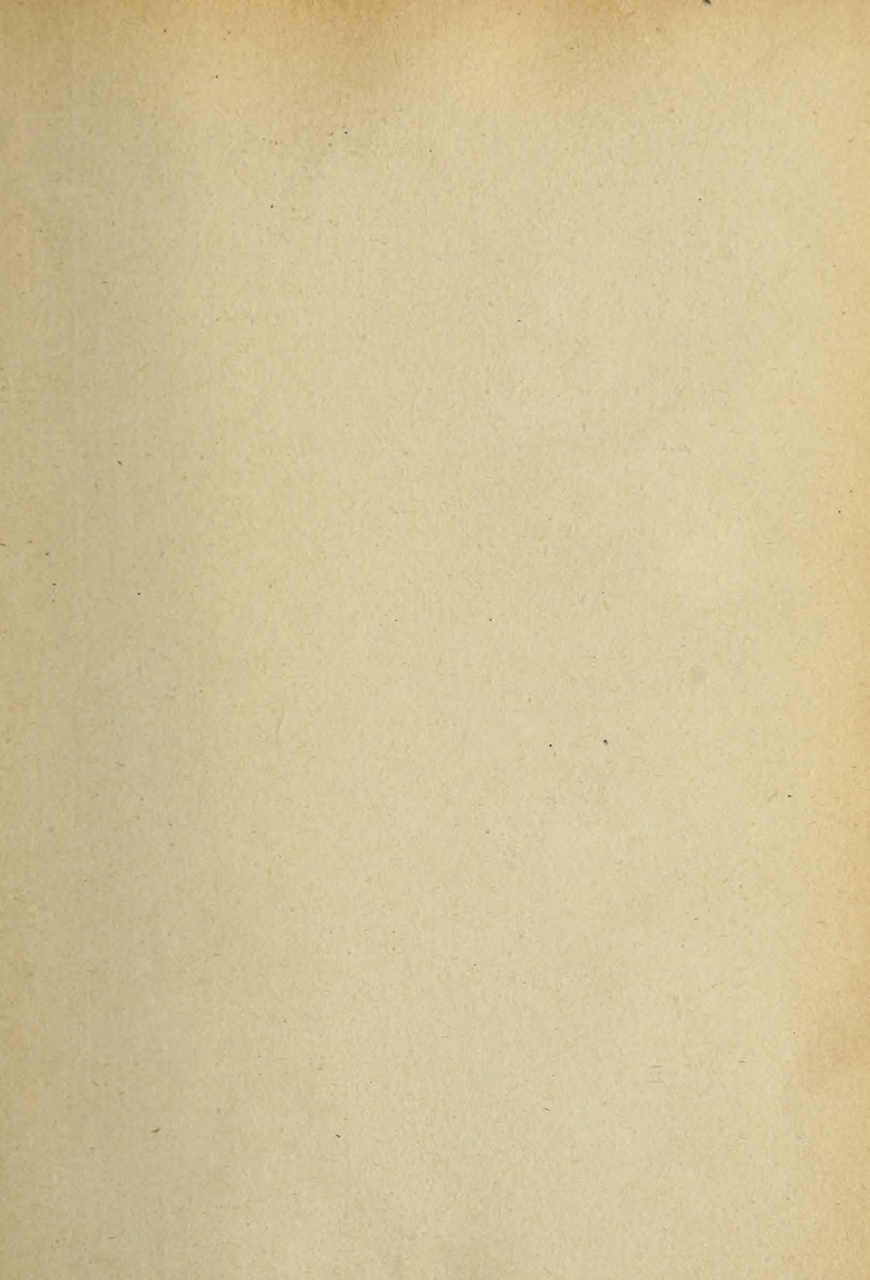
§ 1. Abolition des tarifs et des contrats collectifs. 92
§ 2. Le rétablissement du « truck-system » . . . 94
§ 3. L'échec de la naturalisation des salaires. . 97
§ 4. La force ouvrière est déclarée simple marchandise 100

Chapitre VI. — *Le problème monétaire.*

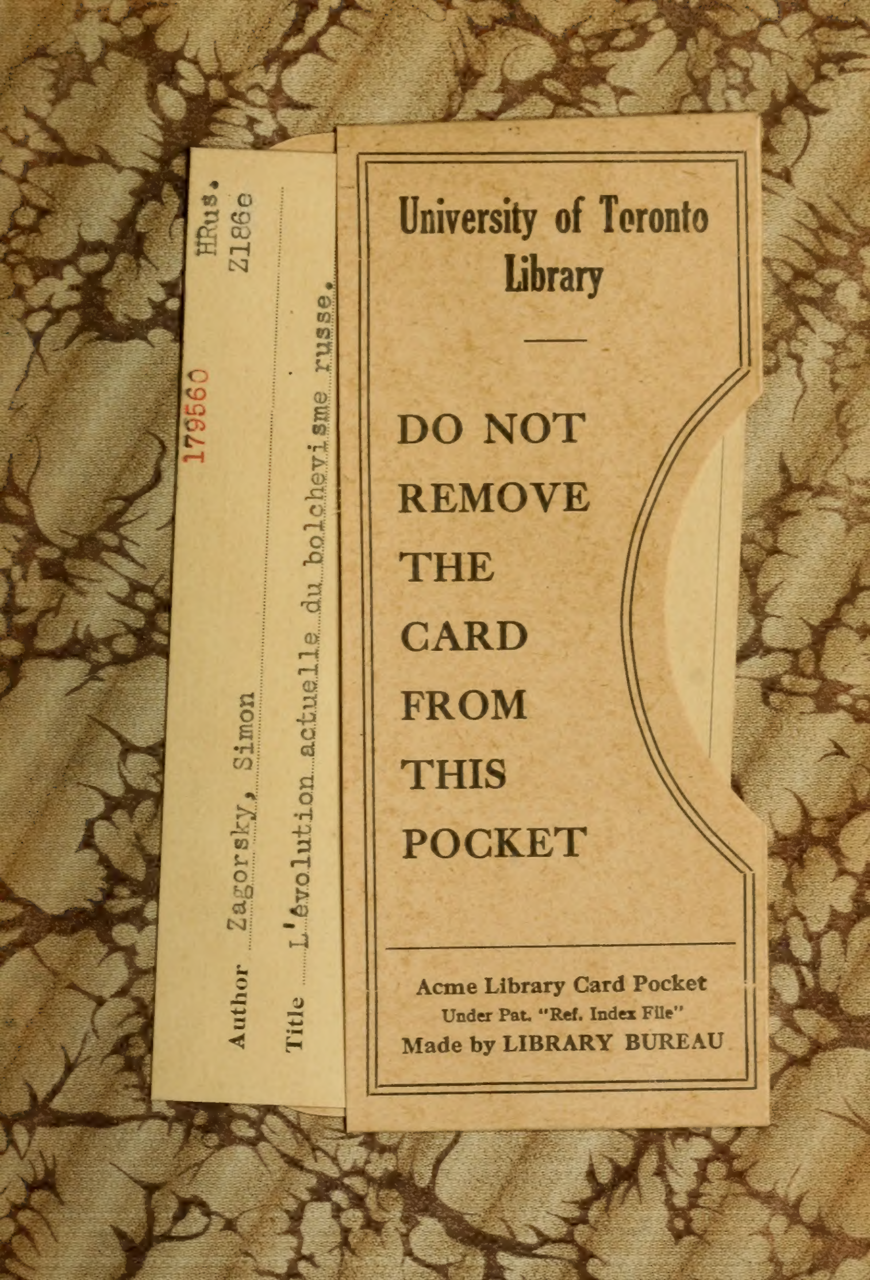
§ 1. La politique de la suppression de l'argent. . . 107
§ 2. Débordement de papier-monnaie dans le pays. 113
§ 3. Le repentir des dirigeants soviétiques. . . . 116
§ 4. La renaissance des idées bourgeois-capitalistes. 121

Chapitre VII. — *La famine et ses conséquences.*

§ 1. La famine est-elle locale ou universelle? . . 125
§ 2. Hasard ou fatalité? 129
§ 3. Les conséquences économiques et sociales de la famine. 137






HRus.
Z186e
179560
Author Zagorsky, Simon
Title L'évolution actuelle du bolchevisme russe.
University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

